





# LES ÉLECTIONS

## L'Union du centre de M. Suarez n'a pas la majorité absolue

(Suite de la première page.)

En conséquence, la répartition des 330 sièges de la prochaine Chambre des députés est approximative et peut encore varier. On estime que l'Union du centre pourrait avoir 188 députés et le parti socialiste 116. La situation est encore plus incertaine en ce qui concerne le Sénat, dont les 207 membres étaient élus au scrutin majoritaire. M. Martín Villa, ministre de l'Intérieur, a affirmé jeudi soir que l'Union du centre aurait 106 sénateurs.

### Pas de triomphalisme

Les dirigeants de l'Union du centre se sont gardés jusqu'à présent de tout triomphisme, et font preuve d'une grande modération. La même discrétion est observée à gauche et à droite. A l'exception de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, qui a publiquement regretté jeudi la déroute totale de la démocratie chrétienne, aucun des principaux dirigeants politiques espagnols n'a encore véritablement commenté les élections du 15 juin. M. Fraga, dont la coalition d'Alliance populaire a

Le parti du gouvernement n'a pas franchi la barre des 40 % lui permettant d'espérer la majorité absolue à la Chambre des députés. Il est à peu près certain qu'il ne disposera pas davantage de cette majorité aux Cortes, composées de la Chambre et du Sénat, et dont le nouveau président, M. Hernandez Gil, désigné par le roi, a prêté serment jeudi sans faire référence aux principes du Mouvement et aux autres lois fondamentales du royaume, rompant ainsi avec le rituel franquiste.

essuyé une défaite, est parti se reposer jusqu'à lundi. Chez les démocrates-chrétiens, c'est la consternation. Comment sera formé le nouveau gouvernement ? Quel sera le véritable rapport de forces aux Cortes ? L'Union du centre peut-elle espérer un déclinement de l'Alliance populaire et intégrer un certain nombre de ses députés ? Autant de questions en suspens attendant les résultats définitifs qui ne devraient pas être proclamés avant la semaine prochaine. Au fur et à mesure

qu'avance le dépouillement du scrutin, l'incertitude, en effet, entre l'Union du centre démocratique et le parti socialiste ouvrier. L'avance prise par la coalition de M. Adolfo Suarez était de 9 % quand près des trois quarts des bulletins avaient été dépouillés. Jeudi soir, elle n'était plus que de 2,5 % alors que 11 % des suffrages restaient à analyser. On peut d'autant plus s'attendre à une nouvelle progression de la gauche, parti communiste compris, que c'est à Madrid, à Barcelone et en Espagne que le dépouillement a pris le plus de retard, c'est-à-dire précisément dans les régions où le vote ouvrier et populaire est le plus important. A Madrid, par exemple, la gauche se trouvait pratiquement à égalité jeudi soir avec le centre et la droite réunis, alors que 67 % seulement des suffrages avaient été dépouillés. Or, c'est dans les bureaux de vote de la ceinture ouvrière de

### Succès des autonomistes catalans

En Catalogne, le dépouillement du scrutin a été également très lent, particulièrement à Barcelone et dans ses banlieues ouvrières comme Terrassa, où des irrégularités importantes sont

la capitale que le dépouillement se fait avec le plus de lenteur. De nombreuses irrégularités y ont été constatées le jour des élections. Dans plusieurs collèges électoraux du quartier populaire de Carabanchel, les électeurs ont été appelés à voter une nouvelle fois vendredi en raison de la confusion qui a régné le premier jour. Les autorités sont donc amenées à ajourner d'autant l'annonce des résultats complets du scrutin.

Le ministre de l'Intérieur s'en est expliqué en alléguant la complexité technique du dépouillement, dû surtout au mode de scrutin choisi pour le Sénat. Mais certains milieux politiques accusent le gouvernement de retarder l'information et de freiner délibérément la proclamation des résultats qui appellent moins favorablement au fil des heures la coalition de M. Suarez.

M. Lopez Roda, ancien ministre, tête de liste, passe de justesse. L'Union du centre de M. Suarez vient en quatrième position à Barcelone, arrachant péniblement pour le moment cinq sièges de la capitale catalane. Au Sénat, la victoire de la candidature unique de la gauche est assurée. Les socialistes catalans ont aussitôt adressé un appel « aux plus hautes autorités de l'Etat » pour qu'elles respectent leurs promesses et réclament l'annulation, les libertés publiques sans exclusive et le rétablissement du statut de 1931. Pour M. Ernesto Lluch, élu à Barcelone, la coalition avec le gouvernement de Madrid doit aller de pair avec « une nation populaire pacifique ». Ses amis de M. Raventós seraient favorables à cette mobilisation des masses en faveur du rétablissement du statut, mais les communistes et la coalition dirigée par le P.S.O.E. ont refusé et enclenché à l'immédiat.

Le succès des autonomistes est étonnant en Catalogne et au Pays basque. Il est modeste en Andalousie, où l'Union du centre s'est cependant engagée à défendre les revendications régionales, et il est nul en Galice où les centristes ont fait le plein des voix, mais où l'Union du centre a beaucoup d'irregularités et des retards suspects dans le dépouillement. A Valence, les formations autonomistes ont également subi un échec.

### Un parti socialiste rajeuni et renoué

forte et la plus populaire de la gauche... Ce succès du P.S.O.E. tout comme celui de l'Union du centre, n'est pas exempt d'ambiguïtés. Si le centre apparaît encore comme une coalition disparate et sans idéologie, le parti socialiste doit faire la preuve qu'il dispose des cadres, de la capacité d'organisation, de la rigueur politique et des militants de base pour pouvoir répondre au grand élan qu'il a suscité.

Le parti communiste semble également améliorer ses résultats au fur et à mesure du dépouillement. Avec 9,4 % des suffrages, il classerait jeudi soir d'un point l'Alliance populaire. La coalition néo-franquiste, elle, a réussi à faire élire plusieurs anciens ministres de Franco, et d'abord son leader, M. Fraga. Christian, ainsi que M. Lopez Bravo, ancien titulaire des affaires étrangères, M. Gonzalo Fernández de la Mota, M. Lladre et le fusillé, mais M. Arias Navarro, le dernier chef du gouvernement de Caudillo, n'est pas assuré de gagner un siège de sénateur à Madrid. De toute façon, la victoire de la gauche, si elle ne peut guère distiller la dé-

faite essayée dans l'ensemble par les néo-franquistes. La modestie des résultats obtenus (un peu plus de 8 % des suffrages) est loin d'être les ambitions affichées par l'Alliance populaire lorsqu'elle s'était créée en septembre dernier. Les Espagnols ont montré clairement, comme le souligne le quotidien El País ce vendredi matin, que le franquisme appartient désormais à l'histoire et qu'il est vain de vouloir le ressusciter.

### Un gouvernement de coalition

Le parti communiste fait entrer à la Chambre des députés quelques-uns de ses dirigeants, et d'abord son secrétaire général, M. Santiago Carrillo, ainsi que M. Marcelino Camacho, principal responsable des Commissions ouvrières, et M. Sanchez Montoro, membre du comité directeur du parti, élu à Madrid. La bataille reste incertaine pour M. Ramon Tamames, l'économiste du parti. La Pasionaria sera sans doute la seule élue communiste dans les Asturies, où le P.C. n'obtient que des résultats modestes. Si M. Rafael Alberti l'emporte à Cadix, deux importants dirigeants du parti, MM. Santiago Alvarez et Nicolas Sartorius, sont battus dans leurs circonscriptions respectives de Galice et de Santander.

M. Santiago Carrillo a affirmé qu'en théorie la bonne solution serait la formation d'un gouvernement de coalition qui trait du centre démocratique jusqu'au parti communiste. Il a reconnu néanmoins que c'était pratiquement impossible. Il s'est donc prononcé en faveur d'un gouvernement de centre-gauche constitué par les amis de M. Suarez et ceux de M. Felipe Gonzalez, et a rejeté à l'avance une équipe « monarchiste » appuyée essentiellement sur l'Union du centre, « car dans les conditions actuelles, a-t-il expliqué, elle serait impuissante à faire face aux difficultés économiques et sociales de notre pays ». Le secrétaire général du P.C.E. a également estimé que le résultat des élections de mercredi était « rassurant » pour l'OTAN, les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest, sans l'appuyer, a-t-il dit, un coup de force est impossible.

MARCEL NIEDERGAANG et CHARLES VANHECKE

(1) Le P.S.O.E. a historiquement de M. José Prats, légalisé le 21 février par le gouvernement pour faire partie du parti de M. Gonzalez.

M. Giscard d'Estaing a téléphoné, jeudi 15 juin, en fin de matinée, au roi Juan Carlos pour lui exprimer sa satisfaction du gouvernement provisoire issu des élections espagnoles.

## CORRESPONDANCE

### Le mode de scrutin du 16 février 1936

M. François Richard, de Lyon, nous écrit à propos du rapport des élections du 16 février 1936 publié dans le Monde du 15 juin.

Nous répondons : « Après une campagne passionnée, le Front populaire l'emporte nettement. » C'est vrai quant au nombre de députés, mais faux quant au nombre des suffrages. Indiquez M. Richard, « Le Front populaire, légèrement minoritaire dans le pays, était majoritaire aux Cortes (Parlement), grâce à l'effet de levier, bien connu, du mode de scrutin majoritaire, le Centre et le Front national n'ayant pas fait liste unique. Cette précision, peu connue, permet de mieux comprendre, je ne dis pas pour autant d'approuver, les réactions de la droite espagnole. »

● Prêt de la R.F.A. à l'Espagne. — Un consortium bancaire ouest-allemand, ayant à sa tête la Dresdner Bank, a accordé à l'Espagne un crédit de 500 millions de deutschemarks (1,05 milliard de francs) sur huit ans aux taux de 7,75 %. — (A.F.P.)

## Dans la presse parisienne

### LE FIGARO : viva la vida !

« Certes, les difficultés à surmonter demeurent immenses : une inflation galopante qui risque d'atteindre près de 30 % à la fin de l'année ; l'accroissement constant de la dette extérieure ; la montée du chômage ; les tendances autonomistes en Catalogne et au Pays basque. » Mais est-il permis de douter de l'avenir d'un peuple qui crie hier « Viva la muerte ! » et qui crie aujourd'hui « Viva la vida ! »

(JACQUES JACQUET-FRANCOIS)

### L'AURORA : une économie chaotique

« Comment la gauche, qui totalise déjà environ 40 % des suffrages, ne serait-elle pas tentée d'exploiter la dépression de la conjoncture pour préparer, dans l'union, la conquête du pouvoir ? Or, malgré le cri de victoire poussé hier à Barcelone : « Un succès pour l'Espagne », il ne semble pas que l'adhésion, désormais inévitable, à la Communauté européenne soit la remède miracle espié par la santé chaotique de l'économie espagnole. »

(ROLAND FAURE)

### LE QUOTIDIEN DE PARIS : le vrai vainqueur

« Depuis le premier jour de son accession au trône d'Espagne, le roi Juan Carlos a vécu dans l'obsession du passé récent ou ancestral. Son action s'est tout entière tendue vers un objectif unique, celui d'éviter la division, l'autogestion, le chaos. Son ambition a été d'en finir avec cette constante de l'histoire qui dévaste les « deux Espagnes ». Dans l'immédiat, il vient de réussir, et c'est pourquoi la monarchie reste aujourd'hui le véritable vainqueur des élections qu'elle a réhabilitées. »

(PHILIPPE MARCOVITCH)

### L'HUMANITE : des sacrifices humains

« Cependant, les communistes n'ont encore pu, même en Catalogne, bénéficier pleinement de la lutte constante qu'ils ont menée contre le franquisme. Les prix de sacrifices héroïques. Le poids d'un long passé tragique pèse encore sur l'Espagne. » L'absence de la liberté vient à peine de se lever. Les élections ont posé la première pierre de la démocratie. »

(YVES MOREAU)

## PARMI LES

### UNION DU CENTRE DEMOCRATIQUE

#### M. Adolfo Suarez

M. Adolfo Suarez (député de Madrid, Union du centre démocratique), âgé de quarante-quatre ans, né dans la province d'Alicante, a été toute sa carrière les instances dirigeantes du mouvement franquiste. Licencié en droit, délégué du gouvernement dans sa province natale, chef du cabinet technique du secrétaire général du Mouvement, directeur du cabinet juridique de la Délégation nationale des Jeunes de la province, directeur général de la radio-télévision d'Etat, M. Suarez a été nommé, en décembre 1973, ministre secrétaire du Mouvement dans le premier gouvernement de la monarchie. Il devient président de l'Union du peuple espagnol (UPE), l'organisation néo-franquiste créée en vertu de la loi des associations politiques de 1974. Nommé chef du gouvernement dans le cabinet de la surprise générale, il s'est très rapidement imposé comme un dirigeant moderne, habile, résolu à favoriser la transition pacifique d'un régime autoritaire à un système démocratique. Homme d'appareil, connaissant parfaitement les classes politiques et disposant du soutien du roi, M. Suarez a donné une accélération rapide au projet de réforme politique approuvé par la référendum du 15 décembre 1976. Il s'est refusé à prendre lui-même la tête de l'Union du centre démocratique pour mieux lutter contre la

#### menace de droite de l'Alliance populaire

M. LEOPOLDO CALVO SOTILO (député de Madrid), âgé de cinquante-deux ans, ingénieur, ancien ministre des Travaux publics, a été nommé en 1975 président de l'INI, l'institut national de l'industrie. Président d'un parti socialiste démocratique.

#### M. FRANCISCO FERNANDEZ ORDONEZ (député de Madrid)

Agé de quarante-sept ans, inspecteur des finances, il a occupé de nombreuses postes dans les ministères des finances et de l'économie. A été nommé en 1975 président de l'INI, l'institut national de l'industrie. Président d'un parti socialiste démocratique.

#### M. JOAQUIN GARRIGUES WALKER (député de Madrid)

Agé de quarante-six ans, c'est le fils de M. Antonio Garrigues, ancien ambassadeur au Vatican, et ancien ministre de la Justice. Président de la Fédération des partis démocratiques et libéraux.

#### M. MANUEL JIMENEZ DE PARGA (député de Barcelone)

Enrichi, avocat et professeur d'université, âgé de quarante-huit ans, il a été poursuivi et condamné à plusieurs reprises. « Un doyen de la faculté de Barcelone, n'a pu occuper ce poste qu'une fois. »

#### M. JUAN MANUEL FANULL (député de Madrid)

Agé de soixante-trois ans. Né à Melilla. Elu en 1957 procureur (député) aux Cortes, il a appartenu à plusieurs commissions parlementaires des précédentes Cortes.

#### M. CARLOS SENTIN (député de Barcelone)

Enrichi et journaliste, collaborateur de plusieurs revues catalanes et correspondant de l'Avanguardia et du quotidien monarchiste ABC pendant la seconde guerre mondiale. Ancien directeur de l'agence de presse E.P.R. et de Radio-Barcelone. Ancien directeur général de la presse au ministère de l'Information dans le premier gouvernement de la monarchie.

### PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL

#### M. Felipe Gonzalez

M. Felipe Gonzalez (député de Madrid, parti socialiste ouvrier espagnol renoué) est âgé de trente-quatre ans. Avocat sévillan, épousé dans la défense des dirigeants ouverts, militant clandestin sous le nom d'Isidoro, il était presque un inconnu lorsqu'il a été porté à la tête du parti socialiste espagnol, élu, à l'issue du congrès de Surènes, en octobre 1974.

Il avait adhéré aux Jeunesses socialistes à Séville en 1962, et au P.S.O.E. en 1964. Il symbolise parfaitement la nouvelle génération de dirigeants socialistes de l'intérieur ayant réussi à moderniser une formation sortie complètement laminée de la guerre civile et dont les plus vieux leaders ont conservé leur position anticommuniste.

En trois années seulement, M. Gonzalez a réussi à faire du P.S.O.E. un parti solide, dynamique, qui dispose du soutien officiel de l'International socialiste. Plus lié aux sociaux-démocrates allemands qu'aux P.S. français, M. Fe-

### LES PERSONNALITÉS BATTUES

Parmi les personnalités battues figurent : MM. José María Gil Robles, ancien président du Bloc des droites sous la République ; Blas Piñar (extrême droite) ; Ramon de Guzman (extrême droite) ; Manuel Centeno (trifonctionnaire) ; Cadio Arias Navarro, ancien chef du gouvernement ; Manuel Azcaraz (communiste) ; Francisco Garcia Salve (communiste) ; Nicolas Sartorius (communiste) ; Julian Ariza (communiste) ; Manuel Marido (secrétaire général du P.S.O.E. « historique ») ; Alejandro Rojas Marcos (socialiste) ; Miguel Boyer (socialiste).

Joaquin Ruiz Gimenez, leader de la démocratie chrétienne, est probablement battu à Madrid.

**La Palombière**

Très peu de résidences réunissent, comme « La Palombière », autant de qualités.

Qualité de l'environnement. Un parc privé de 3 hectares. Avec des arbres centenaires, des pelouses et des fleurs. Et le long du parc, coule la Marne.

Qualité de l'habitat. Pour ne pas « dénaturer » ce parc, des immeubles petits, judicieusement implantés dans la verdure. Et pour choisir aux quatre coins du parc la forme d'habitat que l'on préfère, 3 types d'appartements dans chaque immeuble : des appartements rez-de-jardin (3 pièces), des appartements-maisons en duplex (4 et 5 pièces), et des appartements classiques avec loggias (2, 3 et 4 pièces). La bonne orientation des immeubles leur donne à tous le même droit à la lumière et à la vue sur les arbres.

Qualité de la vie. La proximité des divers quartiers de Créteil et leurs équipements, ainsi que la proximité de Paris (Paris-Notre-Dame à 11 km seulement), rendent la vie encore plus facile et confortable à la Résidence « La Palombière ».

Renseignements et vente sur place, jeudi du 14 au 19 heures, tous les jours de 14 à 19 heures et samedi et dimanche de 10 à 19 heures. Tél. : 898.03.64. Ou, GEFIC : 52, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 256.98.98. Habitable immédiatement.

Réalisation : Société Générale. CERGI.



# LES ÉLECTIONS

## la majorité absolue

# EN ESPAGNE

AU PAYS BASQUE

## Les autonomistes modérés l'emportent

De notre envoyé spécial

Bilbao. — Les résultats définitifs n'étant pas encore connus vendredi matin 17 juin au Pays basque, mais les partis politiques sont déjà en mesure de dresser un bilan. Sur les vingt-huit sièges de députés à la Chambre (dix députés pour la Biscaye, neuf pour le Guipuzcoa, cinq pour le Navarre et quatre pour l'Alava), le parti nationaliste basque en obtient quatre en Biscaye (il pourrait même enlever un cinquième au détriment de l'Alliance populaire basque-française), trois en Guipuzcoa et un en Alava.

Ses dirigeants considèrent ce résultat comme une demi-victoire. Mais ils sont déçus en Navarre, où le P.N.B. se présentait, il est vrai, sous le sigle de l'A.U.N. (Alliance unitaire navarraise).

Pour le Sénat, le parti nationaliste basque avait signé une convention d'appareillement avec le P.S.O.E. et l'U.S.E.I. (convergence de mouvements sociaux-démocrates basques). Les signataires de cette combinaison ont obtenu trois sièges en Biscaye : deux pour le P.N.B. et un pour le P.S.O.E. (le quatrième allant à l'Union du centre démocratique de M. Suarez), trois en Guipuzcoa : un pour le P.N.B. et deux pour le P.S.O.E. (le quatrième allant à M. Suarez, de l'Union basque, qui est l'avocat de nombreux militants extrémistes : trois en Navarre, les trois autres étant répartis pour l'Union du centre démocratique.

Les résultats des élections ont conduit par un vote à la Chambre, contre le franquisme, M. Manuel Fraga, membre du gouvernement basque en exil, qui vient d'être élu sénateur en Navarre. Cet ancien ministre de la justice du gouvernement républicain, qui est âgé de quatre-vingt-cinq ans, pourrait présider la séance d'ouverture du Sénat.

## Arrestation de cinq militants de l'ETA

Les partis politiques basques espèrent pouvoir maintenant s'attaquer aux problèmes économiques, particulièrement préoccupants. On voudrait également mettre fin aux actions violentes et aux représailles qui ont enserré la période pré-électorale. Cependant, cinq militants de l'ETA (extrême gauche) ont été arrêtés par la police. Ils avaient stocké une importante quantité d'explosifs. A Elber (Guipuzcoa), une bombe a détruit la voiture du curé de la paroisse d'Acilain. A Pamplonne (Navarre) l'ETA a revendiqué les derniers attentats, dont un contre un véhicule de la police armée. La branche militaire précise qu'elle continuera ses actions jusqu'à l'obtention d'une amnistie totale.

LEO PALACIO.

## L'échec des séparatistes

Ces chiffres traduisent le succès des partisans de l'abstention, qui réclament l'autonomie de la nation basque par des moyens démocratiques, et l'échec des séparatistes, qui avaient préconisé l'indépendance.

Les partis de l'abstention considèrent que le scrutin du 15 juin doit déclencher le processus de l'autonomie et une reconnaissance du gouvernement basque en exil. Celui-ci est présidé depuis les dernières années du franquisme par M. de Leizaola, qui réside actuellement en France. Les députés du P.N.B. et des autres partis démocratiques basques se réuniront dimanche 19 juin à Guernica, où, devant le obélisque symbolique, ils feront la cérémonie d'ouverture de la réhabilitation des « fueros » (les droits tradition-

## LES TANKS D'ANTAN ?

« Euzko Ferra », organe du parti communiste basco-socialiste, écritait mercredi 15 juin que les élections qui allaient se dérouler en Espagne « faisaient « hélas ! » assez loin d'être démocratiques ».

Le quotidien citait le « handicap » du parti communiste dû à sa campagne électorale trop courte, « l'atmosphère anti-communiste générale survivant dans ce pays », où le fascisme a régné durant quarante ans, la menace d'intervention éventuelle de l'armée en cas d'un succès électoral du P.N.B., et un manque de confiance de la population envers le parti communiste. « Mais qu'en est-il de la situation ? »

## PERSONNALITÉS ÉLUES

### ALLIANCE POPULAIRE

#### M. Manuel Fraga Iribarne

M. Manuel Fraga Iribarne (député de Madrid, Alliance populaire), âgé de cinquante-quatre ans, Galicien, professeur de droit politique à l'université de Madrid, diplomate, ancien ministre de l'Information et du tourisme de Franco, ancien ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement de la monarchie, de janvier à juillet 1976.

Grand travailleur, autoritaire, peu porté au dialogue, M. Fraga est l'un des politiciens les plus connus en Espagne en raison de ses prises de position spectaculaires et de son action en faveur du tourisme. Il est également l'auteur de la loi de presse de 1966, qui a largement contribué à l'essor de la presse d'opposition de plus en plus libre et de qualité. Ambassadeur à Londres, puis, après la disparition du Caudillo, d'une réforme politique

démocratique, M. Fraga a pris la tête de l'Alliance populaire en 1977 en compagnie de plusieurs anciens ministres de Franco, l'Alliance, qui défend les activités du franquisme et accepte une évolution prudente, se situe à droite.

M. GREGORIO LOPEZ BERVO (député de Madrid), âgé de cinquante-trois ans. Ancien ministre de l'Industrie et ancien ministre des affaires étrangères de Franco, l'ancien sénateur a été président de la Société espagnole de constructions navales. Ancien conseiller national du Mouvement désigné par Franco. Ancien professeur, il a plusieurs banques et à la société Motor Iberica.

### PARTI COMMUNISTE

#### M. Santiago Carrillo

M. Santiago Carrillo (député de Madrid, parti communiste), secrétaire général du parti communiste, est né à Gijón, dans les Asturies, en 1915. Il a adhéré très jeune au parti communiste et à l'Union générale des travailleurs, syndicat de tendances socialistes. Au début de la guerre civile, il préconise la fusion des forces socialistes et communistes et devient membre du P.C.E.

De 1939 à 1976 il a vécu en exil, et particulièrement en France pendant les dernières années, avant son retour à Madrid. Il a été secrétaire général du P.C.E. à la sixième congrès de la rénovation du parti en prenant très tôt position contre le stalinisme. Il passe aujourd'hui pour l'un des idéologues et des animateurs les plus convaincus de l'euro-communisme. Rentré en Espagne clandestinement, arrêté en décembre 1976, il est, aussitôt libéré, il a été, sous la pression des Espagnols l'image d'un politicien modéré et d'un négociateur habile. Il affirme que l'euro-communisme n'est pas une tactique à court terme mais une stratégie subtile. Il touche les

diverses d'une politique résolue de réconciliation nationale proposée au début des années 50.

M. MARCELINO CAMACHO (député de Madrid), âgé de cinquante-neuf ans, né à Soria, en Castille. Ouvrier métallurgiste, il a joué un rôle déterminant à partir de 1960 dans l'organisation des communistes ouvriers, syndicat alors clandestin. Plusieurs fois arrêté et emprisonné, membre du comité central et du comité exécutif du P.C.E., il est l'un des symboles de la résistance ouvrière au franquisme.

M. SIMÓN SANCHEZ MONTEIRO (député de Madrid), âgé de soixante-deux ans, né dans la province de Tolède. Traducteur, militant du P.C. depuis 1936, il est l'un des rares membres de la direction du P.C.E. à n'avoir pratiquement jamais quitté l'Espagne. Il a passé seize ans en prison et vécu une dizaine d'années dans la clandestinité totale. Membre du comité exécutif et du comité central.

« Le Monde » date du 15 mai a publié une biographie de Mme Dolores Ibarruri (la Pasionaria), qui a été également une députée communiste.

## LES RÉACTIONS

### Satisfaction

## dans les capitales occidentales

Les résultats des élections espagnoles, qui bien qu'encore incomplets, font apparaître l'avance de l'Union du centre, le parti de M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, ont suscité des réactions généralement favorables dans les pays occidentaux. On estime que l'Espagne a su contenir les démons du franquisme et effectuer son passage à la démocratie.

A BERN, les porte-parole officiels n'ont pas fait de déclaration pour ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures espagnoles. Cependant, les milieux dirigeants ouest-allemands expriment leur satisfaction devant le succès de M. Suarez et l'échec des communistes, nous indique notre correspondant. Le président du S.P.D. et de l'Internationale socialiste qui a ajouté : « Les électeurs ont donné une nette majorité aux partis qui veulent doter leur pays d'une Constitution démocratique et lui assurer un avenir européen. » Les démocrates-chrétiens se félicitent pour leur part d'obtenir quatre sièges au Centre démocratique.

« Toutes les conditions nécessaires et favorables à une entrée (de l'Espagne) dans l'OTAN et à un rapprochement avec la Communauté européenne » sont maintenant réunies, expliquent-ils.

A LONDRES, le gouvernement britannique n'a pas encore réagi officiellement, signale notre correspondant, mais la presse se réjouit généralement du fait qu'après quarante et un ans de dictature les Espagnols entrent aujourd'hui dans une ère de démocratie, sans effusion de sang et même sans troubles sérieux.

« Les élections ont été appelées le « bon sens », dont les électeurs espagnols ont fait preuve en rejetant à la fois les communistes et l'Alliance populaire de M. Fraga. Le grand organe londonien voit en M. Suarez le leader jouissant « du plus large soutien populaire ». Cela n'empêche d'ailleurs pas les commen-

taires britanniques de rendre hommage au roi, qui leur paraît avoir joué un rôle essentiel dans cet heureux passage du franquisme à la démocratie.

Persone ne se dissimule les graves difficultés économiques que le nouveau gouvernement de Madrid va devoir affronter. A cet égard, on considère qu'après cette victoire de la démocratie l'Espagne ne va pas manquer de trapper à la porte du Marché commun et de l'OTAN. C'est là un problème délicat, étant donné les réserves formulées par certains pays. L'éditorialiste du Times paraît toutefois valider une tendance assez générale lorsqu'il conclut que dans cette affaire la « volonté politique » de la Communauté européenne devrait l'emporter sur les objections économiques.

A ROME, les communistes triomphants, publiés après l'annonce des résultats, notamment par les socialistes, ne rendent pas compte de la perplexité des milieux politiques italiens, nous signale notre correspondant. Le contraste entre ces deux pays catholiques d'Europe du Sud est, en effet, évident. Si la démocratie chrétienne italienne rassemble environ 50 % de l'électorat, le P.C.I. dépasse 34 % de l'électorat. Le P.C.E. est, par conséquent, cinq fois plus faible. On constate enfin le phénomène inverse pour les socialistes qui, en Italie, n'atteignent même pas 10 % des suffrages, et l'Espagne vient de voter comme un pays d'Europe du Nord », a commenté un homme politique italien, résumant l'embarras de beaucoup de ses confrères.

A WASHINGTON, M. Trotter, porte-parole du département d'Etat, s'est félicité, jeudi 16 juin, de la manière démocratique dont se sont déroulées les élections. Le gouvernement américain est « naturellement très satisfait du fait que ces élections aient eu lieu et compte entretenir avec le futur gouvernement de Madrid les mêmes relations amicales et étroites qu'il avait nouées avec le gouvernement actuel », a déclaré M. Trotter, qui a précisé que l'administration américaine ne portait pas sur le choix politique des Espagnols mais sur la façon dont ceux-ci ont pu s'exprimer.

## LES SIGLES DES PRINCIPAUX PARTIS

A.N. : Alliance nationale du 18 juillet (extrême droite).  
A.P. : Alliance populaire (droite).  
A.S.D. : Alliance socialiste démocratique (centre gauche).  
A.T. : Agrupamiento electoral de los trabajadores (extrême gauche).  
E.N.P.G. : Bloc national populaire de Galice (autonomiste).  
C.C. : Convergencia catalana (gauche).  
C.U.P. : Candidatura d'unitat popular (extrême gauche).  
D.C.V. : (E.S.D.) Démocratie chrétienne basque (centre gauche).  
E.C. : Esquerra de Catalunya (autonomiste).  
E.S. : Euzko Sozialista (séparatisme, extrême gauche basque).  
F.E. de les JONS : Falange (allée à l'Alliance populaire, droite).  
F.L. (ex) de la JONS : Falange « authentique » (gauche).  
F.D.C. : Fédération démocratique chrétienne (centre gauche).  
F.D.L. : Front démocratique des travailleurs (extrême gauche).  
L.I.G.A. de CAT : Ligue de Catalogne - parti libéral (centre droit).  
M.S.A. : Mouvement socialiste andalou (gauche).  
P.C.E. : Parti communiste d'Espagne.  
P.D.C. : Parte democràtica per la Catalogne (autonomiste, centre gauche).  
F.S.G. : Parti socialiste galicien (autonomiste, gauche).  
F.S.O.E. : Parti socialiste ouvrier espagnol (historique).  
F.S.O.E. (R) : Parti socialiste ouvrier espagnol (historique).  
F.E.D. - P.S.O.E. : Regroupement de la gauche (gauche).  
F.S.O.E. : Parti socialiste ouvrier et du parti socialiste catalan (gauche).  
F.P.P. - F.P.A. : Parti socialiste populaire et Fédération des partis socialistes (Unité socialiste, gauche).  
F.S.O.E. : Parti socialiste unifié de Catalogne (communiste).  
E.S.E. : Euzko Sozialista espagnole (centre gauche).  
U.C.D. : Union du centre démocratique (centriste).

... LE MONDE — 18 juin 1977 —

# EUROPE

## Allemagne fédérale

## LA CRISE GOUVERNEMENTALE EST ÉVITÉE DE JUSTESSE SUR LA RÉFORME FISCALE

De notre correspondant

Bonn. — La coalition libérale-socialiste a évité de justesse, le jeudi 16 juin, une crise gouvernementale. Le projet de réforme fiscale du gouvernement fédéral a été adopté par le Bundestag avec 5 voix de majorité (248 contre 243). Deux députés sociaux-démocrates ont voté contre le projet de loi, trois se sont abstenus. Le nombre des « rebelles », qui était de quarante il y a quelques semaines, avait fondu au cours des derniers jours à la suite des appels solennels lancés par les dirigeants du S.P.D. Sans poser formellement la question de confiance, le chancelier Schmidt et ses partenaires libéraux avaient clairement expliqué que le véritable enjeu du scrutin n'était plus tant le projet fiscal que la survie de la coalition. Les électeurs ne nous ont pas donné leurs voix pour que nous abandonnions le pouvoir quelques mois plus tard », a déclaré M. Willy Brandt.

Il y a bien longtemps que des contestataires du groupe parlementaire social-démocrate avaient pu expliquer leur position à la tribune du Bundestag. Dans un silence glacial, M. Hansen et Coppel, qui ont voté contre le projet, et leurs trois collègues, qui ont choisi l'abstention, ont rappelé pourquoi une baisse de l'impôt sur la fortune pour les entreprises et les particuliers, liée à une hausse de la T.V.A., telle que se prévoyait le texte gouvernemental, leur paraissait incompatible avec des conventions sociales-démocrates.

En refusant, par opposition systématique au gouvernement, des allègements fiscaux en faveur des entreprises, la C.D.U.-C.S.U. « trahit sa propre cause », a déclaré un abstentionniste, qui a ajouté : « C'est le monde à l'envers. Beaucoup de

députés S.P.D. se voient dans l'obligation de voter des mesures qu'ils réprouvent pour ne pas devenir les instruments de l'opposition. » Mme Ingrid Matthäus, qui appartient à la gauche du parti libéral, a révéla à la tribune du Bundestag qu'une minorité du F.D.P. s'était également opposée aux mesures proposées par le gouvernement. Mais le groupe parlementaire libéral n'en a pas moins voté en bloc en faveur du projet de loi. — D.V.

## Belgique

## Mme ANTONETTE SPAAK EST ÉLUE PRÉSIDENTE DU FRONT DES FRANCOPHONES

Bruxelles (A.F.P.). — Mme Antonette Spaak a été élue à l'unanimité présidente du Front des francophones (F.D.F.), parti linguistique propre à Bruxelles.

Fille de Paul Henri Spaak, qui fut une des figures du monde politique belge, Mme Spaak, quarante-neuf ans, est députée de Bruxelles depuis le 10 mars 1974. Fédéraliste convaincue, elle rallie tous les courants de pensée au sein de son parti. Elle apparaît comme le meilleur garant de son unité.

Mme Spaak s'est particulièrement distinguée dans le domaine culturel, les affaires étrangères et la santé publique.

Le F.D.F. a obtenu 10 sièges à la Chambre des représentants et dix-neuf députés à la Région de Bruxelles-Capitale. Elle a été élue secrétaire d'Etat dans le gouvernement Tindemans.

# A TRAVERS LE MONDE

## États-Unis

LE SÉNAT DES ÉTATS-UNIS a rejeté, jeudi 16 juin, un amendement qui aurait condamné la décision de l'administration de retirer d'ici quatre à cinq ans les troupes américaines stationnées en Corée du Sud, mais s'est cependant refusé à approuver explicitement cette décision.

Par soixante-dix-neuf voix contre quinze, les sénateurs ont approuvé une motion présentée par le leader de la majorité démocrate, M. Robert Byrd, invitant le président à se concerter avec le Sénat avant l'adoption de tout plan de retrait des forces américaines. — (A.P.)

## Oman

UN OURAGAN A BAVAGE les côtes du sultanat d'Oman et a causé d'importantes pertes en vies humaines, a indiqué la représentation d'Oman dans un communiqué diffusé à New-York vendredi 17 juin. Depuis le 12 juin, les vents soufflent avec une violence inhabituelle, arrachant en particulier des milliers de palmiers datiers. La petite île de Masrah, sur laquelle se trouve la principale base aérienne d'Oman, a été particulièrement touchée et l'on craint que le nombre des victimes y soit très élevé. Aucun bilan n'a pu encore être établi. — (A.F.P.)

## Guinée-Bissau

M. SEYDOU KRITA, ambassadeur de Guinée en France, a annoncé, jeudi 16 juin, qu'il demanderait au nom de son gouvernement l'extradition de M. J.-P. Aissa, auteur du livre « Prison d'Afrique », interdit en France. Radio-Conakry avait fait état de cette requête le 12 juin dernier. « Le Monde » du 14 juin, M. Krिता a également précisé que M. Giscard d'Estaing lui avait récemment confirmé son intention de se rendre officiellement en Guinée.

## Pays-Bas

DES INCIDENTS ont eu lieu jeudi 16 juin à Krimpen-sur-IJssel, près de Rotterdam, entre un groupe de jeunes Sud-Molinois et la police, après qu'un policier en civil eut demandé à de jeunes Molinois de quitter la bibliothèque municipale, où des désordres s'étaient produits. Il n'y a pas eu d'arrestation. A Dordrecht, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Adam Malik, a déclaré que son pays était disposé à accueillir les Molinois qui veulent être rapatriés.

## ROLAND EVELINE

tailleur-chemisier



les ultra-légers  
Dacron et coton  
costume tropical  
745 f

ensembles  
sahariennes  
pur coton  
654 f

(Place du Théâtre Français)  
167 rue St-Honoré  
Paris 1<sup>er</sup> / 260.47.26

## Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
révisée, aux lecteurs  
résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande







## DIPLOMATIE

EN FRANCE DE M. LEONID BREJNEV

### La coopération scientifique franco-soviétique pourrait s'étendre à certaines utilisations de l'espace

Le satellite d'astronomie français Signe-3 est mis sur orbite avec succès, ce vendredi 17 juin, en début de matinée, par une fusée soviétique tirée depuis le territoire de l'Union soviétique. D'un poids de 102 kilos, ce satellite emporte deux expériences : l'une, montée par l'université Paul-Sébastien de Toulouse, fait partie d'un vaste pro-

gramme d'astronomie gamma, qui donnera lieu à plusieurs autres réalisations franco-soviétiques. L'autre expérience, due au service d'astronomie du C.N.R.S., est une étude de la liaison entre l'activité solaire et la quantité d'ozone atmosphérique.

Le lancement coïncide avec la visite de M. Leonid Brejnev en France, ce qui n'est pas anecdotique. Signe-3 est le symbole d'une coopération scientifique qui se développe avec régularité depuis dix ans et dont l'importance dépasse celle des résultats scientifiques auxquels elle donne naissance. Il n'est pas exclu qu'elle puisse s'étendre à certaines utilisations de l'espace telles que les télécommunications.

### De l'astronomie gamma à l'exploration de Vénus

Le lancement par l'U.R.S.S. du satellite français Signe-3 concrétise une coopération qui a pris naissance il y a plus de dix ans et se développe à la satisfaction des deux parties. Pour les Français, le projet avait, la France n'ayant jamais construit le satellite Rosetta qu'elle devait faire lancer par l'U.R.S.S.

Après cet échec, la coopération s'organisa, cependant, et le 17 novembre 1970, la station automatique Luna-17 déposait sur la lune un réflecteur laser fabriqué en France. Il allait permettre à des observateurs français et soviétiques de mesurer précisément la distance de notre satellite. D'autres réflecteurs laser furent déposés aux cours d'expéditions ultérieures.

Il y eut aussi le projet Omega : des ballons furent lancés simultanément à l'île Kerguelen, dans l'océan Indien, et près d'Arkhangelsk. Ces deux points du globe sont magnétiquement conjugués ; une même ligne de champ magnétique coupe la surface terrestre en ces deux points.

#### Un accord à long terme

Cette conjonction magnétique fut aussi utilisée en 1976 dans le programme Araks. Des fusées furent tirées depuis les îles Kerguelen et injectèrent un flux d'électrons dans la haute atmosphère. Ces électrons se propagèrent en décrivant une hélice autour de la ligne de champ magnétique et aboutirent au point magnétiquement conjugué où ils créèrent une aurora boréale. Son observation permit de déterminer à quelques centaines de mètres près le point conjugué du site de lancement et de vérifier diverses hypothèses sur la propagation des électrons, en particulier que certains sont réfléchis au-dessus d'Arkhangelsk et reviennent au voisinage de leur point de départ.

Parmi les autres réalisations, il faut citer le lancement, par l'U.R.S.S., de deux satellites français de recherches et d'études technologiques (S.R.E.T.) qui permettront d'étudier plusieurs types de phénomènes solaires et des détecteurs d'infrarouges destinés aux observations météorologiques. En juillet 1975 était signé un accord de coopération à long terme entre l'organisation soviétique Interkosmos et le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.). Il prévoit le développement de recherches communes en particulier dans le domaine de l'astronomie gamma. Les rayons gamma (photons d'énergie supérieure à 100 000 électrons-volts) sont produits au cours de réac-

tions nucléaires dans les étoiles ou lors de chocs entre particules du gaz interstellaire. Ils ne sont pas affectés par les champs magnétiques qui dévient les particules électriquement chargées, et se propagent donc, comme la lumière, en ligne droite. Leur observation, hors de l'atmosphère terrestre qui les arrête, renseigne donc très directement sur les processus qui leur ont donné naissance. Et comme le gaz interstellaire les diffuse beaucoup moins qu'il ne diffuse la lumière, ils permettent d'observer des phénomènes très lointains — donc très anciens.

La coopération dans ce domaine remonte à l'expérience Signe-1, spécialement conçue si on arrive gamma solaire. Construit en France, le détecteur fut placé sur le satellite soviétique Prognoz-3, lancé le 26 juin 1972.

Une étude complète des gamma d'énergie basse et moyenne sera faite par trois moyens. D'une part deux expériences, Signe-3MP et Signe-2MS, seront placées respectivement à bord d'un satellite Prognoz et d'une sonde interplanétaire soviétique, les lancements se faisant à la fin 1977 et en 1978. D'autre part, un satellite, Signe-3, a été construit en France : à part une expérience d'étude de l'ozon atmosphérique, il est entièrement consacré à l'astronomie gamma.

Avant simultanément trois détecteurs dans l'espace permettront d'identifier et de localiser les émissaires gamma. Il s'agit de bruyères bariolées de photons gamma de basse énergie, qui neurent que quelques secondes et dont l'origine est encore inconnue, bien qu'on ne manque pas d'hypothèses à son sujet. Phénomènes très rares, ils furent longtemps ignorés et ne furent découverts que récemment, à la fin 1973, par leur observation simultanée par deux satellites américains montrant qu'il s'agit d'un phénomène réel et non d'un artefact expérimental.

#### Un détecteur d'une tonne et demie

L'origine des sursauts gamma s'explique sans doute si on arrive à déterminer précisément la direction d'où ils viennent et à les attribuer à un objet astronomique connu par ailleurs. Trois détecteurs fort éloignés les uns des autres couvriront un même sursaut gamma à des instants différents, et la mesure des écarts de temps permettra de déterminer la direction d'où provient le sursaut. On espère obtenir une triple Signe-3, qui décrira une orbite détecteur d'un même sursaut par orbite à 800 kilomètres d'altitude, par Signe-2MP sur le satellite Prognoz, dont l'orbite très allongée s'écarte beaucoup de notre globe, et par Signe-2MS sur la sonde interplanétaire lointaine qui devrait donner une mesure

précise de la direction de ce sursaut.

La coopération continuera dans le même domaine avec l'expérience Gamma-1 : il s'agit essentiellement d'un très gros détecteur, pesant environ 1,5 tonne, construit pour partie par la France et pour partie par l'U.R.S.S. Il sera mis en orbite en 1979 à bord d'un satellite soviétique et permettra — contrairement aux expériences Signe — de détecter les photons gamma de très haute énergie.

Autre volet important de la coopération : la biologie spatiale. En 1975, l'expérience Biobloc fut embarquée sur le « Biosoutique » soviétique. Elle étudiait l'influence des conditions spatiales sur des organismes en vie latente, comme des graines ou des œufs de poisson. Le développement ultérieur de ces organismes est affecté par leur séjour dans l'espace, et particulièrement par l'action des ions lourds de haute énergie, très destructeurs, qui sont présents dans le rayonnement cosmique.

Ces ions lourds détruisent aussi les cellules du cerveau humain — cellules qui ne se renouvellent pas — et l'on pense que cette irradiation sera le facteur limitant pour des vols humains de durée supérieure à six mois. Des analyses histologiques de cerveaux de rats ayant séjourné dans l'espace doivent apporter sur ce point des informations précieuses.

Autre expérience en coopération : observer la croissance de paramètres dans l'espace. Préparés en France, plusieurs cultures de paramécies seront amenées au prochain semestre à bord d'une station orbitale Sallout. Toutes les deux heures, et ceci pendant quatre semaines, on pourra « fixer » chimiquement l'échantillon et en faire des analyses et compléter les données recueillies de la station orbitale. La croissance des paramètres et de la comparaison avec celle de cultures identiques restées au laboratoire.

D'autres expériences de biologie spatiale porteront sur l'étude du potentiel immunitaire, qui diminue lors des séjours de l'homme dans l'espace sans que l'on puisse en saisir les mécanismes connus. De même les conditions d'apport perturbent la circulation sanguine, et l'on met actuellement au point des appareils pour étudier cet effet.

Parmi les autres projets franco-soviétiques, le plus spectaculaire est le ballon français qui devrait être emporté en 1983 par une sonde planétaire soviétique. La sonde se mettra en orbite autour de Vénus, le ballon sera largué, ralenti par parachute et gonflé par un mécanisme automatique, ce qui lui permettra de flotter pendant quelques jours à 55 kilomètres au-dessus de la surface de Vénus. Cette planète est entourée d'une atmosphère très dense et très chaude (près de 500 degrés au sol), et les capteurs chargés d'appareils de mesure que de précaution sondes soviétiques ont largués dans l'atmosphère vénusienne n'ont pu fonctionner que quelques dizaines de minutes. La solution du ballon, qui restera en orbite et dans une zone thermique plus clémente, permet d'effectuer les mesures pendant une durée cent fois plus grande.

Partie important, la coopération avec l'U.R.S.S. est par là devenue une composante importante de l'effort français de recherche spatiale. Elle concerne directement environ deux cent cinquante personnes, et le flux des dépenses se monte à 20 millions de francs

## Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. T.E.A.D. forme des cadres apais à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'entreprise.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études. Admission directe en troisième année pour les candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

ÉCONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT  
Enseignement supérieur privé  
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.86.24 - 261.81.14  
demandez notre documentation

## VOTRE PRINCESS 1800 HL



Direction assistée  
Suspension hydrogas  
Traction avant  
Moteur transversal 10 CV  
pour 900 F PAR MOIS

## SANS DÉPÔT DE GARANTIE

PENDANT 48 MOIS  
OU À VOTRE CHOIX  
PREMIER LOYER DE 20% : 6 317 F ET 47 MENSUALITES DE 742 F

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15 JUILLET  
CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE AUSTIN

**Leyland c'est :**  
JAGUAR. ROVER. TRIUMPH. AUSTIN.  
MORRIS. MINI.  
Pour tous renseignements complémentaires,  
s'adresser à British Leyland France, rue Ambroise-Croizat - Z.I. - 95101 Argenteuil - Tél. : 982 08-22.

## Jean François Kahn. Complot contre la démocratie.

Un cri d'alarme aux accents souvent angoissés destiné à déranger la bonne conscience satisfaite des lecteurs de droite comme de gauche... Un réquisitoire destructeur. Pierre Viannson-Ponté - *Le Monde*.

Un livre fort et original, corrosif et décapant. Roger-Gérard Schwartzberg. C'est le livre qu'il faut lire aujourd'hui car les périodes de crise économique sont dangereuses pour la démocratie. La mise en garde que nous adresse l'auteur bouscule les idées reçues et ne peut laisser personne indifférent. François de Closets - *TF 1*.

Ce livre magnifique provoque un immense soulagement. Il allume quelques analyses dont il est urgent de prendre connaissance. Jean Ziegler - *Nouvelles Littéraires*. Un livre dont les thèses ne seront guère populaires parmi les politiques mais qui s'engage au bon moment dans le vrai débat. Jean-Louis Servan-Schreiber.

On a rarement lu un réquisitoire aussi juste et fort contre les dictatures qui nous servent... Un livre alerte, insolent, qui bouscule les conformismes. Francis Mayor - *Télérama*.

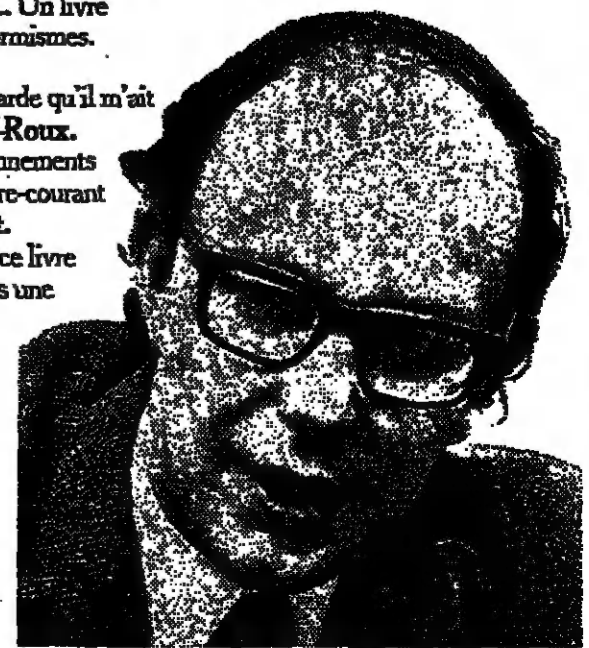
Une des plus sévères mises en garde qu'il m'ait été donné de lire. Edmonde Charles-Roux.

Un livre salutaire, loin des raisonnements simplificateurs et manichéens. A contre-courant mais dans le bon sens. Michel Jobert.

Écrit avec talent et véhémence, ce livre montre qu'il n'y a pas d'espérance sans une espèce de dignité morale. Georges Suffert - *Le Point*.

Jean-François Kahn. Complot contre la démocratie. 236 pages, 32 F.

FLAMMARION



## LA VISITE

Le chef de l'Etat soviétique est invité par M. Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris

Le chef de l'Etat soviétique, Leonid Brejnev, est invité par M. Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris. La visite est prévue pour le 18 juin.

Après son séjour à Paris, M. Brejnev se rendra à Lyon et à Marseille. Il sera reçu par le maire de Paris, M. Chirac, à l'Hôtel de Ville.

## QUATRE ATTENTATS À PARIS

Quatre attentats ont été commis à Paris ces derniers jours. Les auteurs sont toujours inconnus. Les victimes sont légères.

Les autorités de la police ont lancé une enquête pour identifier les auteurs de ces attentats. Elles ont également renforcé les mesures de sécurité dans les lieux publics.



**COPENHAGUE voyages**  
exceptionnels  
Paris-Copenhague (aller et retour)  
10 jours. Tout compris  
F. 1.950 (adult Viking)  
F. 2.350 (adult Faria)  
Départs tous les vendredis  
le 21 mai et 3 septembre  
(avec visite en Suède)

Renseignements et inscriptions  
**DSB**  
CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS  
142, rue de la Chapelle, 75009 PARIS  
Téléphone 363.20.06  
ou à votre agent de voyages

Un orgue électronique  
**HAMMOND**  
avec 1780 F au comptant



ILLIÉ CENTER MUSIQUE  
14, rue de la Chapelle, 75009 PARIS  
Téléphone 363.20.06

Partez avec votre voiture à bord d'**Azur** et découvrez la Grèce en toute liberté  
TOULON-CORINTHE (ou le PIRE)  
CORINTHE (ou le PIRE) - TOULON  
Départs les 4, 11, 18 et 25 juin - 2, 16, 30 juillet - 13 et 27 août - 10 septembre  
**CHROISIERES PROJET**  
Départements après de votre agent de voyages

**Jocelyn PARIS**  
(homme, femme)  
**SOLDE**  
chaussures  
sacs, bagages  
734 bd et-germain Paris 6 - 033.64.10  
78/78 ch.-d'Orléans (Crocif) 22-225.38.33  
5 rue du cherche-midi 0-548.75.47

**Amérique latine**  
voyages  
10 jours. Tout compris  
F. 1.950 (adult Viking)  
F. 2.350 (adult Faria)  
Départs tous les vendredis  
le 21 mai et 3 septembre  
(avec visite en Suède)



# DIPLOMATIE

## LE « SOMMET » DE BONN

### Les difficultés intérieures des deux pays pèsent sur les entretiens franco-allemands

De notre correspondant

Bonn. — Au moment de leur rencontre, jeudi 16 juin, pour le 30<sup>e</sup> « sommet » franco-allemand, MM. Giscard d'Estaing et Schmidt sortaient tous deux d'une épreuve de politique intérieure. A Paris, le projet de loi sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct avait été mis en cause par les députés gauchistes, et à Bonn l'opposition de quelques députés sociaux-démocrates à des mesures fiscales proposées par le gouvernement avait pu provoquer une crise de la coalition. Le débat au Bundestag avait d'ailleurs entraîné un léger retard du début des conversations.

La situation intérieure des deux pays n'a certes pas été au centre des entretiens, mais elle a constitué une toile de fond difficile à oublier. Dans l'allocution prononcée au dîner offert par le chancelier, le président de la République y a fait allusion en déclarant qu'« en tant qu'homme politique » il souhaitait que « la composition des délégations françaises et allemandes soit la même le plus longtemps possible ». C'était une sorte de réponse aux préoccupations exprimées ces derniers jours par la presse allemande sur l'éventuelle arrivée au pouvoir de la gauche en France en mars 1978. Les observateurs de la République fédérale se deman-

daient en effet, si ce « sommet » ne serait pas « le dernier dans l'esprit de l'amitié retrouvée et des relations privilégiées » pour reprendre une expression de la Frankfurter Rundschau (libéral de gauche). M. Schmidt s'est déclaré pour sa part persuadé que « nulle part dans le monde les entretiens entre deux gouvernements ne sont aussi francs et ouverts qu'entre nous et nos amis français ». « Nous avons une identité de vues très poussée dans la politique mondiale, tant vis-à-vis des pays de l'Est que du grand frère de l'autre côté de l'Atlantique », a dit aussi le chancelier. M. Giscard d'Estaing a répondu à son collègue et ami : « Les Français et Allemands avaient à battre le record du monde des rencontres entre gouvernements ». « Je souhaite, a-t-il ajouté, que nous continuions à battre des records quantitativement et qualitativement en ce qui concerne aussi bien le nombre des réunions que la composition des délégations. »

De fait, entre les conseils européens, les conseils des ministres de la Communauté et les « sommets » des pays industrialisés, les dirigeants français et allemands se rencontrent si souvent

que les consultations s'apparentent plus à la poursuite de conversations momentanément interrompues qu'à des négociations. MM. Giscard d'Estaing et Schmidt ont en effet, après-midi un premier entretien en tête-à-tête de deux heures et demie, tandis que les ministres français avaient des conversations séparées avec leurs collègues allemands. En fin de soirée, le chancelier s'est entretenu avec M. Barre essentiellement sur la situation économique et de l'avancement de la coopération franco-allemande dans le domaine de l'aéronautique.

Parlant de la situation économique en France, en R.F.A. et en Europe, MM. Schmidt et Giscard d'Estaing ont examiné les premiers résultats de la rencontre, le 8 juin, à Paris, des experts et des hauts fonctionnaires des deux pays chargés d'envisager la coordination des politiques conjoncturelles. Une prochaine réunion est prévue pour octobre. Si les deux gouvernements sont d'accord sur les principes de la politique économique, ils savent aussi qu'ils doivent agir avec prudence pour éviter le double écueil du chômage et de l'inflation.

L'échange de vues sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire devait être poursuivi ce vendredi, mais dès jeudi soir le

chancelier et le président de la République ont noté que des progrès avaient été accomplis dans ce domaine. « Nous avons des positions semblables et nous serons amenés à les exprimer de manière identique », a dit M. Giscard d'Estaing. Le gouvernement français a décidé, depuis plusieurs mois déjà, de mettre un embargo sur les exportations des usines de retraitement des combustibles irradiés (après exécution du contrat avec le Pakistan). Tout en se déclarant favorable à un renforcement des contrôles internationaux, le gouvernement fédéral n'a jamais pris un tel engagement. Si les points de vue se sont rapprochés sur ce sujet, il est probable que les deux gouvernements n'en parleront publiquement qu'après circuler leur position dans leurs négociations avec les Américains.

Le président de la République a soumis à M. Schmidt la proposition annoncée le 11 juin au Bourget par M. Barre de construire un nouvel Airbus au rayon d'action accru. Sans prendre une décision définitive, le gouvernement fédéral devrait donner son accord de principe pour mettre à l'étude cette proposition.

MM. Schmidt et Giscard d'Estaing ont évoqué les relations est-ouest, la politique de détente, la conférence de Belgrade. « Nous avons appris par M. Genscher (qui retourne de Moscou) que la visite de M. Brejnev à Paris serait un succès », a remarqué en souriant le président de la République dans son toast.

De leur côté, les ministères des affaires étrangères, MM. Genscher et de Guiringaud, se sont entretenus de leurs récentes visites à Moscou, du dialogue Nord-Sud (auquel les Soviétiques paraissent disposés à s'intéresser, selon l'impression du ministre ouest-allemand), et de l'ordre du jour du prochain Conseil européen qui aura lieu à Londres le 28 juin. Ils ont signé un accord sur l'équivalence de certains diplômes professionnels. M. Genscher a souhaité que cet accord, qui devrait favoriser la mobilité de la main-d'œuvre entre les deux pays, notamment dans l'aéronautique, serve d'exemple à toute la Communauté.

DANIEL VERNET.

# ASIE

Chine

### RECEVANT LE PREMIER MINISTRE CONGOLAIS M. Li Hsien-nien dénonce la « connivence » entre les États-Unis et la Rhodésie

De notre correspondant

Pékin. — Dans le présent contexte des relations sino-soviétiques, il était prévisible que le banquet offert jeudi 16 juin à Pékin en l'honneur du premier ministre congolais, M. Sylvain Goma, ne se déroulerait pas sans surprise de voir les représentants de l'U.R.S.S. et de ses plus proches alliés abandonner les places lorsque M. Li Hsien-nien dénonça les actes d'« agression et d'expansion » d'une superpuissance à la recherche de « l'hégémonie mondiale ».

Pourrait le vice-premier ministre chinois fut sensiblement moins violent envers l'U.R.S.S. qu'il ne l'avait été dix jours plus tôt devant le président soviétique, Némelov. Plus nuancé surtout, dans la mesure où les États-Unis furent également mis en cause — toujours sans être nommés — pour leur prétendue « connivence » avec le régime rhodésien à l'occasion des opérations militaires menées par ce dernier contre le Botswana et le Mozambique.

M. Li Hsien-nien se félicita de « la croissance du front uni anti-hégémonique » en Afrique et salua même au passage la révolution indépendante de Djibouti. Le chef du gouvernement congolais se garda d'ailleurs d'épouser pour sa part le point de vue de Pékin sur tous les sujets et prononça un discours très « africain ». Moins que la rivalité des superpuissances, ce qui le préoccupait surtout, c'est le « dés-

logue de sordides qui continue d'être la conférence Nord-Sud », où « les puissances capitalistes industrielles refusent d'entendre la voix des peuples du tiers-monde ». L'attitude du M. Goma illustre assez bien la position délicate dans laquelle l'aggravation du différend sino-soviétique place notamment de pays africains, d'autant moins désireux de choisir leur camp dans cette querelle que ni les choix de Pékin ni ceux de Moscou en Afrique même ne correspondent aux leurs. Au contraire, l'aide que la Chine comme l'U.R.S.S. peuvent leur consentir leur est précieuse. C'est ce que le premier ministre congolais, avec autant de dignité qu'il était possible, a tenté d'expliquer à ses hôtes.

ALAIN JACOB.

MATÉLAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

## TRECA EPEDA SIMMONS

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

## CAPELOU

DISTRIBUTEUR  
Seule adresse de vente  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI<sup>e</sup> • Métro Parmentier  
Tél. 357.46.35

Inde

M. DESAI, premier ministre indien, est rentré à New Delhi vendredi 17 juin après une visite privée de deux jours en France. Il a qualifié de « très utiles » ses entretiens avec MM. Giscard d'Estaing et Barre sur la coopération bilatérale. Il a été annoncé à l'issue de cette visite que M. Rost, ministre français du commerce extérieur, se rendrait en Inde en octobre.

## A VENDRE

### Affaire de métaux avec le Venezuela

Usine de fabrication de métaux de 150 personnes, fournisseur d'un marché en pleine expansion, le Venezuela. Fonderie et installations implantées sur 2 ha avec 5.670 m<sup>2</sup> de bureaux et terrains, à une heure de Caracas.

Occasion exceptionnelle pour une société qui veut s'introduire rapidement au Venezuela en achetant la totalité de l'usine à une filiale américaine.

Répondre sur papier à en-tête sous n° 18.145 • LE MONDE •

(Publiété)

Students et diplômés d'Université qui envisagent de vivre en Israël

### DÉCOUVREZ LA RÉALITÉ PROFESSIONNELLE EN ISRAËL

Cet été, voyagez en groupe organisée pour jeunes, informaticiens, économistes, ingénieurs et techniciens ainsi que pour les diplômés littéraires, les professions socio-éducatives, médicales et paramédicales.

PRIX : 1.700 \$ (pour les moins de 25 ans) + 200 \$ (au-dessus de 25 ans).

Ces prix couvrent le voyage + 2 semaines de séjour tout compris.

POUR TOUTES INFORMATIONS : (Mouvement d'Alpe de France)

M.A.P. - 2, rue Richer, 75009 Paris.

Tél. : 770-45-25.

TOUR-VEZAGES.

17, rue Fontaine, 13017 Paris.

Tél. : 786-03-13.



Singapore Girl.

Charmante hôtesse dans son sarong kebaya.

Laissez-la vous accompagner dans plus de la moitié du monde.

Elle prendra soin de vous comme elle seule sait le faire.

SINGAPORE AIRLINES

Les nouvelles voyagées

SINGAPORE AIRLINES dessert aujourd'hui AMSTERDAM • ATHÈNES • AUCKLAND • BAHREIN • BANGKOK • BOMBAY • BRUNY • DAKAR • DUBAÏ • FRANCFORT • HONGKONG • KUALA-LUMPUR • LONDRES • MADRAS • MANILLE • MEDAN • MELBOURNE • OSAKA • PARIS • PERTH • ROME • SÉOUL • SINGAPOUR • SYDNEY • TAIPEI • TOKYO • ZÜRICH

Remarque: nous acceptons de votre agent de voyages ou de Singapore Airlines, 35 avenue de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 361.53.09

# La crise aux

## élections législatives

EN A DEUR POLITIQUE ÉCOLE ?



Le ministre congolais M. Li Hsien-tien dénonce la connivence entre les Etats-Unis et la Rhodésie

TREC  
EPED  
SIMMON  
CAPELO



# La crise aux antipodes

(Suite de la première page.)

Les travailleurs, pendant leur court séjour au pouvoir et avant leur départ de l'île, ont eu, grâce à leur dirigeant, M. Whitlam, fait souffler un vent de renouveau sur le pays : le verbe (haut et fier) du premier ministre faisait res- sonner, qui exaltait le nationalisme, l'indépendance politique et écono- mique ; en politique étrangère, l'ultra-conservatisme, le pro- américanisme total des trois pré- cédentes décennies étaient ba- layés, l'Asie entraînait enfin dans le champ de vision des Australiens. Les aborigènes aussi, ces quel- ques centaines de milliers d'habitants des origines, victimes d'une poli- tique de la négation, au-delà du mépris.

## Un coup de barre à droite

Cette année à jour, qui avait bouleversé quelques habitudes, n'a pas — tel n'était pas son but — bouleversé les structures écono- miques et mentales de l'Australie. Le verbe, parfois gaffeur, de M. Whitlam était porteur d'un timide réformisme qui ne pouvait que voler en éclats à la première secousse du monde capitaliste. Encore était-il en pointe par rap- port à ce que la majorité des Australiens était prête à entendre.

Le sérieux coup de barre à droite donné à la suite de la vic- toire des conservateurs (la coalition des agrariens et des libé- raux) n'a évidemment pas effacé l'acquis procuré par les travail- leurs, mais si l'Asie, pas plus que le Pacifique, ne sont ignorés, les regards se tournent désormais plus volontiers vers l'Europe occiden- tale, et, bien sûr, vers ces particu- lières politiques et économiques majeures qui sont le Japon et les Etats-Unis. Ceci sur un fond d'anti-soviétisme digne de celui de Pékin : si les responsables des affaires étrangères paraissent plus sérieux, le premier ministre, M. Fraser, s'est sincèrement ter- rorisé par l'U.R.S.S. et lorsque, en mars, le président Carter a évo- qué l'hypothèse d'une délimitation de l'océan Indien, ce que Canberra appréciait en écoutant la radio, le chef du gouvernement australien n'a pas fait mystère de ses craintes (1).

M. Fraser estime que les tra- vailleurs lui ont laissé en héri-

tage une situation économique et financière difficile, que la conjoncture mondiale n'a en rien contribué à redresser : endiche- ment, chômage, inflation, mon- tes protestées contre le capital étranger, gel de l'exploration et de l'exploitation des matières premières, poids excessif des syn- dicats. Caricature partisane de bon aloi, que déjà, avant lui, M. Whitlam utilisait pour désig- ner le précédent gouvernement conservateur. Ce dernier avait amorcé une réaction contre les multinationales, que les travail- listes tentèrent de développer. Et M. Whitlam, avant de perdre le pouvoir, avait, de son côté, amorcé la réouverture de l'Australie aux capitaux étrangers, que M. Fraser transformera en dogme, ou en es- pérance de saint. A Canberra, où les débats idéologiques sont zé- lés, chaque camp considère comme bon les murs du système, la violence des controverses ne parvient pas à camoufler l'ab- sence de divergences sur le mo- dèle de société.

Il reste que, jusqu'à présent, l'équipe de M. Fraser n'a pas réussi, même si elle proclame chaque jour que le bout du tun- nel est en vue, à sortir l'écono- mie de sa torpeur. Il y a 350 000 chômeurs. Encore ce chi- fre est-il trompeur : il ne prend pas en compte les très nombreu- ses femmes qui ont cessé de tra- vailler, dont le retour au foyer n'est pas considéré comme une perte d'emploi, mais dont l'ap- pointement était bien utile au maintien du niveau de vie et au remboursement des multiples cré- dits traditionnels en société d'abondance.

Le gouvernement conservateur, croyant en la magie de son credo capitaliste intégriste, pensait que l'argent se servirait automati- quement à son service. L'argent local et l'argent étranger. Mais si, effectivement, la chambre de commerce américaine n'a pas re- gretté M. Whitlam, si le départe- ment d'Etat n'a plus à s'inquiéter des discours du premier ministre australien, les détenteurs de ca- pitaux ont fait leurs comptes et leur calcul de rentabilité. Il faut lui se méfier des discours un peu trop généraux. Le gou- vernement a créé un Foreign Investments Review Board, chargé d'examiner, avec une mansuétude sans faille, les propositions d'in- vestissements étrangers. Sur mille projets présentés en 1976, six seu- lement ont été rejetés, dit un haut fonctionnaire. Voilà qui est im- pressionnant. Mais cet expert ne peut (secret professionnel oblige) en dire plus sur la magnitude des

projets dont, jusqu'à présent, et ceci est fondamental, rien peu- semble avoir été suivi d'effets. Car la confiance ne règne pas. Le monde extérieur est, certes, friand des matières premières australiennes (le Japon en est gros consommateur) mais l'ac- tivité d'extraction ne contribue pas à la résorption du chômage ; de plus, l'archaïsme de la structure industrielle, l'activisme brouillon de syndicats ne raisonnant qu'en termes de niveau de vie (et ja- mais de pouvoir dans l'entreprise), préviennent, entre autres élé- ments, l'émergence d'une écono- mie moderne viable.

## L'argent contre le dollar

M. Fraser n'a pas jugulé l'inflation, bien au contraire. De plus, phénomène nouveau, l'argent a spéculé en 1976 contre le dollar australien : il y eut des départs de capitaux (alors qu'il en manquait déjà). Le gouvernement dut alors prendre des décisions. Fallait-il continuer d'emprunter à l'étré- rieur ? M. Fraser opta en faveur de la dévaluation qui, suivie de réévaluations légères, a finale- ment été de 16 % environ. Les capitaux sont revenus, la dévalua- tion a profité aux exportateurs de produits agricoles et de miné- raux. Mais l'inflation se poursuit (12 % au moins, cette année ?) ; il est encore trop tôt pour affir- mer que les syndicats ne conti- nueraient pas à anticiper la hausse des prix par des demandes nou- velles d'augmentation de salaires, et les projets gouvernementaux de lutte contre la puissance des bureaucraties syndicales vont sans doute échoir. La description de ces « machines », que nous a fait un ministre, n'est pas fautive, mais elle est mise au service d'une politique réactionnaire. Le pou- voir rogne autant qu'il peut sur les programmes sociaux. Il pénalise les pauvres et parmi eux, les plus de la misère que sont les Aborigènes : sans pour autant redresser véritablement la situation.

La manière dont le gouverne- ment travailliste a été renversé, en novembre 1976, ne facilite pas son plus la tâche de l'actuel cabinet. Le gouverneur général, Sir John Kerr, prétendant au fait que le Sénat refusait obstinément de voter le budget, démit M. Whitlam et provoqua une nouvelle consultation électorale. Cette affaire continue d'empoison- ner la vie politique : « On ne se consulte plus comme on devrait entre perdus, on pense son temps à se dénoncer », commenta un

conseiller du dirigeant travailliste qui énumère les nombreux échecs de M. Fraser.

L'héritage inflationniste n'est pas niable, mais, dès la fin de 1976, M. Whitlam avait pris des mesures qui commencent à produire leurs effets. « M. Fraser met en œuvre une politique qui date du dix-neuvième siècle », déclare-t-on dans l'entourage de l'ancien premier ministre : au lieu de stimuler la demande, il la freine, il enfonce l'économie dans la crise, développe le chômage, et, au nom d'a priori idéologiques, bloque arbitrairement les dépenses publiques. Il ne fait rien pour moderniser l'industrie, et place tous ses espoirs dans le secteur minier, qui ne crée pas d'emplois et dont les profits partent, pour une bonne part, à l'étranger. « Ce gouvernement est par défini- tion celui du secteur privé. » Conséquence : pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, il y a baisse du niveau de vie. Les travailleurs ajoutent : « La coalition conservatrice regroupe libéraux et agrariens ; or la composante agrarienne, le Country Party, est essentielle ; elle pèse d'un grand poids dans la vie nationale aujourd'hui. M. Fraser, qui est lui-même un gros propriétaire foncier, a notamment, grâce à la dévaluation, favorisé la spéculation rurale au détriment de la majorité urbaine. »

## Prisonnier de son passé

Les travaillistes reprochent aussi au pouvoir de chercher à mettre au pas les syndicats, à limiter le droit de grève, à « cas- ser » le pouvoir des travailleurs. Mais ils reconnaissent aussi que la crise ne produit aucune équilibre social ou idéologique : « Il faut tenir compte de l'opacité tradi- tionnelle. De plus, la situation actuelle est assez nouvelle ; les effets sérieux de la crise ne se sont pas encore fait sentir. Les gens utilisent leur capital, leurs économies, mais cela aura une fin. »

Ainsi va l'Australie. Mal, mais, mises à part des minorités de toute façon sans poids sociologi- que et politique, la soupe popu- laire n'est pas en vase. Ce pays demeure prisonnier de son passé, de son immensité et de son vide humain, même si la prison est dorée. Il navigue à vue dans un monde où il est partagé : produc- teur de matières premières en tous genres, il ne se sent pas trop éloigné des pays du tiers-monde qui exigent une juste rémuné- ration de leurs richesses brutes, mais il est aussi, ô combien ! européen, et la visite actuelle de M. Fraser dans notre région du monde est considérée, à Can- berra, comme un événement « majeur ». Le volontarisme poli- tique de resserrer les liens avec l'Eu- rope de l'Ouest est évidente, si nul ne sait au juste quel contenu cette volonté donnera. Le temps n'est plus, et pour cause : on Cap- berra vitupérait la France en raison de ses expériences nucléaires. Ce qu'espèrent les conservateurs australiens, c'est un équilibre des forces dans la zone : pas trop de Russes surtout, et en regardant en direction de Pékin. Une présence française pour contrebalancer les autres. Et l'on est bien enclin de voir l'Indonésie ne pas se sortir du guêpier de Timor-Orientale (c'est-à-dire, dans cette optique, l'Indonésie). Ennuyé, on le serait plus sûrement si, pour le grand malheur des queues belligères, les Aborigènes — le tiers-monde de l'intérieur — se mettaient à bou- ger.

Un coup d'œil en direction de l'est et, on le verra, la situation n'est pas fondamentalement dif- férente en Nouvelle-Zélande.

JACQUES DECORNOY.

## Prochain article :

LA NOUVELLE-ZÉLANDE  
PAYS SANS PASSION ?

(Publié le 15 mai)  
À lire

« COMMENT TROUVER  
UNE SITUATION »

de D. POEOT

Plus de 300 pages pour vous aider à vous transformer de « chercheur d'emploi » en « of- freur de services ». Cela, pour augmenter considérablement vos chances de retrouver une situa- tion. Tiré d'un séminaire spécialisé sur les techniques de recherche d'emploi et suivi déjà par plus de 4 000 cadres. Dans toutes les librairies. 68 F aux Éditions d'Organisation.

# Jean Daniel

## Le refuge et la source

récit

« C'est un livre de la mémoire, et de la mémoire brusque : c'est là sa particularité et, en un sens, son audace. Il vient et s'assume, dans une vie autre, comme un coup de foudre. On dirait que Jean Daniel s'est trouvé, par un accès subit, amoureux de son enfance. »

Roland Barthes

« C'est important qu'il y ait ce morceau de ten- dresse et de fièvre douce, et qu'il nous soit apporté par Jean Daniel. »

Michel Foucault

« Des souvenirs de Jean Daniel qui palpitent à chaque page de son livre, on comprend, en lisant, qu'ils restent son refuge au milieu des malaises et des épreuves d'aujourd'hui. Et que sa jeunesse évoquée avec tant de délicate émotion, c'est vraiment la source de cette sensibilité que nous aimons en lui. »

Pierre Mendes-France

« Un très beau livre, mais c'est plus encore : un homme. »

Pierre Vianou-Ponte

« Heureux, Jean Daniel, celui qui a votre talent toujours neuf et la chance d'avoir mal à une maison perdue... Un livre secret et foisonnant. »

Georges Brès

« Jean Daniel n'hésite pas à tirer de son cœur tout ce qui y est enfoui, même si cela peut nuire à l'idée qu'on se fait de lui... Il se révèle une fois encore écrivain. »

Jules Roy

« Le Refuge et la Source » prouve, une fois de plus que c'est avec les sentiments justes qu'on fait les livres exacts. La finesse des portraits de famille, la délicatesse des nuances, la grâce à mi-voix des éclairages intimes et des demi-teintes, la douceur des accords entre sourire en majeur et gravité en mi- neur, donnent à cette rêverie d'un moraliste si peu « moralisant » un charme assez rare. »

Claude Roy

« Ainsi le présent se rattache au passé, que d'ail- leurs Jean Daniel revit avec une sorte de bonheur grave. « C'était hier. C'est aujourd'hui. J'y suis tout entier. » Plus de refuge peut-être, mais la mesure qu'on prend de la vérité intérieure. »

Lucien Guissard

« Le livre de Jean Daniel est une eau vive qui im- merge les choses, les faits, qui les vivifie comme l'eau que l'on jette sur le carrelage rose de la terrasse... Livre on ne peut plus singulier. »

Michel Cournot

« C'est un livre qui vient de loin. Ce sont les heures brillantes d'un passé nostalgique. Jean Daniel, à la recherche de son identité, a écrit des pages en- soleillées. Il y a puisé sa vérité et le désir de la faire entendre. »

Jean-Claude Lamy

« Il fallait du courage pour venir à bout de la pudeur. Et cette chronique, lapidaire comme une confidence échappée, c'est peut-être d'abord ceci : un acte de courage. »

Jean-Marie Borzeix



## Les élections législatives

Un journal présente le tableau des résultats d'un vote à des élections législatives :

Candidate	Voix obtenues en pourcentage (%)
A. M. Dumoulin	37,5
B. Mme Mornal	30
C. M. Desbanches	20
D. M. Lebot	12,5

On sait que le nombre de votants est 3 500. Il n'y a ni bulletin nul, ni bulletin blanc.

### Interprétation des résultats :

- Quel nombre de voix a obtenu chaque candidat ?
- Le dessin ci-contre accom- pagné du commentaire du jour- naliste :  
a) Vérifier que le cercle est 3 cen- timètres.  
b) Vérifier que les mesures, en degrés, sont : A, 135 ; B, 90 ; C, 45 ; D, 22,5.  
c) Que les angles, de l'angle (Ot, Ox) ?
- Vérifier que les nombres de voix des candidats A, B, C et D est proportionnelle à la suite correspon- dante des mesures des angles en degrés.
- En prenant 3,14 pour valeur approchée de  $\pi$  calculer l'aire du disque. Sachant que la suite des aires des secteurs circulaires correspondant à chaque candidat est propor- tionnelle à la suite des pourcentages des voix obtenues par ces candidats, former la suite des aires, en cen- timètres carrés, des secteurs circulaires correspondant à chaque candidat.

Ce texte est un exercice de mathématiques pour la classe de 6<sup>e</sup>. N'est-il pas indispensable de montrer au jeune élève que les mathématiques lui permettent de mieux comprendre le monde qui l'entoure : la politique, mais aussi bien sûr la vie familiale, les loisirs, les techniques etc... ? C'est pourquoi dans le DURANDE 6<sup>e</sup> la partie consacrée aux exercices s'appelle LES NOMBRES ET LA VIE.

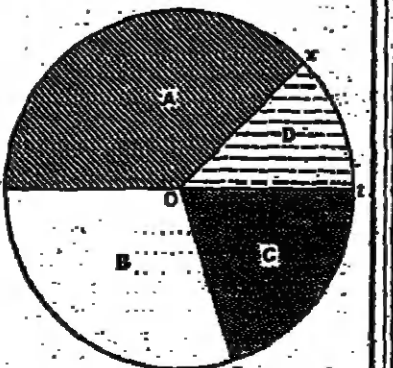
Elections législatives. Ce sont celles qui désignent par un vote les députés de l'Assemblée nationale. Des élections législatives ont eu lieu les 4 et 11 mars 1973.

Candidate, candidate. Personne qui se présente à un exa- men, à une élection, pour obtenir un titre, une place ou un poste.

Voix. « Donner sa voix » à un candidat, voter pour lui, c'est le choisir per- sonnel. Le nombre de voix obtenu par un candidat est le nombre de fois qu'il a été choisi. On trouve ce nombre en comptant les bulletins marqués à son nom.

Bulletin blanc. C'est un bulletin sans nom de can- didat. Il indique que le votant n'a pas pu, ou pas voulu, choisir parmi les candidats qui se sont présentés.

Bulletin nul. C'est un bulletin de vote non valable.



MATHÉMATIQUES 6<sup>e</sup>  
CLASSIQUES

TECHNIQUE & VULGARISATION  
21, rue Claude-Bernard - 75006 Paris



## POLITIQUE

### PARIS: les positions du CERES sont menacées

Les résultats du congrès de la fédération de Paris du P.S., qui s'est tenu dimanche 12 juin, font apparaître un net recul du CERES, dont la fraction recueille 51,76 % des mandats, alors que les amis de M. Mitterrand gagnent près de 8 % par rapport à 1975 avec 48,22 %. De plus, la commission exécutive comporte désormais vingt-huit représentants du CERES ; le courant 1 obtient 27 sièges. Un tel rapport de forces paraît favorable à l'élaboration d'un accord entre les deux courants et permet à M. Claude Estier (principal animateur dans la capitale, avec M. Lionel Jospin, du courant majoritaire du P.S.) d'affirmer que « désormais, Paris n'est plus au fil du CERES ». De son côté, M. Georges Sarre le décline : « L'essentiel de ce que le courant 2 conserve la direction de la fédération » ; il estime que le scrutin de dimanche « révèle la volonté des socialistes parisiens de parvenir à une synthèse ». Certes, les partisans du courant 1 paraissent décidés à mettre à profit cette situation pour remettre en cause les « méthodes » du CERES, notamment à l'égard du P.C.F. Mais il ne semble pas que cet effort soit de nature à compromettre une rénovation qui est cependant loin d'être assurée.

observe que « malgré l'offensive du courant 1, qui a créé, à Paris, une véritable contre-fédération, le courant 2 est resté majoritaire ». Le président du groupe socialiste au Conseil de Paris ajoute : « La plupart des militants ont, sans doute, voulu exprimer leur soutien au premier secrétaire du parti socialiste. Ils ont été induits en erreur... car pour le CERES il ne s'agit pas de confondre M. François Mitterrand, mais, précisément à la synthèse, d'engager un débat de fond entre majorité et minorité dans la perspective d'une victoire de la gauche ».

Vis-à-vis de l'extérieur, les amis de M. Mitterrand affirment « avoir été entendus », en contestant « les méthodes employées par la direction en place lors des négociations avec la fédération de Paris du P.C. en vue des élections municipales ». Ils s'estiment mieux qualifiés que les représentants du CERES pour parvenir à l'objectif commun : faire des socialistes la première force de gauche dans la capitale. M. Georges Sarre répond, d'une part, que la rénovation de la fédération de Paris,

antérieure sous l'impulsion du CERES, permet aujourd'hui aux socialistes d'être à nouveau bien implantés dans une ville où ils avaient pratiquement cessé de compter depuis 1920 ; d'autre part, que les socialistes parisiens n'ont pas hésité à rivaliser avec le P.C.F. sur son propre terrain, en créant des sections d'extrême gauche. Il note : « Il se peut que nous ayons des positions communes avec le P.C. ; nous ne les réajusterons pas systématiquement, pas plus que nous ne les réajusterons. Seule une base militante active telle que nous l'avons créée à Paris peut résister à la pression des communistes au sein de l'union de la gauche ; mais seule l'union avec eux nous permet de nous développer ». De plus, il relève que les militants du courant 2, lorsqu'ils ont pris le contrôle de la fédération, ont hérité d'une longue tradition de déséquilibre dans les relations entre communistes et socialistes parisiens ; des lors pourquoi hésiteraient-ils à réajuster les méthodes d'un renouveau qui permet au P.S. d'affirmer que son objectif est désormais de dépasser le P.C. à Paris ?

#### Déséquilibre au profit du P.C.

Le déséquilibre électoral au profit des communistes est, en effet, une donnée permanente du rapport de forces qui prévaut dans la capitale, entre communistes et socialistes. A sa naissance, en 1920, le P.C.F. rallie la plupart (environ 75 %) des membres de la fédération de la Seine de la S.F.I.O. Il apparaît alors comme la continuation du socialisme parisiens d'avant 1914 ; il renforce par là-même son implantation à Paris, des bastions du mouvement ouvrier constitués par la S.F.I.O. De son côté, la fédération socialiste ne partage pas toujours l'« antibolchevisme » de la direction nationale : c'est ainsi qu'une forte minorité refuse, en 1924, l'alliance avec les radicaux. Elle plaide, à partir de 1934, notamment sous l'impulsion de la Gauche révolutionnaire créée par Marcel Pivert, pour une politique unitaire. Cependant, cette union profite davantage au P.C. : leur supériorité numérique, l'efficacité de leur stratégie de grèves, éprouvée aux mois de mai et juin 1938, permettent aux communistes de progresser à Paris. Cette nouvelle croissance s'effectue très largement par les colonies d'entreprises. Il est vrai que le P.C. recueille alors les fruits d'une action entamée dès 1924. Les socialistes parisiens suivent le mouvement en septembre 1938, en créant les unités socialisées d'entreprises. Mais celles-ci ont surtout pour but d'exploiter la politique du gouvernement

Stum et de contraindre la poussée communiste dans les syndicats. Reconstruites à Paris en 1944, elles disparaissent lors de la création du F.O. en 1947. L'action au niveau de l'entreprise, terrain privilégié de confrontation avec le P.C., ne réapparaît qu'en 1968, date à laquelle les amis de M. Sarre prennent le contrôle d'une organisation parisienne quelque peu assoupie et privée d'audience. Le premier bureau fédéral (1969-70) à majorité CERES entreprend alors une action qui lui vaut « succès ».

Pourtant, la progression régulière du nombre des adhésions depuis 1969 traduit surtout la croissance et la multiplication des sections d'entreprises, alors que les sections d'entreprises (une centaine, créées le plus souvent dans le secteur public et nationalisées) stagnent. De plus, si les militants sont plus jeunes et plus nombreux, la structure socio-professionnelle de la fédération de Paris n'a pas sensiblement évolué par rapport à celle de l'ancienne fédération de la Seine S.F.I.O.

Cet échec relatif montre que les fondements du renouveau entreprise en 1969 restent mal assurés. Cette situation inquiète les amis de M. Sarre et la modération face à leurs opposants du courant 1. Aussi plaident-ils pour l'abandon d'une synthèse. Il est vrai que depuis 1920 la direction fédérale est en situation d'opposition face aux instances nationales du parti, soit avec la gauche révolutionnaire, d'après l'entre-deux-guerres, soit avec la gauche mitterrandienne en 1948, soit avec le CERES depuis 1968. L'arrivée au pouvoir du parti socialiste peut cependant modifier cette situation, comme on l'a vu en 1958. Pour M. Georges Sarre, cette opposition ne doit pas conduire son groupe à apparaître comme une nouvelle « gauche révolutionnaire » qui ferait contrepoids à une majorité « droite ». L'objectif reste d'influencer de façon déterminante la ligne politique du P.S. en suscitant une convergence « à gauche » pour sauvegarder « l'acquis de la fédération de Paris sur le plan militant et électoral » et pour lui permettre d'enregistrer de nouveaux progrès.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

## LE CONGRÈS SOCIALISTE DE

### Un appel de trois députés pour une motion de synthèse

Nous avons reçu l'appel suivant de trois députés socialistes membres du CERES : MM. Maurice Blum (Seine), Raymond Fort (Seine) et Edmond Vachet (Puy-de-Dôme), appel que nous avons publié dans nos dernières éditions datées 17 juin :

Qu'il soit permis à quelques parlementaires de s'exprimer pour que soient connus leurs craintes, leur déception, leurs espoirs. S'il apparaît évident que le P.S. est aux portes du pouvoir, il est de bon ton dans les milieux dits bien informés de penser qu'il est au bord de la division. Exploités, déformés, interprétés, les propos tenus par les responsables de notre parti laisseraient pressager une rupture entre les deux courants qui, associés depuis Epinay, séparés depuis Pau, seraient à présent inconciliables. Incapables ensemble d'aborder la véritable marche vers le socialisme.

A entendre ces Cassandres, le CERES, et parti dans le parti, nuirait à la cohésion d'une organisation politique parvenue avec ses autres partenaires au gouvernement. Pour ces prophètes d'un genre nouveau, le congrès de Nantes serait l'occasion d'éliminer les troubles, d'empêcher de tourner en rond, des organes directeurs au bénéfice de la sérénité retrouvée dans la discipline. Réduire le congrès qui a pour mission de définir la politique du P.S. à un règlement de comptes ou au rôle subsidiaire de commission disciplinaire nous paraît autant fantaisiste que néfaste, en tout cas contraire aux fonctions du congrès ordinaire.

Nous voulons affirmer que Nantes ne sera pas le champ clos des querelles de personnes ou d'état-major. Nous voulons que soit connue de tous la volonté des militants des élus de l'immense élan populaire que notre victoire est inéluctable et qu'elle ne peut s'accommoder de querelles subalternes. Nantes doit être le lieu du débat politique, vrai, sincère, où se confrontent deux démarches, deux approches, deux réflexions, et à partir desquelles sera définie la règle, la loi qui s'impose à tous. Si la situation apparaît confuse aujourd'hui, c'est parce que la majorité du parti a prétendu oublier la richesse et l'originalité de notre base et de nos structures :

- Au respect des droits de la minorité, nous préférons l'affirmation du respect des particularismes et de la liberté d'expression. Ce respect-là n'a jamais compromis ce que l'on sache, notre unité ;

- Aux critiques stériles, nous préférons opposer la vie démocratique de tout parti politique de gauche ;

- A notre combat contre cette vie décentralisée, nous préférons le développement, par rapport à l'appareil officiel élu par les militants, la hiérarchie des instances, des instances ou, vite, de la « clientèle ».

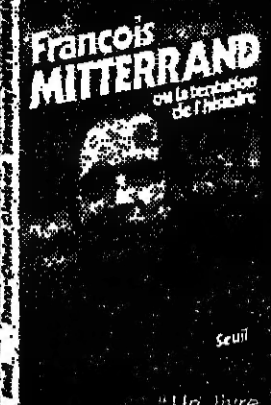
S'il est évident que la droite, dans sa presse, dans ses médias, est à l'affut et profite de nos débats pour en extraire que les dissensions et les divergences ; s'il est clair que l'opinion publique s'est méfiée de bien du mal à être maladroite ; si, en outre, nous ne sommes pas moins qu'il est inadmissible de voir brandir, par ceux-là mêmes qui s'en réclament, le mot d'unité, pour détourner la réflexion des courants de pensée. L'histoire du socialisme, le passé de notre parti ne se sont jamais accommodés d'un zozzophilisme bureaucratique. Il faut être bien cynique pour prétendre faire passer aux divers courants de pensée lorsque, dans le même temps, on en interdit l'expression. L'histoire s'il réside après Epinay que, si nous ne parlons de rien et de personne, nous pouvons imprimer librement sous l'inspiration de deux ou trois censeurs.

Pourquoi vouloir, dans le droit fil d'un centralisme démocratique, réformer sur les discussions et les débats l'édifice couvrant de la loi, prétendant comme un mur, au motif qu'il nous diviserait, alors qu'il nous rapprocherait ?

Comment imaginer que s'élabora notre pensée commune dans le conformisme officiel d'un appareil tout-puissant ? On voudrait faire croire que nous sommes différents ; nous sommes complémentaires ; que nous sommes scissmateurs, alors que nous sommes unitaires ; que nous n'avons pas le sens du parti, alors que nous savons, pour l'avoir reconstruit avec d'autres, ce que représente d'espoir et d'espérance le parti socialiste pour des millions d'hommes et de femmes.

En un mot, nous nous déclarons socialistes, solidaires de ceux qui se battent et qui souffrent, héritiers d'un passé, mais aussi responsables d'un avenir. Nul n'a le droit d'engager à notre égard de procès d'intention. Personne ne peut nous prêter d'autres motivations que celle de notre victoire François Mitterrand mieux que quiconque sait la part que nous avons payée. Si nous sommes convaincus, trop convaincus de l'importance historique de ce congrès pour accepter qu'il soit celui de la division. Il ne permettra pas, lui qui a tant œuvré pour l'unité, qu'il soit utilisé à notre encontre l'exclusive, la discrimination, la méfiance. C'est parce que nous pensons que la volonté de notre peuple, de nos militants est de construire un parti cohérent, solide, soudé, que nous demandons de toutes nos forces la synthèse entre les deux courants.

L'unité s'accommodera mal de l'extrémisme ; il est une responsabilité historique que nous devons assumer. Notre congrès de Nantes répondra au souffle profond de notre pays. Il n'a pas le droit de la mettre sous l'éteignoir.



**François Mitterrand**  
ou la tentation de l'histoire  
par E.O. GIESBERT

Un livre remarquable, une biographie passionnante, sans fausseté, sans complaisance, sans même éluder aucun des points délicats.  
Joseph Barsalou  
La Dépêche du midi

Un écrivain nous parle d'un homme d'Etat. Le livre se lit comme un roman. Il aura beaucoup appris à ceux qui croyaient tout savoir de cet homme politique pas comme les autres.  
Lucie Faure / Le Monde

**François Mitterrand**  
ou la tentation de l'histoire  
par E.O. GIESBERT  
336 pages 45F  
SEUIL

L'année préparatoire à  
**Médecine**  
vous permet d'acquies (d'octobre à juin) un niveau supérieur au Bac C, car les chances de réussite en fin de 1<sup>re</sup> année, sans préparation et sans mention sont : Bac A/B = 1 %  
Bac D = 8 %  
Groupement livre de préparations  
37, rue Ch.-Lafitte, 82 Neuilly  
722.94.94 ou 745.08.18

### à port faites du bateau l'été, du ski l'hiver et les deux ripaille à la fois au printemps

Un chalet à la montagne, c'est bien pour l'hiver. Une maison au bord de l'eau, c'est parfait pour l'été. Les deux à la fois, c'est trop pour un seul budget. Imaginez une villa au bord de l'eau où vous pourriez selon votre humeur faire du bateau, jouer au tennis, courir sur la plage, faire du ski nautique ou du ski de montagne, flâner sous les arbres, ou ne rien faire. Ou tout à la fois. Au choix. Cet endroit existe, à Port-Ripaille, situé au bord du lac, sur un espace boisé de 32 hectares, sillonné de canaux et chemins piétonniers qui serpentent entre les pins et les bouleaux. A quelques heures de Paris ou de Lyon. A 30 minutes des pentes neigeuses d'Avoriaz. A trois pas de Thonon. A deux pas de votre bateau. A vous de choisir : studio ou appartement. Maison individuelle au bord de l'eau avec qual privatif. Un emplacement dans le port vous est en tout cas réservé. C'est le rêve. Venez demander aux habitants de PORT-RIPAILLE.

C'est trop beau pour être vrai. Je veux en savoir plus sur les Marins du Léman.

Non  
Adresse

Renvoyez ce bon à : S.C.L. Les Marins du Léman / Port-Ripaille - 74200 Thonon - tél. (50) 71.23.80

Reclamation et Vente :  
**PUJOS SA**  
98, av. R. Polveret  
75116 Paris  
Tél. 296.17.01

5 à 6  
franche  
77

jetiez l'ancre dans votre jardin

#### ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en vacances puissent bénéficier sans formalités des abonnements de vacances.

Mais, pour permettre à ceux d'entre eux qui ne souhaitent pas une complémentation d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimale de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :	
Quinze jours	72 F
Trois semaines	96 F
Un mois	120 F
Un mois et demi	150 F
Deux mois	174 F
ETRANGER (voir norme) :	
Quinze jours	97 F
Trois semaines	122 F
Un mois	150 F
Un mois et demi	180 F
Deux mois	204 F
EUROPE (voir norme) :	
Quinze jours	46 F
Trois semaines	65 F
Un mois	87 F
Un mois et demi	108 F
Deux mois	128 F

Dans ces tarifs sont compris les frais de port et d'expédition, le montant des abonnements, le montant des numéros demandés et l'ajout des suppléments. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre accompagnés du règlement correspondant au montant de leur abonnement ou, mieux, avant leur départ, en réglant les numéros et adresses en lettres manuscrites.

### Ca peut rapporter gros.

Vous pouvez jouer toute la semaine jusqu'au mardi après-midi précédant le tirage du mercredi.



**LOTO**

### Franchissez la barrière des langues avec PHILIPS

Le nouveau magnétophone "double piste" AAC 4000 vous permettra d'étudier la langue de votre choix en tout lieu, à tout moment et à votre propre rythme suivant la méthode Audio Active Comparative : vous pourrez enregistrer votre voix sur une piste différente de celle réservée au texte professeur et ainsi en faire la comparaison à tout instant et recommencer si nécessaire. Le AAC 4000 permettant les enregistrements deux pistes vous pourrez également appliquer cette méthode à d'autres disciplines (musique, chant, art dramatique...).

**AAC 4000 PHILIPS :**  
le magnétophone à 2 voix.  
\* Cours Philips disponibles en 9 langues.



Coupon à adresser à PHILIPS Ens - BP 131 92154 Suresnes Cedex

Sous engagement de ma part, veuillez m'adresser une documentation sur le AAC 4000 qui m'intéresse pour les applications citées ci-dessous :

☐ Etude des langues ☐ Musique et chant  
☐ Rééducation du langage ☐ Art dramatique  
☐ Montages sonores ☐ Synchro de project. diapos.

Nom ..... Els .....

Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....



# CONGRES SOCIALISTE DE NANTES

## Un appel de trois députés pour une motion de synthèse

La déclaration de M. Pierre Mauroy (Suite de la première page.)

Sur ce point particulier, tous les dirigeants socialistes sont d'accord, et M. François Mitterrand l'a souligné jeudi soir sur FB3. Il s'agit plus de codifier la vie en commun que de conjurer une scission que n'annoncent pas des exclusions que rien ne laisse pressager.

Les militants du parti communiste n'ont guère dormi jeudi soir et les congressistes du parti socialiste qui se sont retrouvés vendredi matin au parloir de la Beaujoire ont pu découvrir sur les murs de Nantes des affiches jaunes signées du P.C.F. et affirmant : « Actualisons le programme commun ».

La rivalité entre les deux partis de gauche est évidemment illustrée par le slogan qui surmonte la tribune du congrès : « Avec un puissant parti socialiste, construisons l'avenir ». La référence à la notion de « puissant parti » empruntée au vocabulaire du P.C.F. a été choisie après une longue délibération du bureau exécutif du parti socialiste. Même au niveau du vocabulaire, le P.S. n'est plus décidé à laisser l'exclusivité à ses alliés.

Les quinze cents délégués du parti socialiste ont été accueillis par M. Chénard, maire de Nantes, élu en mars dernier à la tête de la commune de la ville de France. « Le choix de notre ville pour la tenue de ce congrès, a-t-il déclaré, est resté ici comme un symbole. Nantes, capitale de la République, doit être la capitale de la gauche ».

Evocant les travaux que les congressistes vont devoir mener et notamment le problème d'une éventuelle synthèse entre le courant majoritaire et le courant minoritaire, le maire de Nantes a souligné : « Certes, la droite existe. Elle espère tirer profit de nos débats démocratiques et utiliser à son profit nos éventuelles divergences d'analyse. Je sais qu'aujourd'hui il conviendrait de dépasser tout cela. Le parti socialiste tout entier est porteur, à lui seul, de tout l'espoir d'un peuple. Il dépend de vous, et de vous seuls, que cet espoir ne soit pas déçu ».

Après le discours d'accueil de M. Roulier Leroy, premier secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique, M. Pierre Mauroy, député national à la coordination, présente le rapport d'activité de la direction nationale. Dans ce rapport écrit, M. Mauroy souligne « les divisions internes » de la majorité et « la triste bilan de la droite au pouvoir ». « Cette impuissance, inhérente à la nature même du pouvoir, n'a cessé d'être aggravée par le défaut d'analyse, l'absence de volonté politique et finalement par la cassure irrémédiable entraînée par l'indiscipline et la rébellion de M. Chirac », ajoute-t-il.

« Condamnation des échecs récents, condamnation d'une gestion toujours favorable aux intérêts d'une classe privilégiée, condamnation de la régression sociale, tel a été le verdict d'une nouvelle génération politique qui a donné la victoire dans des villes importantes et nombreuses à de jeunes maires socialistes ».

En ce qui concerne la vie du parti socialiste, M. Mauroy insiste sur le renforcement de son organisation et de ses structures, la préparation de ses dossiers, et l'affirmation de son identité, tout bien à l'intérieur du parti que dans les milieux internationaux. Abordant l'enjeu du congrès de Nantes, le rapporteur estime qu'il s'agit d'une phase capitale, celle de la préparation de élections législatives de 1978. Il déclare : « L'effort d'études et d'explications auquel le P.S. s'est déjà consacré et qui en fait un véritable parti de propositions doit s'intensifier sans relâche dans les mois à venir. Il sera naturellement lié à l'effort de développement intérieur et de recrutement. Mais notre victoire et celle de la gauche tout entière dépendront aussi de notre cohésion dans notre expression. Ce problème est également au centre de notre débat de Nantes, et l'introduction faite à cette réflexion par François Mitterrand dans sa « Lettre aux militants », est à la fois suffisamment forte dans son inspiration et grave dans sa tonalité pour que tous les membres du parti en débattent sérieusement ».

« La réponse que nous aurons à apporter à l'ensemble des problèmes que pose la nécessité impérieuse d'harmoniser en profondeur la vie des courants de pensée dans le parti sera importante pour notre action à venir. Comment en effet pourrions-nous prétendre à gouverner le pays alors que nous serions impuissants à dominer nos problèmes internes ? Quelle image donnerions-nous de nous-mêmes en acceptant que se multiplient des expressions divergentes de notre politique et des « duplicatas » de notre organisation ? ».

Cette étape de notre combat, qui peut et doit nous amener à sortir la France du marasme et à transformer notre société, nous retrouvera rigoureusement fidèles à notre stratégie d'union de la gauche et à l'affirmation de notre identité et de notre vocation : celle d'un grand parti socialiste capable de gouverner.

Pour ce congrès, la parole sera certes aux responsables des

# POLITIQUE

## NANTES

### La déclaration de M. Pierre Mauroy

(Suite de la première page.)

Sur ce point particulier, tous les dirigeants socialistes sont d'accord, et M. François Mitterrand l'a souligné jeudi soir sur FB3. Il s'agit plus de codifier la vie en commun que de conjurer une scission que n'annoncent pas des exclusions que rien ne laisse pressager.

Les militants du parti communiste n'ont guère dormi jeudi soir et les congressistes du parti socialiste qui se sont retrouvés vendredi matin au parloir de la Beaujoire ont pu découvrir sur les murs de Nantes des affiches jaunes signées du P.C.F. et affirmant : « Actualisons le programme commun ».

La rivalité entre les deux partis de gauche est évidemment illustrée par le slogan qui surmonte la tribune du congrès : « Avec un puissant parti socialiste, construisons l'avenir ». La référence à la notion de « puissant parti » empruntée au vocabulaire du P.C.F. a été choisie après une longue délibération du bureau exécutif du parti socialiste. Même au niveau du vocabulaire, le P.S. n'est plus décidé à laisser l'exclusivité à ses alliés.

Les quinze cents délégués du parti socialiste ont été accueillis par M. Chénard, maire de Nantes, élu en mars dernier à la tête de la commune de la ville de France. « Le choix de notre ville pour la tenue de ce congrès, a-t-il déclaré, est resté ici comme un symbole. Nantes, capitale de la République, doit être la capitale de la gauche ».

Evocant les travaux que les congressistes vont devoir mener et notamment le problème d'une éventuelle synthèse entre le courant majoritaire et le courant minoritaire, le maire de Nantes a souligné : « Certes, la droite existe. Elle espère tirer profit de nos débats démocratiques et utiliser à son profit nos éventuelles divergences d'analyse. Je sais qu'aujourd'hui il conviendrait de dépasser tout cela. Le parti socialiste tout entier est porteur, à lui seul, de tout l'espoir d'un peuple. Il dépend de vous, et de vous seuls, que cet espoir ne soit pas déçu ».

Après le discours d'accueil de M. Roulier Leroy, premier secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique, M. Pierre Mauroy, député national à la coordination, présente le rapport d'activité de la direction nationale. Dans ce rapport écrit, M. Mauroy souligne « les divisions internes » de la majorité et « la triste bilan de la droite au pouvoir ». « Cette impuissance, inhérente à la nature même du pouvoir, n'a cessé d'être aggravée par le défaut d'analyse, l'absence de volonté politique et finalement par la cassure irrémédiable entraînée par l'indiscipline et la rébellion de M. Chirac », ajoute-t-il.

« Condamnation des échecs récents, condamnation d'une gestion toujours favorable aux intérêts d'une classe privilégiée, condamnation de la régression sociale, tel a été le verdict d'une nouvelle génération politique qui a donné la victoire dans des villes importantes et nombreuses à de jeunes maires socialistes ».

En ce qui concerne la vie du parti socialiste, M. Mauroy insiste sur le renforcement de son organisation et de ses structures, la préparation de ses dossiers, et l'affirmation de son identité, tout bien à l'intérieur du parti que dans les milieux internationaux. Abordant l'enjeu du congrès de Nantes, le rapporteur estime qu'il s'agit d'une phase capitale, celle de la préparation de élections législatives de 1978. Il déclare : « L'effort d'études et d'explications auquel le P.S. s'est déjà consacré et qui en fait un véritable parti de propositions doit s'intensifier sans relâche dans les mois à venir. Il sera naturellement lié à l'effort de développement intérieur et de recrutement. Mais notre victoire et celle de la gauche tout entière dépendront aussi de notre cohésion dans notre expression. Ce problème est également au centre de notre débat de Nantes, et l'introduction faite à cette réflexion par François Mitterrand dans sa « Lettre aux militants », est à la fois suffisamment forte dans son inspiration et grave dans sa tonalité pour que tous les membres du parti en débattent sérieusement ».

« La réponse que nous aurons à apporter à l'ensemble des problèmes que pose la nécessité impérieuse d'harmoniser en profondeur la vie des courants de pensée dans le parti sera importante pour notre action à venir. Comment en effet pourrions-nous prétendre à gouverner le pays alors que nous serions impuissants à dominer nos problèmes internes ? Quelle image donnerions-nous de nous-mêmes en acceptant que se multiplient des expressions divergentes de notre politique et des « duplicatas » de notre organisation ? ».

Cette étape de notre combat, qui peut et doit nous amener à sortir la France du marasme et à transformer notre société, nous retrouvera rigoureusement fidèles à notre stratégie d'union de la gauche et à l'affirmation de notre identité et de notre vocation : celle d'un grand parti socialiste capable de gouverner.

Pour ce congrès, la parole sera certes aux responsables des

coarctants de pensée pour qui s'imposent l'équipe qu'il convient, mais aussi à tous les militants peu disposés à des jeux stériles et dangereux, et heureusement plus naturellement enclins à défendre l'identité et la politique de leur parti ».

### M. MITTERRAND : pas de mesures disciplinaires

A la veille du congrès, M. François Mitterrand a précisé, dans une interview diffusée par FB3, qu'il n'était pas question de prendre des « mesures disciplinaires » contre certaines organisations du parti, le CERS notamment, mais, a-t-il ajouté, « pour éviter que l'on arrive à ce point de prendre des mesures disciplinaires, il faut définir les règles du jeu et c'est l'un des objectifs du congrès de Nantes ».

Au sujet du programme commun de gouvernement de la gauche, M. Mitterrand a lancé un appel à ses partenaires pour que l'actualisation soit terminée dans un « délai raisonnable », c'est-à-dire en juillet.

« Nous serons très fermes, a-t-il affirmé, nous ne voulons pas qu'il y ait de la part de telle ou telle tendance, on soit mis dans la situation de débattre pendant des mois d'un nouveau programme commun qui servirait pour nos partenaires une occasion de simplement développer des surajouts, ou bien des capacités de contestation ou de contradiction avec le parti socialiste. L'essentiel était pour nous d'avoir un programme qui nous expose à nos adversaires conservateurs de droite, et non pas qui nous oppose à nos voisins de gauche ».

THIERRY PFISTER.

# CE QU'ON N'OSE PAS DIRE

(Suite de la première page.)

A côté de ce qui est dit ainsi, il y a le non-dit, tout ce qu'on ne dit jamais, que l'on n'ose pas dire et que pourtant tout le monde sait bien. La liste de ces évidences, aisément admises dans les conversations privées mais rigoureusement prosrites des interventions publiques, semble s'allonger singulièrement ces temps-ci. Voici quelques exemples de ce qu'on n'ose pas dire.

● RECORDS. Afin de chauffer l'amour-propre national, les hommes politiques se passent volontiers le moindre record, s'exaltent au moindre record, quel qu'en soit l'objet. S'ils appartiennent à la majorité, ils portent triomphalement le succès à leur crédit et s'ils se rangent dans l'opposition, ils applaudissent d'autant plus fort que les champions ont dû d'abord triompher, soulignent-ils, de l'incertitude et de la malhonnêteté des détenteurs du pouvoir.

Il y a pourtant un certain nombre de records que personne ne revendique et qu'il est tacitement convenu de ne pas invoquer. Ces trois-ci, notamment : les Français sont champions du monde, toutes catégories et sans challengeur, de la consommation d'alcool par habitant ; ils détiennent également le record mondial des accidents de la route par kilomètre parcouru ; ils sont, en pourcentage du produit national brut, les premiers exportateurs d'armes et de matériel de guerre de la planète. Mais ces records-là, on n'en parle jamais.

● IMPOTS. Nul besoin d'être un spécialiste de l'économie et des finances pour comprendre que l'impôt indirect, frappant la consommation et même les produits essentiels, est générateur d'inégalité puisqu'il est payé indistinctement par chacun sur ce qu'il achète, tandis que l'impôt direct, proportionnel au revenu,

permet une fiscalité plus équitable. Et chacun sait que la France, mis à part quelques « paradis fiscaux », est l'un des pays où l'impôt indirect est le plus lourd, l'impôt direct le plus léger.

Celui donc aura le courage d'expliquer que, pour assurer une plus grande justice sociale, il faudrait commencer par diminuer notablement les impôts indirects et augmenter d'autant l'impôt direct ?

● EMPLOI. A droite, on promet chaque matin de réduire le chômage, on annonce chaque soir à grand bruit des mesures propres à rétablir bientôt le plein emploi. A gauche, on s'affirme en mesure, dès qu'on aura le pouvoir, de donner rapidement, sinon instantanément, un emploi à chaque Français, on promet le droit au travail pour tous. Cependant des deux côtés, on se garde bien de reconnaître que la crise n'est pas accidentelle et passagère, mais structurelle et permanente. Et qu'à moins d'admettre soit une cruelle amputation du niveau de vie, soit un énorme effort de production accompagné au mieux d'une stagnation du pouvoir d'achat, il n'y a aucun espoir de retrouver avant de nombreuses années le plein emploi dans lequel nous avons vécu pendant une trentaine d'années.

● RETRAITE. — Tous les systèmes de retraite sont basés sur le principe de l'entraide des retraités par les actifs. Un simple coup d'œil sur les courbes démographiques montre que, compte tenu du recul de la natalité et de l'allongement de la durée de la vie, la France est en train de devenir un pays de vieux. Dans ces conditions, tout abaissement de l'âge de la retraite conduit à imposer aux actifs un prélèvement de plus en plus lourd sur leurs revenus. Et même il est à craindre que dans quelques années les caisses de

retraite telles qu'elles sont conçues soient en faillite, voire en pleine débâcle.

Ce qui n'empêche ni la majorité ni l'opposition de promettre à la fois l'abaissement de l'âge de la retraite pour tous, l'amélioration constante du sort des personnes âgées et une diminution du prélèvement sur les salaires.

● ENERGIE. — Les centrales nucléaires ont mauvaise presse. Leurs constructeurs ont beau dire et beau faire, ils trouvent plus difficilement sur le territoire national, bien que la densité de population soit l'une des plus faibles d'Europe, les sites nécessaires à l'installation des usines inscrites à leur programme. Et on ne peut exclure que les pouvoirs publics de demain, de quelque tendance qu'ils soient, se trouvent contraints par la pression de l'opinion à réduire et à ralentir le développement de l'industrie nucléaire.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter la question de savoir qui a tort et qui a raison. Ce qui est sûr, c'est que le freinage ou l'abandon du programme nucléaire ne laisserait dans un premier temps de choix qu'enfermer un productivisme forcené à la japonais (pour payer les importations de pétrole) ou un considérable abaissement du niveau de vie (faute d'énergie). Et dans un second temps, après quelques années, c'est la deuxième issue, un recul formidable des conditions d'existence des Français, qui s'imposerait sans recours. Quelques-uns, parmi les écologistes les plus convaincus, l'admettent et même s'en réjouissent. Croit-on que la grande masse de la population en prendrait aisément son parti ? Et alors, pour quel personne n'ose-t-il présenter le problème bien clairement, tel qu'il se pose réellement ?

● LIBERTES. — Jamais on n'en a

autant parlé, jamais on n'a juré aussi fort de les préserver, de les garantir, de les développer ou de les rétablir. Et pourtant jamais elles n'ont été aussi fragiles et menacées, jamais elles n'ont été, de quelque côté qu'on tourne les yeux, aussi allègrement codifiées, limitées et finalement bafouées.

On aurait pu encore s'interroger sur le bien-fondé des dénonciations aussi ritualisées que bruyantes de ce qu'on nomme avec mépris l'« intolérance », des « intellectuels » avec ou sans chaise longue, vieux refrain repris en chœur par tant de voix complaisantes et se demandant pourquoi on n'évoque jamais le terrorisme des bien-pensants, avec leur ordre moral, leurs majorités silencieuses, leur presse conformiste ou de diversion, leurs réseaux d'influence qui ont toute la puissance que donne l'argent et le pouvoir économique, voire politique.

On aurait pu même s'étonner qu'un certain triomphalisme de gauche comme de droite, un obscurantisme à la Lyssenko, empêche d'énoncer une donnée générale aussi scientifiquement établie que celle-ci : l'être humain est un potentiel où entrent pour 80 % son hérédité et pour 20 % — ce qui est déjà énorme — l'éducation et le conditionnement social. Et d'en déduire, bien entendu, toutes les conséquences qui s'imposent pour tirer le maximum des 20 % sur lesquels on peut agir dans les domaines de l'organisation de l'enseignement, de l'orientation professionnelle, de la réforme de la médecine et de la justice.

Mais ce sont là des sujets tabous, des questions que l'on ne doit pas soulever, des vérités qu'il convient de taire puisque, chacun le sait, toute vérité n'est pas bonne à dire.

PIERRE VIANSSON-PONTE.

Ca peut rapporter gros.

LOTO

Franchissez la barrière des langues avec PHILIPS

PHILIPS

# Chevry 2

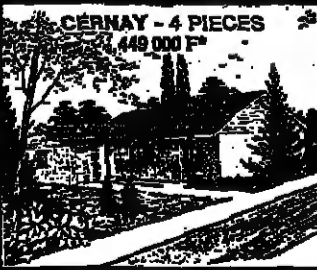
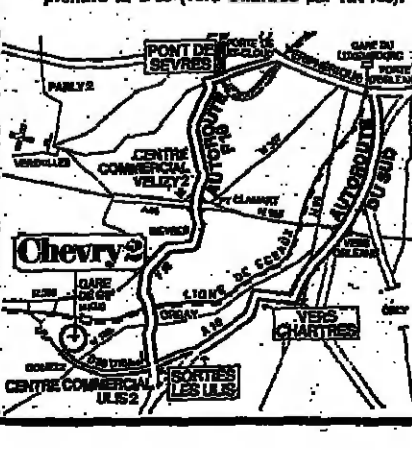
## Ces maisons de campagne sont de parfaites résidences principales



Parcours de golf au cœur de Chevry 2

8 modèles de maisons vendues à prix fermes et définitifs avec leur terrain en toute propriété

Visitez les maisons modèles tous les jours, dimanche inclus de 10 à 12 h. Deux itinéraires ultra-rapides : Par le Pont de Chevry ou l'autoroute du Sud direction Chartres, sortie Les Ulis et prendre la D35 (vers Chartres par RN 108).



CERNAY - 4 PIECES 448 000 F



BRETEUIL - 5 PIECES 530 000 F



ANDELLE - 5 PIECES 520 000 F



LOUISIANE - 6 PIECES 548 000 F

- Chevry 2 offre aussi un ensemble unique d'équipements :
- Ecoles / Collège 2 maternelles, 2 primaires, 1 CES, 1 crèche et 2 garderies.
  - Piscine / Country-Club avec restaurant.
  - Tennis / Sports 4 courts, 2 gymnases et 1 salle omnisports.
  - Golf 9 trous, practice, pitch and putt sur 27 hectares.
  - Centre Commercial Ulis 2 à moins de 4 km. Superette et pharmacie dans la résidence.

**Chevry 2** au bord de la vallée de Chevry  
CHEMIN DE BELLEVILLE, 91190 GIF  
TEL. 012.12.12

Envoyez ce bon avec votre carte de visite au CPH Av. Charles de Gaulle, 75150 Le Chevry, qui vous adressera, sans engagement de votre part, une documentation CHEVRY 2.

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TEL. \_\_\_\_\_



# LE DÉBAT SUR L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

## A L'ASSEMBLÉE

### M. RAYMOND BARRE A REQU M. ALAIN POHER

M. Raymond Barre a reçu, jeudi 16 juin, en fin de matinée, M. Alain Poher, président du Sénat, avec lequel il s'est notamment entretenu de l'ordre du jour de la fin de la session parlementaire de printemps.

M. Alain Poher a confirmé à sa sortie de l'Hôtel Matignon que le projet de loi sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct serait examiné par le Sénat le jeudi 23 juin.

Le président du Sénat, commentant le débat qui a eu lieu sur ce texte à l'Assemblée nationale, a déclaré :

« En tant qu'ancien président de l'Assemblée européenne, je ne comprends pas du tout les inquiétudes qui se sont manifestées ici et là. Toute initiative imprudente de l'Assemblée européenne donnerait lieu à des réactions violentes des gouvernements et ne servirait qu'à retarder. On ne peut pas créer un droit prétorien à l'Assemblée et, d'ailleurs, celle-ci ne l'a jamais cherché. »

### M. SOISSON : nous considérons que l'affaire est terminée.

M. Soisson, secrétaire général du parti radical, a rendu public, jeudi matin 16 juin, au terme d'une réunion du bureau politique de sa formation, une déclaration dans laquelle on lit notamment :

« Le premier ministre a donné un débat sur l'élection du Parlement européen la dignité qu'on attend d'un chef de gouvernement. Il a replacé le projet dans le cadre de la politique européenne conduite depuis plus de vingt ans par les gouvernements de notre pays. Il a su donner aux Français confiance dans la France et dans l'Europe. Un souffle nouveau s'est affirmé qui renforce la position de la France dans la Communauté européenne. »

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion du bureau politique, M. Soisson s'est employé à ne pas commenter directement les propos tenus par M. Chirac à la tribune de l'Assemblée. Il a seulement constaté :

« Alors que depuis quelque temps tout allait beaucoup mieux au sein de la majorité, l'affaire européenne a été « un mauvais coup ». Nous la considérons désormais comme terminée, et il n'y a plus à nous soucier de la majorité ou de la bataille électorale. »

### PARTI RADICAL : stupefaction.

Le bureau du parti radical, qui a siégé jeudi matin 16 juin sous la présidence de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, a « tenu à marquer sa stupefaction devant le républicain d'un ancien premier ministre, à l'Assemblée nationale, contre le traité européen qu'il avait approuvé ».

### CORRESPONDANCE

#### ROLES RENVERSÉS EN... 1963

M. Patrick Rambaud, assistant à l'université de Paris-II, nous écrit pour nous rappeler la présidence de 1963 à propos de la ratification du traité franco-allemand.

Le traité franco-allemand, conclu le 22 janvier 1963 par le général de Gaulle et le chancelier allemand, a été soumis au Sénat, au mois de juin suivant. Désireux d'éviter toute équivoque sur la portée d'un traité jugé par certains comme un obstacle à la construction d'une certaine Europe (« l'Europe atlantique », les groupes parlementaires centristes (alors dans l'opposition) ont déposé, tant à l'Assemblée nationale (débat des 13 et 14 juin 1963) qu'au Sénat (débat du 20 juin), des projets d'amendement au traité, conformément à leurs vœux, l'interprétation qu'il convenait de donner au traité.

Le président de l'une et l'autre Assemblée les ayant déclarés irrecevables pour des motifs purement constitutionnels, les auteurs de ces projets se placèrent alors sur un autre terrain : celui de la motion d'ajournement, à l'Assemblée nationale, et celui de la question préalable, au Sénat, toutes deux rejetées par les deux Assemblées. Faut-il ajouter que personne, dans les milieux gaullistes, ne s'est étonné de ces décisions prises par les présidents MM. Chaban-Delmas et Poher ?

Il est donc pluvieux d'observer le comportement actuel du R.P.R. et le renversement des rôles par rapport au précédent de 1963. Les centristes « atlantiques » soutenant désormais le gouvernement et les gaullistes le combattant, au moins sur ce point précis. Que vous soyez au gouvernement ou dans l'opposition, votre interprétation des règles constitutionnelles change tout au long du temps, mais il est intéressant de prendre au sérieux ces éternelles controverses constitutionnelles, chères à nos hommes politiques, et qui semblent bien être suscitées que pour anoblir les querelles politiques ?

● Mme Giscard d'Estaing est arrivée en Corse jeudi 16 juin. Elle est venue apporter « un message d'amitié à tous les insulaires, de la part du président de la République ».

### En l'absence d'une motion de censure le projet de loi est adopté

La présidence de l'Assemblée nationale a constaté dans la soirée de jeudi à vendredi, peu après minuit, qu'aucune motion de censure n'ayant été déposée dans le délai de vingt-quatre heures ouvrés après l'adoption du projet de loi relatif à l'élection des députés européens au suffrage universel direct, le projet de loi a été adopté.

Le projet de loi relatif à l'élection des députés européens au suffrage universel direct a été adopté par l'Assemblée nationale le 21 juin du projet de loi relatif au mode d'élection des parlementaires européens.

### M. DAILLET (C.D.S.) : quel dommage !

« Quel dommage [que la ratification des accords européens n'ait pas été marquée par un vote] ! Ainsi l'Assemblée nationale française manque-t-elle une occasion de se prononcer sur une option fondamentale. Ainsi la majorité présidentielle manque-t-elle l'occasion d'affirmer son unité sur un choix d'importance considérable pour la sécurité des Français. Ainsi le Rassemblement pour la République et Jacques Chirac manquent-ils l'occasion d'affirmer dans le droit fil de leur pensée et de leur action depuis 1974 en faveur de ce projet de l'Europe européenne. »

### UN MISE AU POINT DE M. MICHEL DEBRÉ

Dans un rappel au règlement, jeudi 16 juin, M. Debré a répondu au passage de l'intervention faite la veille par M. Maurice Faure (M.R.G.) dans le débat sur l'élection du Parlement européen. « M. Maurice Faure, a déclaré l'ancien premier ministre, m'a mis en cause personnellement en disant que j'avais appliqué le traité de Rome alors que j'étais hostile à sa ratification. Il oublie que j'étais favorable aux dispositions économiques du traité, et ce sont ses dispositions qui ont été appliquées comme premier ministre. Pour le reste, je pourrais lui dire que je ne puis pas renvoyer M. Maurice Faure à la table de la palette et de la poire. »

## M. Chirac veut intensifier la préparation des élections

Bavardant cordialement dans les couloirs du Palais-Bourbon dans la nuit de mercredi à jeudi, à l'issue du débat européen, M. Raymond Barre et Jacques Chirac sont convenus de se réunir mutuellement à dîner dans un proche avenir. Très prochainement aussi, le président du R.P.R. compte rencontrer de nouveaux chefs des autres formations de la majorité avec lesquels les contacts

### LE P.C.F. : nous veillerons à l'indépendance et à la souveraineté de la France.

Le parti communiste affirme, dans une déclaration publiée le 16 juin par son bureau politique, qu'il a « contribué, de façon décisive, à lever le voile sur le mauvais coup qui se préparait contre la France sous le couvert de l'élection européenne au suffrage universel » et qu'il a « contracté le pouvoir giscardien au profit de la France ». Le parti communiste affirme qu'il a « contracté le pouvoir giscardien au profit de la France » et qu'il a « contracté le pouvoir giscardien au profit de la France ».

### Les députés renforcent les sanctions en cas de conduite en état d'ivresse

Judi 16 juin, l'Assemblée nationale examine en séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCO (P.S.), la proposition de loi de M. BOUDOT (réf.) modifiant le code de la route, afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels.

M. BOUDOT (réf.), rapporteur, rappelle qu'il y a chaque année environ quatre mille blessés et trois cent cinquante mille blessés de la route, et que cinquante mille procès-verbaux sont dressés annuellement pour alcoolémie. Les textes actuels, qui datent de 1970, n'ont donc pas eu, constate-t-il, l'effet dissuasif attendu.

Aussi la commission des lois a-t-elle estimé qu'il fallait donner aux tribunaux une gamme de sanctions plus variée tout en leur faisant obligation de prononcer le retrait dans deux cas : la récidive et le cumul de deux infractions, homicide ou blessures involontaires et alcoolémie.

### « Boire ou conduire, il faut choisir »

Dans la discussion générale, M. BOUDOT (réf.) fait état du volumineux courrier qu'il a reçu en faveur de sa proposition. Estimant que l'alcool est responsable de 25 des accidents de la route, il souhaite que l'on inculque aux Français le respect de cette règle : boire ou conduire, il faut choisir. M. BOUDOT (réf.) rappelle que l'on a déjà institué un retrait définitif, surtout pour les récidivistes. Opinion partagée par M. CLAUDE-PIERRE (réf.), qui observe qu'il ne s'agit pas de condamner les bons conducteurs mais d'éviter qu'ils ne se transforment en criminels, en s'empêchant de prendre la route.

M. GLON (app. R.P.R., Côte-du-Nord) dénonce « les ravages » causés par l'alcoolisme. M. BIGNON (R.P.R., Somme) doute que l'on ait trouvé le « remède miracle » et plaide en faveur d'une politique d'information et de prévention. M. DUROURE (P.S., Landes) souhaite qu'on applique les sanctions existantes. M. GUINÉRETTIERE (R.P.R., Finistère) ne croit pas quant à lui que la sévérité des sanctions soit la solution du problème.

M. PÉREFFITTE, garde des sceaux, exprime l'accord du gouvernement à l'égard d'une proposition « d'inspiration jure, générale et profondément humaine » qui contribue à lutter contre « une véritable fléau social ».

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement qui précise que l'annulation de la peine ou obligatoire un nouveau permis ne pourra être sollicité avant un an (six ans au maximum) : l'intéressé devra être examiné par un examen médical et psychotechnique.

La proposition ainsi modifiée est adoptée par l'Assemblée.

PATRICK FRANCES.

### Une légère extension du complément familial est demandée par les sénateurs

Les sénateurs ont adopté le 16 juin, après l'avoir modifié, l'ensemble du projet de loi instituant le complément familial, dont ils avaient commencé l'examen mercredi.

Après le rapporteur M. LAROCHE (C.N.), et le ministre de la santé Mme VELLU, qui avaient exposé les principales dispositions de ce texte qui tend notamment à substituer une prestation unique aux dix prestations existantes, tout en créant une incitation financière à la troisième naissance, on a entendu M. AMELIN (R.P.R., Marne), puis M. MAURICE SCROMMANN (R.P.R., Nord) a présenté quelques critiques, restant en particulier sur la réforme pénalisant la mère au foyer. « Si, dit-il, dans une famille de cinq enfants, le père et la mère travaillent et gagnent total 700 F par mois, ils recevront le complément familial, ce qui est très légitime ; mais si, dans une famille de cinq enfants, la mère travaille et le père ne gagne que 600 F, le complément familial sera refusé, ce qui est véritablement scandaleux. »

Aller demande que l'on supprime le critère des ressources pour l'attribution du complément et plaide en faveur des veuves civiles chefs de famille. En aidées, elles sont, dit-il, nombreuses parmi les trois millions de veuves que compte notre pays. Mme EDELINE (P.C., Val-de-Marne) réclame l'indexation sur les salaires de toutes les prestations familiales et M. HENRIET (Ind.-Doubs) critique l'institution d'un plafond de ressources. Pour M. GUILLEBERT (Ind.-Loire-Atlantique) le critère des ressources est choquant et le plafond « est d'ailleurs maintenu ne peut se justifier qu'à la condition d'être global (que la femme travaille ou non). » M. MOREIGNE (P.S., Creuse) estime que la réforme va contre le principe de solidarité et lui reproche d'accroître le caractère d'assistance des prestations.

M. TOUSSI (gauche dém.) ne pense pas à l'inverse des orateurs précédents, que l'introduction d'un quelconque complément aux familles aisées puisse constituer une incitation efficace aux naissances. En revanche, les foyers modestes peuvent être incités par ce complément, mais 240 F par mois ne suffiront pas à les aider de façon suffisante.

Mme VELLU, ministre de la santé, remercie M. Toussier pour sa position « courageuse ». « Il est impossible, dit-elle, de supprimer le plafond de ressources sans privilégier servir les familles les moins aisées. » A M. Schumann, qui aurait voulu que l'on relève le complément des foyers où la femme ne travaille pas, elle répond : « L'exercice d'une deuxième profession occasionne des frais supplémentaires : il est possible que ceux-ci soient trop lourds pour certaines familles. Privée de la femme qui ne travaille pas ? Pour moi, cette position est dépourvue. Les mœurs actuelles sont telles que les jeunes filles prennent une décision plus ou moins marquée, rabandonnant ou le mariage, selon les occasions. »

M. SCROMMANN : « Je n'ai pas demandé qu'on favorise spécialement la femme qui ne travaille pas ; c'est l'égalité que je demande. » Si les femmes pouvaient réellement choisir, je suis certain que nombre de mères préféreraient se consacrer à l'éducation de leurs enfants. »

Le Sénat a notamment adopté un amendement de M. CLUZEL qui tend à permettre le versement d'une allocation différentielle aux familles dont les revenus dépassent légèrement le plafond de ressources. Ce texte a été adopté, par le ministre : 100 millions. Il a aussi voté avec l'accord de Mme VELLU, l'article additionnel suivant :

« Le gouvernement engage une étude en vue de définir les bases d'une politique globale en faveur des familles, tendant à compenser les charges familiales. »

Cette étude fera l'objet d'un rapport présenté au Parlement avant le 31 décembre 1978. »

Les sénateurs ont ensuite adopté sans la modifier le projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes. Ils ont, enfin, voté avec quelques modifications, le projet de loi aménageant la législation sur les économies d'énergie (rapporteur : M. PINTAT, ind.). Au cours de la séance de nuit, le Sénat a approuvé trois conventions internationales concernant le brevet communautaire européen. Ces projets tendant à assurer une meilleure protection de la propriété industrielle, avaient été rapportés par M. BOSSON (centre).

A G.



(Dessin de KONE.)

### Des divergences

En ce qui concerne les raisons de fond qui ont poussé à demander l'ajournement du projet européen, M. Chirac assure qu'il a préféré couvrir le risque de sembler porter atteinte à la cohésion de la majorité plutôt que celui de donner l'image d'un parti sans conviction, reliant l'un des principes fondamentaux de sa doctrine, celui de l'attachement à la souveraineté nationale. Il a la conviction qu'une attitude plus vigilante aurait pu écarter la dernière motion solide de la majorité.

Il est vrai que le débat sur l'élection du Parlement européen a été un peu dans tous les sens. C'est d'ailleurs pour cette raison que M. Chirac s'est obstiné à proclamer que le groupe parlementaire des gaullistes était « une majorité ». Les difficultés ne sont pas écartées pour autant. La discussion budgétaire du mois d'octobre peut fournir l'occasion de conflits que l'on énumère ainsi du côté R.P.R. : l'indemnisation des rapatriés ; les crédits pour l'agriculture, pour les affaires culturelles et pour la police.

Durant la période, difficile pour le R.P.R., qui vient de s'écouler, M. Chirac a enregistré avec satisfaction la modération des déclarations faites aussi bien par M. Soisson, secrétaire général du parti républicain, que par M. Leconte, président du C.D.S., bien que ce dernier ait été incité par

la fois pour désigner des candidats uniques dans un nombre de circonscriptions qui semble maintenant devoir être assez important, et pour organiser les élections primaires selon les principes du « pacte majoritaire ». Mais déjà, dans plusieurs départements, des « arrangements » sont en cours à la base, que les instances nationales n'auront qu'à entériner.

M. Chirac, qui compte mener une campagne très politique et très personnalisée et pratiquer un intense « ville à ville » durant les derniers mois avant le scrutin, va proposer, le 22 juin, un plan de législation pour les personnes âgées, traiter le 27 juin du problème de l'énergie, parler le 29 juin des classes moyennes à Royan. En juillet, il évoquera les problèmes des sports et des loisirs et les questions agricoles.

ANDRÉ PASSERON.



Cette commission serait composée de membres désignés par décret parmi les membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour de comptes. Ses décisions seraient susceptibles de recours devant le Conseil d'Etat.

Malgré l'avis contraire de M. Charles Bignon (P.R.), Mme Hélène Consani (P.C.) et M. Eugène Claudius-Petit (R.), la commission a suivi son rapporteur en prévoyant l'extension de publication et de diffusion de certains journaux et sonalages définis par la loi « dans les deux semaines qui précèdent le début ou le premier tour de celui-ci » [et] dans l'intervalle des deux

**Cour des comptes**  
Après avoir adopté un projet de loi, amendé par M. POYER (R.P.R.), et modifiant le recrutement autour de l'extérieur des conseillers référendaires de deuxième classe de la Cour des comptes. Ce texte supprime l'obligation de la licence en droit, porte le nombre des candidats à 100, et étend le recrutement aux magistrats de l'ordre judiciaire, aux professeurs ou maîtres de conférences titulaires de l'enseignement supérieur, aux membres de l'un des corps dont le recrutement est

**Indivision et indivision**

Les questions techniques de l'Etat et aux services des superieurs des armes et services.

L'Assemblée a également adopté le projet de loi de M. Foyer (R.P.R.) sur l'interdiction faite aux personnes malades d'être admises en indivision ou en communauté.

Le groupe socialiste a voté contre ce texte, dont la discussion a été renvoyée à un jour ultérieur.

M. DUROURE (P.S.) a demandé et obtenu une modification de l'ordre du jour.

non vendu dans les kiosques)

Offrir un dossier complet sur :

# LA FONCTION PUBLIQUE

Envoyez 15 francs (timbres ou chèque) ■ APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 93334 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Mme Rodriguez, MM. Dumas et Vigne, conseillers généraux communistes et M. Barreyre, conseiller général radical de gauche, tous administrateurs de l'Office public R.I.M. interdépartemental du 1<sup>er</sup> Région parisienne (M) les représentent respectivement les départements de la Seine, de la Seine-et-Marne, de la Seine-Saint-Denis et de l'Val-de-Marne) ont décidé mardi 14 juin de demander audience à M. Barrot, secrétaire d'Etat au logement, pour obtenir la mise en place immédiate d'une commission d'enquête chargée de faire passer sur la gestion de l'Office public de la région parisienne.

Le dossier est en vente à 15 francs 1 h.

**NISME**  
**AUX DEMANDENT UNE ENQUÊTE**  
**OFFICE PUBLIC D'H.L.M.**  
**N PARISIENNE**

A l'appui de leur demande d'audience, des élus écrivent notamment : « M. Rabourdin a enregistré la démission de son président, M. Rabourdin, pour raisons de convenances personnelles ».

« En l'absence de M. Rabourdin, la réponse va être faite à M. Barreire concernant l'indemnité versée à un cadre de l'Office, licencié. De même sans réponse toutes les questions posées par le rapporteur de M. le directeur de l'Office du 22 mars dernier à M. le président, relatives à l'absence de gestion et à l'irrégularité » dans la gestion de l'Office dont la presse s'est fait l'écho.

**URBANISME**

**PLUSIEURS CONSEILLERS GÉNÉRAUX DEMANDENT UNE ENQUÊTE  
SUR LA GESTION DE L'OFFICE PUBLIC D'H.L.M.  
DE LA RÉGION PARISIENNE**

Mme Rodriguez, MM. Dumay et Vigne, conseillers généraux communistes et M. Barreyre, conseiller général radical de gauche, tous administrateurs de l'Office public H.L.M. interdépartemental de la région parisienne (1) ils représentent respectivement les sections de l'Est, du Centre et du Sud-Ouest de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ont décidé mardi 14 juin de se réunir en audience à M. Barrot, directeur d'Etat au logement, pour obtenir la mise en place immédiate d'une commission d'enquête chargée de faire autorité sur la gestion de l'office public de la région parisienne.



Plus une approche des échéances électorales, moins l'école privée semble avoir d'adversaires déclarés. A gauche, à part quelques fausses notes, comme les déclarations de M<sup>r</sup> Jean Cornec, à Albi, le premier jour du congrès, les militants des parents d'élèves qui président, ont fait assaut de nuances et de prudence. Dans la majorité, ceux qui apporteront la plus voyante contribution à cette « liberté d'enseignement », sont ceux qui ont le plus peur de la perdre. Les catholiques, les protestants, les musulmans, les juifs, les bouddhistes, les hindouistes, les adeptes de toutes les religions, ont tous peur de voir disparaître leur école. Les communistes, les socialistes, les radicaux, les libéraux, les démocrates, les chrétiens, les juifs, les musulmans, les hindouistes, les bouddhistes, les adeptes de toutes les religions, ont tous peur de voir disparaître leur école. Les communistes, les socialistes, les radicaux, les libéraux, les démocrates, les chrétiens, les juifs, les musulmans, les hindouistes, les bouddhistes, les adeptes de toutes les religions, ont tous peur de voir disparaître leur école.

bable que le **\_\_\_\_\_** leur parattra  
 en réalité.  
 Interpellé jeudi 15 juin par  
 Ouest-France, M. François Mit-  
 terrand a fourni, sur la question  
 de l'enseignement privé, des ré-  
 sultats qui ne contredisent pas  
 notamment l'intérêt des contrats  
 d'association entre les établissements  
 privés et l'Etat. « Ces  
 contrats », déclare-t-il, « ont pris  
 une forme d'intégration de l'en-  
 seignement privé dans l'enseigne-  
 ment public », reconnaissant  
 cependant que les établissements  
 privés, qui ont signé ces  
 contrats, qui prévoient des « obli-  
 gations » pour les établissements,  
 peut faire une voie moyenne entre  
 la nationalisation et la dévotion  
 au secrétariat du P.S. insistant  
 aussi sur le fait que le programme  
 commun « édicte un dialogue », la  
 « mise en commun », la « néces-  
 sité d'association ». Enfin, répon-  
 dant à une question sur l'attitude  
 de M<sup>r</sup> Cornejo, M. Miterrand  
 rappelle que la « dévotion des  
 enseignants » n'est pas le « mé-  
 rite », mais qu'il y a eu « un  
 répudié, dans sa résolution finale,  
 tout esprit de revanche, de  
 spoliation et de monopole. La  
 question n'est pas de faire  
 des « tolérances ».  
 Le P.S. subit deux pressions  
 contradictoires. D'une part, à lui  
 est tenu compte de la « dévotion »  
 en tant que telle, mais il est  
 traditionnel qu'il contrôle le Syndicat  
 national des instituteurs et  
 qu'il ne laisse pas à la dévotion  
 nationale. Mais il doit aussi compter  
 avec les enseignants adhérents et  
 avec les enseignants non adhérents  
 qui plaçant la question des préoccupa-  
 tions. Pour ne pas couper les pre-  
 miers sans rebouter les seconds.  
 Le « mariage » n'est pas le « mariage »  
 et cet aspect, que l'attitude du maire

de la région de **Wals-les-Bains** (Loire-Atlantique), qui vient de se voir attribuer le crédit de 10 millions de sa ville (*Le Monde* du 17 juin), embarrasse les dirigeants du P.S.

Dans ce débat, les communistes sont plus à l'aise : la nationalisation de l'enseignement privé n'est pas de toutes les nationalisations, celle qui passionne le plus. Ils ont donc pu transposer dans ces organisations laques traditionnelles — contrôlées par des parents — et ont donc les conditions plus favorables.

Le 13 juin, **Mérelbach**, **M. Georges Marchais** a tenu des propos qu'un représentant de l'enseignement privé a jugés « très intéressants » et « On se peut attendre à ce que... »

Les travailleurs croyants et incroyants au changement démocratique et, d'un autre, sur le terrain de l'enseignement, créent des conditions nouvelles qui leur permettent de faire une union nécessaire (...). La mise en œuvre du programme commun ne sera pas autoritaire. Nous allons donc qu'il faudra décider, affronter les idées et agir avec brio, sans perdre de vue la réalité pour résoudre une question... Depuis le début de l'affaire Mérelbach, le C.G.F. avait manifesté une certaine attitude, une attitude qui était en général de l'enseignement catholique, on veut « faire la part de la technique éducative » et aboutir à une adoption, le langage du C.G.F. sur son sujet.

Réaction de ralliement à chaque pas, d'ici à mars 1973, la guerre scolaire, le gauchisme permissif, les déclarations de la gauche de se battre et de profiter le temps qui

pour améliorer la situation matérielle et légale de cet enseignement.

M. Guy Guermenn (député R.P.R. du Ministère) a déposé, mercredi 15 juin, sur le bureau de l'Assemblée nationale, au nom de ses amis de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, une proposition de loi qui tendrait à garantir à cette association, à ce moment de elle attirent son savoir de souplesse que celle-ci pourrait engager une lutte sévère sur ce point.

**Les propositions de M. Guermenn**

M. Guermenn veut faire adopter des mesures qui répondraient à ses revendications déjà anciennes de l'enseignement privé, mais qu'il y aurait intérêt à faire appliquer avant un changement éventuel de majorité. Au secretariat général de l'enseignement catholique, on se félicite de cette possibilité qui pourrait donner à l'enseignement catholique un statut plus officiel, lui conférer un rôle plus grand, lui donner plus de pouvoir; et d'ailleurs, l'enseignement ouvertement, par un débat public, au lieu de tenter de le faire, comme on le fait, dans l'ombre, par tous les moyens possibles.

Les principales propositions de M. Guermenn sont les suivantes: l'Etat à accorder, pour la première fois, — de l'Etat — d'équipement — des établissements privés notamment pour leur permettre d'acquiescer à la loi de 1959, les établissements technologiques obligatoires par la réforme Haby. Les autres propositions sont de modifier la composition de nomination, les établissements sous

contrat d'association. Actuellement, en principe, l'autorité académique peut refuser la nomination d'un professeur proposé par un chef d'établissement scolaire. Si une proposition de M. Guernier est adoptée, un recteur ne pourra plus refuser une nomination, sauf si le professeur ne figure sur une liste des priorités de reclassement.

En renforçant le pouvoir de nomination des chefs d'établissements privés, les partisans de l'école libre ont voulu protéger leur école contre la mainmise de l'administration — une fois la gauche au pouvoir — bloquer sans possibilité d'appel les pures et simples nominations et si l'on venait, dit-on, au secrétariat général de l'enseignement catholique, on veut dire revenir sur ce point, le laïcisme n'est pas la seule solution à un débat national. ■ ■ ■ Cherchons à évaluer qu'une liberté fondamentale puisse disparaître mine de rien. ■ ■ ■ M. Guernier connaît la situation de l'enseignement privé. ■ ■ ■ Les partisans de l'enseignement catholique ne veulent pas en quoi la gauche pourrait s'opposer à des mesures améliorant le sort d'une catégorie de travailleurs ■ ■ ■ ■ ■

Tandis que les dirigeants de l'enseignement catholique attendent la publication d'un décret sur le rapport ■ ■ ■ « Ce n'est pas un fest de vérité », ■ ■ ■ les partisans de la majorité rivale ■ ■ ■ ■ ■

■ ■ ■ Jean-Pierre Solson, secrétaire général de l'F.R., se souvient ■ ■ ■ ■ ■ assurer de son soutien ■ ■ ■ le lendemain M. Guernier ■ ■ ■ ■ ■ la proposition de loi. Bien décidés à entretenir pendant des mois le débat

[illegible]

«**Conclusions.** Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette querelle sociale, jamais terminée depuis dix-huit ans, le débat entre la gauche et la droite, la minorité et la majorité n'a plus que des conséquences sociales et politiques. Les uns, catholiques, se manifestent par leur dévouement à la cause sociale, mais, par suite, ils sont obligés de se sacrifier. Les autres, socialistes, veulent obtenir des avantages matériels, mais ils sont obligés de se sacrifier. Les uns, catholiques, veulent garantir pour l'avenir de la part de ceux qui n'ont pas proposé de se sacrifier.

**M. PAUL DIJOURD : le sport n'est pas un luxe.**

Jeunesse et le sport. M. Paul Djijou a adressé, jeudi 14 juin, aux présidents des associations sportives du département, un long et intéressant exposé sur le rôle du sport dans la vie de la jeunesse. Consistant de ce qu'il lui a paru le plus intéressant, il a voulu prolonger la manifestation par un prédictement. M. Djijou a dit qu'il n'est pas certain que la jeunesse de demain ne soit pas la même que celle d'aujourd'hui. Il a dit qu'il n'est pas certain que la jeunesse de demain ne soit pas la même que celle d'aujourd'hui. Il a dit qu'il n'est pas certain que la jeunesse de demain ne soit pas la même que celle d'aujourd'hui.

**FOOTBALL. — Le Paris-Saint-Germain Football Club** bénéficiera la saison prochaine de seize détaxes sur les matches disputés au Parc des Princes, au lieu de dix-sept précédemment. Le conseil d'administration a d'ailleurs partiellement accepté d'accorder aux amateurs de 1 200 000 francs à voter sur le montant de ces détaxes, afin de faciliter le recrutement du club.

**TENNIS. — La France** a été éliminée en quart de finale de la Coupe Davis par les Etats-Unis. La sélection internationale joua le 18 juin à Eastbourne. Elle a été battue 3-0 par les Etats-Unis.

avez-vous lu  
le numéro spécial  
SUR  
**le**  
**loisir**  
publié  
par l'éducation ?  
en vente chez votre  
marchand de journaux

[illegible]



# INITIATIVES DE LA MAJORITÉ Scolaire

Outre sa prise de position sur le projet de nationalisation de l'enseignement catholique et la dénonciation de la campagne de diffamation menée contre le cardinal Marty (le 17 juin), le conseil permanent de l'épiscopat a aussi publié un communiqué sur l'intégration des prêtres, religieux et religieuses à la Sécurité nationale (le 18 juin).

Rappelant que le choix d'un régime autonome, voté à l'Assemblée plénière en novembre 1974, a été précédé d'une « longue et minutieuse » réflexion, les évêques poursuivent : « Depuis lors, la loi sur la question s'est amplifiée. Les prêtres, les religieux et religieuses en France ont une responsabilité particulière dans la signification de ce choix. »

Le conseil permanent partage les préoccupations qui sont exprimées à propos des exigences de l'Église en matière de formation.

## Les évêques français réaffirment le « bien-fondé » de la solution envisagée pour l'intégration des clercs à la Sécurité sociale

De la société contemporaine. Il se veut solidaire de tous ceux qui aspirent à la pleine réalisation des finalités de la République. Il qui veut assurer à tous une justice dans la répartition des charges et la couverture des risques.

Il est convaincu de l'importance de la tâche que les prêtres, religieux et religieuses accomplissent dans la société. La majorité d'entre eux ont une activité professionnelle et regardent au travail. Il faut leur compte des sergitudes qu'imposent leur âge, leurs capacités financières, leurs exigences et des besoins de la société.

Le déclarant « nous à tout dialogue, à toute coopération complémentaire et à une évolution des formes de reconnaissance de nos services. »

### Nouveau concours d'admission directe en deuxième année

Ce concours s'adresse à des étudiants de formations diverses : scientifique, littéraire, juridique ou économique... I.E.P., Ecoles d'ingénieurs.

- possédant un diplôme de deuxième cycle de l'enseignement supérieur ou un diplôme admis en équivalence par l'École.
- ayant obtenu leur baccalauréat dans les cinq années qui précèdent leur présentation au concours.

Les épreuves comprennent :

**A l'écrit :**

- l'étude d'un dossier, — Un essai de gestion, — Une épreuve de langue, — Une épreuve d'option (mathématiques et statistiques, sciences juridiques, sciences économiques, sciences humaines).

**A l'oral :**

- Un exposé d'option (qui peut être la même qu'à l'écrit), — Une épreuve de facultative.

Date des inscriptions : 10 JUIN au 10 JUILLET.

Date des épreuves : 8 et 9 SEPTEMBRE à PARIS.

Le concours est ouvert aux candidats des études secondaires : Directeur des Concours, 1, rue de la Liberté 93300 SOUSY-EN-JOSAS. Tél : 366-80-00.

## RELIGION

### MORT DE Mgr ROUGE ÉVÊQUE DE NIMES

(De notre correspondant.)

Nîmes. — Mgr Pierre Rouge, évêque de Nîmes, est décédé d'une crise cardiaque le 10 juin 1977, à l'âge de soixante-sept ans. Mgr Rouge était originaire d'Alger, dans l'Algérie. Il avait été nommé évêque de Nîmes le 11 novembre 1971, succédant à Mgr Gaudin.

### JUSTIN MOISESCU EST ÉLU PATRIARCHE DE L'ÉGLISE ORTHODOXE ROUMAINE

La métropole de Moldavie, Justin Moiseescu a été élu patriarche de l'Église orthodoxe roumaine, le 12 juin, par le concile national de la religion orthodoxe roumaine. Il succède au patriarche Justinian, élu le 12 mars dernier.

Justin Moiseescu est né en 1910. D'abord professeur de théologie, il a été évêque de la région de Iași, puis archevêque de Bucarest. Il est un grand théologien, très connu dans le milieu ecclésiastique. Il ne cesse pas ses efforts pour la religion orthodoxe, avec lequel il a établi des rapports très étroits, notamment lors de l'effacement partiel de la vie musicale en 1968.

## AÉRONAUTIQUE

### LA SINAS DEVRA RÉDUIRE SES EFFECTIFS DE MILLE CINQ CENT CINQUANTE PERSONNES CETTE ANNÉE

Le plan de restructuration de l'industrie aéronautique, annoncé par le premier ministre lors du dernier Conseil des Ministres, aura des effets sur la Sinas. L'industrie aéronautique devra réduire ses effectifs de mille cinq cent cinquante personnes cette année.

### LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir  
assistant-réalisateur  
script-girl  
monteur-monteuse

Cours directs (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
Cours par correspondance (1<sup>re</sup> année théorique seulement)

**CLCF** 16, rue du Delta, 75009 Paris  
Tél. 874.65.94  
Documentation M sur demande

## La résistance des personnels du « Quotidien de la Réunion »

Les personnels du « Quotidien de la Réunion », qui occupent les locaux du journal, continuent à faire paraître le journal malgré le jugement du tribunal de commerce liquidant l'entreprise (le Monde date 12-13 juin), et malgré la saisie de la page-commissaire et les syndicats, ainsi que les représentants de divers groupes financiers susceptibles de prendre le contrôle du journal.

Pour sa part, le R.P.R. réunionnais a demandé, mercredi 15, que le journal soit fait « pour permettre le redémarrage du Quotidien », mais le journal marque une étape importante vers la poursuite de l'information en participant au développement et à la pluralité de l'information.

Lancé en septembre 1976, avec des petits capitaux financiers, le journal a beaucoup d'ambition. Le Quotidien de la Réunion souhaitait à l'origine l'information « bon bas » qui primait jusqu'alors, maintenant le Réunionnais a une actualité plus riche et séduisante. Après avoir eu l'existence, le bilan positif puisque plus de onze mille exemplaires ont été achetés le 10 juin.

Comme toutes entreprises de presse, le quotidien de la Réunion a des difficultés financières et n'a pu faire face à certaines échéances. Le vendredi 10 juin, le tribunal de commerce a rendu son jugement. Le journal, qui ajoutait : « Toute société qui dépense a besoin, »

## SCIENCE

### Y A-T-IL EU EN SARDAIGNE DES EXPLOSIONS NUCLÉAIRES SOUTERRAINES ?

ROME (A.F.P.). — Le journal Libero Garofali, journaliste du polygone de la Sardegna, a déclaré que des explosions atomiques souterraines ont été effectuées dans cette région.

Selon M. Angelo, président de la section sarda de l'Union, qui a porté plainte auprès de la justice, les autorités sardes ont enregistré par les sismographes de l'Institut de physique de l'Université de Cagliari, depuis janvier 1977, et qui avaient toutes pour épigraphe le périmètre militaire de l'installation, sont dues à des explosions souterraines.

avez-vous lu le numéro spécial sur le loisir publié par l'éducation ?

en vente chez votre marchand de journaux ou

2, rue Chauveau-Lagarde

5 F

## SPORTS

Le sport en France



Bière "33" Export.  
On peut rester actif après une bonne bière.

Quand on a soif, rien de tel qu'une bonne bière. Bien blonde, "33" Export est particulièrement désaltérante. On l'apprécie sur le terrain, mais on l'apprécie aussi quand on reprend son activité. "33" Export calme la soif et coupe les jambes.

Bière "33" Export. Une bonne bière avec moins d'alcool.

avez-vous lu le numéro spécial sur le loisir publié par l'éducation ?

en vente chez votre marchand de journaux





































## Cent mètres pour la petite histoire

L'autre écurie avait été, plus anciennement, plus glorieuse encore. C'était celle d'*Admiral Drake, My Love, Scorpelle, Vautour*, celle, surtout, de *Vautour*, à son propriétaire avait donné ce nom en utilisant l'anagramme de son propre : *Vautour*. Car la seconde écurie qui met en route sa effectif est, en effet, celle de *Suzy Vautour*, veuve et héritière de Léon, un des rois des Bonnevards des années 20 à 40. La décision n'est pas motivée, ici, par un *raisonnement* dramatique : grâce à *Dien*, *Suzy Vautour*, qui est l'amie de tous, se porte le *marché* de qui est en cause, l'usure de certains *groupes*, l'usure de *fontaines*, les *groupes* de *fontaines* de temps.

Ah ! le temps qui passe...

LOUIS DENIEL.

N.B. — Précision pour les lecteurs de l'hypothèse : le point d'arrêt est une poulie, à sécher, sans soit-elle, à une jeune fille. C'est une *jeune fille* que nous avions, à la semaine passée, le propos de...

## LA PATTE DU CHAMPION DU MONDE

[illegible]

**BLANCES** ■ : Rg2, Ff2 et h3  
Cq et L1  
**NOIRS** (5) : Rf3, Fg7 et di  
Cf7, Pg6.

Les Blancs jouent ■ gagnant

**DU PROBLEME** ■ 71  
■ SENECA

a Thèmes 6-1 n° 1556.

(Blancs : Fc4, Cf7, f8.  
Noirs : Pk5. Mat un alk.)  
1. b5 : c2. a5. a6. b3  
2. a7. : d4. (at 5, a8. b3)  
3. Rc7+! Dd8+? c6. Dd4+!  
Dx(4)!... m-d. g4. g5. g6. g7.  
Sf1. b5 : c2. Rg7!... a5, b4  
4. a5. b5. a7. a8. a2-D. T mat  
Superbe réalisation de l'Exécutoire  
blanc et noir soulevé dans une posi-  
natura orthodoxe.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

## LA CASCADE INTERROMPUE

Qu'est-ce que l'entente ? 10 ♠  
trèfle, quelle est la meilleure façon  
de jouer TROIS SAUTS ATOUT ?  
Quelle est la manche qui pourrait  
être gagnée contre toute défense ?

Notes sur les enchères :

Sud, avec 19 points d'honneur  
et 3 points de distribution, aurait  
pu ouvrir de 2 ♠ a, mais il est  
également correct d'ouvrir de  
1 ♠ a.

Sur la répétition de 4 ♠ 3, Sud  
a un délicat problème. En  
tournoi par paires, il faut dire  
« 3 SA » et tourner par quatre  
« 4 ♠ ». Sur fait, Farahat déclara  
« 4 ♠ ». En 3, 3 et 2 Pariente,

**Réponses :**

Avec un double arrêt en Est dans trois couloirs, il semble impossible de faire 3 SA, et pour-  
[ ] le petit chelem est sur sa table en tirant as et roi de trèfle ! Sur le second trèfle, Est qui a déjà jeté un cœur, quit cependant et fait toute case, qu'il défusse main-  
[ ] tenant, permet de libérer une des trois couleurs de Nord-Sud. Il suffit de donner une levée dans la couleur de sa seconde défusse.

Supposons qu'il sacrifie un aspire cœur (presque que Sud a, lui aussi, sacrifié un cœur). Alors Sud jette un carreau et donne un cœur à Est pour en attracher quatre. Il a maintenant une levée et trouve sa douzième en saqueant Est à pique et carreau sur le dernier cœur.

On dit qu'un coup est à « cartes blanches », quand les quatre jeux sont égaux, c'est les qu'on appelle les « doubles mort ». Mais, dans la réalité, les mains adverses sont cachées, et l'analyse n'est plus la même car ■■■■ tenir compte de plusieurs possibilités au lieu d'une seule.

Le jeu typique normal, surtout en tournoi par paires, était « 3SA ». Ses chances de réussite, en prenant toutes les précautions utiles, étaient d'environ 90 %, mais il était pourtant infaisable. En revanche, à cartes blanches, il est facile de trouver la solution.

♠ 8 5 4  
♥ A 6  
♦ R 10 8 7 6 4

♠ 92      S      ♠ A D 5  
 ♣ 10 9 8 4      ♠ R 7 5 3 2

♠ A R D 6  
 ♥ B D 10 3 2  
 ♦ V 3  
 ♣ A 6

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Parahat	X.	Pariente	Y.
1 ♥	passé	2 ♦	passé
2 ♣	passé	3 ♦	passé
3 SA	passé	passé	passé

1000

## RUSH SUR VICHY

Le coach-entraineur de la Pentecôte, plus de 20 ans, est un homme de 1,70 m, 65 kg, brun, cheveux noirs, yeux bleus, nez droit, lèvres fines, menton carré, sourcil épais, oreilles petites, dents blanches, dents serrées, dents droites, dents saines, dents fortes, dents dures, dents solides, dents résilientes, dents élastiques, dents souples, dents agiles, dents vives, dents alertes, dents attentives, dents conscientes, dents conscientes de leur présence, dents conscientes de leur rôle, dents conscientes de leur responsabilité, dents conscientes de leur destin, dents conscientes de leur avenir, dents conscientes de leur présent, dents conscientes de leur passé, dents conscientes de leur identité, dents conscientes de leur unicité, dents conscientes de leur valeur, dents conscientes de leur importance, dents conscientes de leur utilité, dents conscientes de leur nécessité, dents conscientes de leur existence, dents conscientes de leur vie, dents conscientes de leur mort, dents conscientes de leur éternité, dents conscientes de leur immortalité, dents conscientes de leur divinité, dents conscientes de leur sainteté, dents conscientes de leur gloire, dents conscientes de leur honneur, dents conscientes de leur réputation, dents conscientes de leur renommée, dents conscientes de leur prestige, dents conscientes de leur autorité, dents conscientes de leur pouvoir, dents conscientes de leur influence, dents conscientes de leur impact, dents conscientes de leur effet, dents conscientes de leur résultat, dents conscientes de leur succès, dents conscientes de leur victoire, dents conscientes de leur triomphe, dents conscientes de leur gloire, dents conscientes de leur honneur, dents conscientes de leur réputation, dents conscientes de leur renommée, dents conscientes de leur prestige, dents conscientes de leur autorité, dents conscientes de leur pouvoir, dents conscientes de leur influence, dents conscientes de leur impact, dents conscientes de leur effet, dents conscientes de leur résultat, dents conscientes de leur succès, dents conscientes de leur victoire, dents conscientes de leur triomphe.

	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	KIENWU#	P(OUDINE	H 4	76
2	N+EPHOEM	PROBESSE	G 6	77
3	IDIIARI	MDIFIAL (a)	13 G	88
4	KCUREAU	(L)ACK (b)	12 L	88
5	KU+OSTU	SOUTHERU (c)	4 C	76
6	SLVSEBO	SORE	O 13	89
7	RELV+RLT	VELET (d)	3 J	71
8	NU+REKII	MLIDES	14 A	84
9	RESOSOR	ROSSER	O 1	30
10	K+DALULN	HAN	P 10	31
11	-VWRAUAD	VAUDRAI	D 4	38
12	-ARILCUE	EXCLURA	E 3	68
13	V+RIDETS	EXCLURALT	E 3	68
14	DEGST+AS	DEASTES	8 J	41
15	-UEKREASE	KESU	A 12	78
16	-HENS+KIT	ASCHETTES (f)	15 E	88
17	ACLEPFG	POQUAT-IG	E 1	38
18	EM+OJGEM	JOSE	C 2	26
19	Fin de la partie			
20	fin de voyelles.			
21			TOTAL	919
22				
23				
24				
25				
26				
27				

Le dictionnaire de référence ■ ■ P.L.I. (Petit Larousse Illustré). Les cases horizontales sont désignées ■ un numéro de 1 à 15; les cases verticales, par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Un tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat ■ tirage présente à être rejeté, l'une des voyelles ou les consonnes.

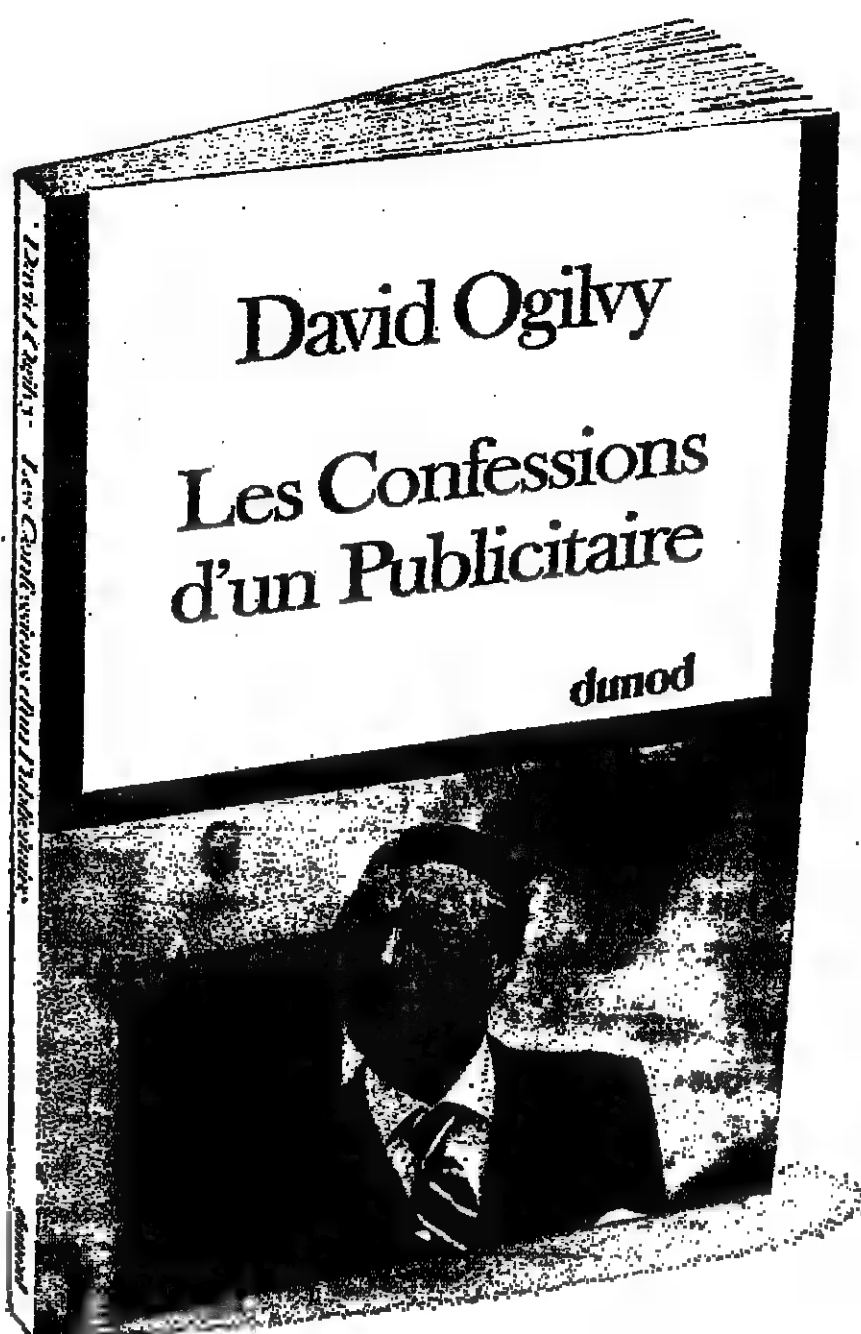
**Solution proposée :** plus  
450 points. Les deux meilleurs  
solutions seront primées par  
L'Express (nouveau dictionnaire  
à 70 pages) et le magazine  
*français typographe* et *populi-  
tous* deux éditions chez Larousse.  
En cas d'*ex æquo*, il y aura tirage  
au sort.

**PENTASCRABBLE**  
de [redacted] (Bruxelles)  
Il s'agit de faire le maximum  
de points avec cinq tirages suc-  
cessifs de sept lettres, le premier

**LOTO facile**

[illegible]





## Tous ses secrets sont dans ce livre

Personne n'a convaincu autant de monde d'acheter autant de produits que David Ogilvy. Cet Ecossais — qui fut un temps "chef" à Paris — a fondé une agence de publicité, Ogilvy & Mather, devenue en 1976 la cinquième agence mondiale. Ce livre révèle comment il y parvint, comment y parvenir, explique pourquoi "Time" a dit de David Ogilvy qu'il est "le génie le plus sollicité de la publicité".

Les révélations contenues dans *Les Confessions d'un Publicitaire* sur la stratégie et les techniques pour la réalisation d'une grande publicité sont sans prix pour celui qui a :

1. Un produit à vendre.
2. Une idée ou un service à promouvoir.
3. Le désir de réussir dans la publicité.
4. L'envie de connaître l'histoire étonnante d'un Ecossais prudent et plein d'esprit, "pauvre, inconnu et débordant d'énergie" qui a battu tant de publicitaires américains sur leur propre terrain.

Raymond Rubicam, fondateur de l'agence Young & Rubicam, définit ce livre comme étant "le livre le plus vivant sur le monde de la publicité".

Léo Burnett a dit : "Ogilvy ne cache rien et révèle avec une générosité sans bornes les secrets de son talent, de son savoir et de son expérience".

Fairfax Cone, de Foote Cone & Belding, parle des *Confessions* comme du "livre le plus amusant sur le monde de la publicité. Il est à la fois plein de sagesse et d'esprit".

Rien d'étonnant à ce que *Les Confessions d'un Publicitaire* aient déjà été vendues à plus de 800.000 exemplaires.

Depuis la première publication de ce livre à New York, le chiffre d'affaires d'Ogilvy & Mather a été multiplié par 16 — et David Ogilvy est revenu travailler en France.

### Comment un ancien cuisinier devint riche.

Il y a 45 ans, David Ogilvy était l'un des 37 "chefs" de l'Hôtel Majestic à Paris, et cuisinier du Président de la République. Quand il créa son agence de publicité à New York, les Américains s'interrogèrent : "Que peut connaître un Ecossais de la publicité ?" Il en savait plus qu'eux. Aujourd'hui,

Ogilvy & Mather emploie 4000 personnes et possède des agences dans 28 pays dont une en France.

David Ogilvy avoue :

*A Oxford, j'ai perdu mon temps. J'ai été renvoyé. Et je le méritais. Pendant les 17 années qui suivirent, alors que mes amis devenaient médecins, avocats, fonctionnaires ou politiciens, j'ai parcouru le monde à la recherche de l'aventure, sans but précis.*

*Lloyd George avait été le héros de mon enfance, et j'avais l'espoir d'être un jour Premier Ministre. Mais, fait, je me suis finalement retrouvé à la tête d'une Agence sur Madison Avenue ; mes revenus de clients dépassent aujourd'hui ceux du Gouverneur de la Majestic.*

### Comment procéder.

C'est plus qu'un livre sur la publicité, écrit par l'un des six membres vivants de l'American Advertising Hall of Fame. C'est un livre écrit par l'homme qui dit aux entreprises comment devenir toujours plus grandes. C'est une bible de techniques qui ont fait leurs preuves — basées sur une vie de recherche — et qui servira à quiconque veut créer de la publicité efficace.

C'est l'une des histoires les plus intéressantes que l'on ait jamais lues sur un iconoclaste plein d'esprit et téméraire qui, parti de rien, se retrouva à New York à la tête de l'une des agences les plus florissantes.

Il n'existe aucun autre livre sur la publicité qui ait révélé autant de précision ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter — tout cela basé sur l'expérience personnelle. Et aucun autre livre ne l'a révélé avec cette autorité, cette habileté et ce degré d'humour. Tout ce que vous voulez savoir sur la publicité est dans ce livre, et est écrit avec un souci constant de vérité.

### Quelques exemples types.

- Comment gagner des budgets et comment éviter d'en perdre.
- 11 conseils pour faire de bons spots télévision.
- 10 questions à se poser avant de changer d'agence.
- 8 moyens pour tester votre publicité — pourquoi il est important de tester.
- 10 règles pour réussir dans une agence.
- 11 commandements qui peuvent stimuler votre créativité.
- 11 commandements qui conduisent à une bonne publicité.
- Le danger de privilégier des "promotions" au détriment de la publicité.
- 10 règles pour écrire de bonnes accroches publicitaires (le succès d'une annonce dépend, à 80%, de l'accroche ; cinq fois plus de gens lisent l'accroche que le texte).
- Le seul cas où il est possible d'arrêter de faire paraître une bonne annonce.
- 29 mots qui renforcent l'impact d'une accroche.
- Mots émotionnels qui peuvent renforcer une accroche.
- 10 règles fondamentales pour écrire un bon texte.
- 15 recettes pour illustrer des annonces et des affiches.
- Pourquoi les photos font plus vendre que les illustrations.
- Comment la publicité peut faire noncer à l'achat d'un produit.

- L'ingrédient magique qui pousse le lecteur à lire votre annonce.
- Ce qu'a dit Ogilvy à un prospect qui ne lui accordait que 15 minutes pour "vendre" son agence.
- Pourquoi une agence ne doit jamais accepter un budget qu'elle ne peut permettre de réaliser.
- 9 choses qu'un client doit faire pour tirer le meilleur parti de son agence.
- 17 façons de rendre plus lisible un texte long.
- 11 commandements sur la publicité des produits alimentaires.
- 7 conseils à un publicitaire pour atteindre le sommet en publicité.
- 6 principes concernant la publicité pour les produits pharmaceutiques.
- L'énorme succès du message publicitaire qu'écrivit Ogilvy pendant son sommeil.
- 7 recettes pour des vacances reposantes, l'importance des vacances.
- 10 suggestions aux chefs de publicité (pourquoi une calvitie prématurée peut être un avantage, etc.).
- Pourquoi il est plus facile de faire de la publicité pour les nouveaux produits que pour les anciens (et comment faire pour donner un aspect nouveau aux anciens produits).
- 11 moyens d'améliorer les annonces sur le tourisme.
- Les 2 mots les plus forts à utiliser dans une accroche.
- La publicité corrompt-elle les journalistes ?

## Les confessions d'un publicitaire

par David Ogilvy.

dunod















## ARTS ET SPECTACLES

## Musique

## Les détours d'Alban Berg

Lyrique femme, fatale suite

par DOMINIQUE JAMEUX (\*)

Une assistance nombreuse était présente, le dimanche 11 juin, au Théâtre des Champs-Élysées, pour le premier concert du cycle « Suite lyrique » organisé par l'IRCAM dans le cadre de « Passages du vingtième siècle ». Pierre Boulez en assure personnellement la direction, entouré des musiciens de l'Ensemble intercontemporain et de solistes, d'une palette de

musiciens. Depuis le dimanche 19 juin, toujours aux Champs-Élysées, 18 « Concerto de chambre » de Berg et le « Pierrot lunaire » de Schoenberg sont retransmis en direct sur France-Musique (le samedi 17 juin sera diffusé en différé le SAT. D'ici là, deux parti-

tions de Berg, la « Suite lyrique » (donnée ce vendredi 17 au Théâtre de la Ville et à l'Opéra de Paris) et le « Concerto de chambre » de Berg et le « Pierrot lunaire » de Schoenberg sont retransmis en direct sur France-Musique (le samedi 17 juin sera diffusé en différé le SAT. D'ici là, deux parti-

« Parfois vous dites aller à Prague, descendez dans chez ma belle-sœur et son mari ! » C'est ce qu'il a dit un beau matin de mai 1935 Alma Mahler, alors mariée à Franz Werfel, à Alban Berg, alors que le compositeur s'apprêtait à gagner la capitale tchèque pour participer au jury de la SIMC. Berg a horreur des voyages — son épouse à Bayreuth, en 1909, pour voir enfin Parsifal, est une véritable succession d'accidents : la trépan, le lit étranger, les attentions, les vents coulés. À Prague, il séjourne donc chez le couple Hanna et Herbert Fuchs — Robertin, et s'enchaîne de leur hospitalité, ainsi que le compagne de leurs deux enfants, Munzo (sept ans) et Dorothée (trois ans). Sa femme Hélène ne l'accompagne pas : comme d'habitude. On sait qu'on doit à ces solitaires éloges et à l'« officielle » entente des deux époux la belle correspondance qu'on connaît. Berg a alors quarante ans. C'est quasi l'année de la création de Wozzeck. Il ne lui reste plus que dix ans à vivre : dix années de l'œuvre jouée et impossible qu'il se soit un jour. Hanna, amour fou dans son immédiateté, sa complétude, son obscurité, amour impossible, car la rupture des mariages respectifs est inévitable, et Prague n'est pas à Vienne. Combien de fois Tristan rencontre-t-il Isolde ? La merveilleuse citation du « Tristano » de Wagner, le 12 juin de la Suite lyrique (1935), prend aujourd'hui sans bouleverser : Berg sait qu'il n'est de réalisation possible de cette passion nocturne que dans la mort un jour. La musicologie américaine a ainsi emprunté récemment les notes de la Detective story. George Perle, biographe soviétique du compositeur, a découvert

l'existence de cette liaison en retrouvant aux États-Unis Dolores Fuchs — Robertin, qui dédit la correspondance que Berg échangeait avec sa mère. Le secret avait été bien gardé. « Un crime parfait », titre le New York Times du 27 mars dernier. Mais l'information biographique n'éclaire pas seulement d'un jour nouveau la personnalité du musicien : elle oblige à reconsidérer entièrement la Suite lyrique. On pouvait présenter jusqu'à ce jour à cordes, qui exemplifie et accomplit la synthèse propre à Berg entre les forces de la passion et celles de la raison, et qui réalise ce miracle d'un style absolument rigoureux pour chanter l'expressivité la plus déchirante, représentait un drame en miniature, une expérience lyrique sans précédent : Adorno parlait ainsi de l'œuvre. Or Berg a transmis en cadeau à Hanna Fuchs une partition annotée qui fait de la Suite lyrique comme un cryptogramme systématique de la passion partagée. Les quatre initiales de leurs noms, en notation allemande, forment une cellule de quatre notes qu'on retrouve partout dans l'œuvre, notamment au début de l'« Allegro » — cette musique de jazz et de fantaisie. De même, Berg a attribué le chiffre 10 à Hanna (?), le chiffre 23 étant « le sien » tout au long de sa vie et jusqu'à son jour de sa mort, le 23 décembre 1935 (Ernst Alban Berg) : toutes les indications métronomiques et le nombre de mesures de chaque partie sont des multiples de 10 ou 23. Le second mouvement, andante amoroso, a trois thèmes : celui d'Hanna et de ses deux enfants. Et ainsi de suite. C'est qu'il s'agit de se présenter par le chiffre et le système de la fascination du vide

et de la mort. L'obsessionnelle veut comme conjuration l'apathie au désordre (le Concerto de chambre offre semblable économie). Le règlement systématique des sens de l'œuvre s'oppose à la perte possible du moi. Dans une lettre belle et désespérée à Hanna Fuchs d'octobre 1931, en plein travail de Lulu, Berg expose sa cruauté : qu'elle se laisse abuser par l'image qu'il est forcé de donner de lui-même : un compositeur arrivé, fêlé, et installé au sein d'un environnement familial heureux, et la supplie de voir quel est le véritable Alban : quel-que-chose qui a traversé auprès d'elle son identité. « Du bist mein Eigen », (« Tu es mon moi propre »). La seconde des citations utilisées dans la Suite lyrique est empruntée, on le sait, à la Symphonie lyrique d'A. von Zemlinsky, et c'est le baryton qui dans cette œuvre chante, dans une atmosphère exotique, exotisme et abstraction, cette double citation : que l'âme, que le corps de l'âme (il) deviennent fatigués du sien propre : éternel retour à Tristan.

Et à Lulu. Le second opéra de Berg sera présenté à l'Opéra, en 1978, dans une version enfin intégrale : avec son troisième acte, l'histoire de la chute de Tristan vers les enfers. L'œuvre n'est pas possible ici d'exposer en détail le dossier de la Vollendung (achevement) de l'opéra, qui agit Vienne actuellement. Partisans (d'ailleurs) et adversaires (la fondation Alban Berg) s'opposent. Techniquement, Berg a laissé une telle quantité de matériel (seule l'orchestration n'était pas partiellement achevée en 1935)

qu'un musicien habitué à cette musique peut terminer entièrement l'œuvre. C'est d'ailleurs déjà fait, pour l'essentiel, par le compositeur autrichien Friedrich Cerha. À partir de là, les arguments juridiques, moraux et esthétiques s'échangent. Nous ne retiendrons pour notre part que les derniers : Lulu, figure mythique de l'ascension sociale par la séduction de Thäma (Gardist), puis (Die Bienen der Pandora) de la déchéance sociale par accablément de l'humanité et même son libre-arbitre final — Lulu paye son meurtre : « Ne me laissez pas plus longtemps mentir votre amour », crie-t-elle à Jack — « Je sens des deux panneaux de sa vie, sorte de figure en miroir à la Kraus que sépare l'histoire médiane de l'acte médian, où tout bascule en même temps qu'une partition écrite aussi en Spiegelbild (miroir), jeu infini de vertiges mélodiques, guidée de l'identité comme le signe publicitaire chez Lacan, devant, impossible, le portrait de Thérèse jeune, témoin comme chez Wilde de la déchéance de celle-ci. Figure épiques d'opéra (la figure tragique, précise bien Berg, est celle de la comtesse lesbienne Geschick), mais surtout parce qu'elle ne supporte plus d'assister seulement les hommages amoureux de tous, mais pas l'absence d'un seul. Contraintement aux apparences, elle est dans son malheur plus forte, plus lucide, plus autonome en tant que femme dans le troisième acte que dans le premier. Ne serait-ce une clé pour saisir cette étrange fascination qui semble emporter, ces années actuelles, les imaginations vers ce mythe ?

\* Directeur de la revue « Musique en Jeu », spécialiste d'Alban Berg.

## PRIX ET BILAN DE LA SAGEM

Le compositeur Georges Auric a été réélu pour un an à la présidence du conseil d'administration de la SAGEM, au cours de l'assemblée générale annuelle de cette société, qui a eu lieu le 16 juin à Paris. La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique a, d'autre part, dressé un bilan positif pour l'année 1976. La SAGEM a enfin décerné ses prix annuels aux compositeurs Jean Rivier, Jean Wischniewsky, Emmanuel Nunes, Solange Ancona, Philippe Manoury et Antoine Duhamel. La chanteuse Marie-Paule Belle a reçu le prix Odette-Vergues. D'autres distinctions ont également été accordées aux chanteurs Jean-Michel Carré, Pierre Jacob, au parolier Alain Souchon et au compositeur Laurent Voulky.

● ERRATUM. — En raison d'une erreur de transmission, la liste des lauréats au concours de flûte du Conservatoire n'a pas été donnée dans l'ordre exact. La voici donc. Premiers prix : Pierre Rouiller, à l'unanimité, Patrick Simon, Diane Frossard, Catherine Camille-Bourne et Jean-Bernard Plays.

— Deuxièmes prix : Pascal Rameau, Amick Bonaventura et Jean-Bernard Plays.

● Concours de composition (direction Bernard) : premiers prix, François Bégar, Dominique Druart, deuxième prix, Michel Thibault.

ELYSEES CINEMA VO - USC DANTON VO - GRAND REX - USC GODELIER - 3 MURAT - METRAGE - MAGIC CONVENTION - METRAGE. Périphérie : ANTEL CROIX - ANTEL Bussy - BARREFOUR Paris - ANTEL Muret - ALFA Argenteuil - FRANCAIS Engien - 621 St-Germain - GUYARD Versailles - VELIZY - ANTEL Carheil - CERGY Pontoise - VAX Nanterre - FRANCAIS Sarcelles

COLLINE - PEARLFLIM PRESENTENT

## LE PONT DE CASSANDRA

"THE CASSANDRA CROSSING"

CAST: DOMINIQUE MONTEY, RICHARD HARRIS, MARTIN SHAW, G.J. SIMPSON, LONNEL STANDEN, ANTONIO TROISI.

MUSIQUE: MICHAEL KATZ.

PRODUCTION: MICHAEL KATZ.

DISTRIBUTION: MICHAEL KATZ.

MARIGNAN PATHÉ, IMPÉRIAL PATHÉ, QUINTETTE, 14 JUILLET PARNASSE, 14 JUILLET BASTILLE

à Voir à Revoir!

## LA FIANCÉE DU PIRATE

un film de NELLY KAPLAN

CAST: CLAUDE MAROVSKY présente.

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

AU MUSÉE GUIMET : PROGRAMMEŒUVRE XIV

de BANCQUART PHILIPPOT PROKOFIEV F. B. MACHE

par L'OCTUOR de PARIS

Direction : BORIS DE VINOGRADOW

6, place LUNDI 20 JUIN

8 21

Prix des places : 15 F. Réduction : étudiants, Faso - Alpha, Copier - Crous, 7 F. Ouverture du guichet de vente le soir même au Musée Guimet dès 20 h. 30

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRÈTES ET DES COMPOSITEURS

ELISA VIDA MIA

SAISON 1977-1978

CONVENTION

TRAVAIL



Union  
Sec.  
mees  
r; Ete  
DUTY.











## SOCIÉTÉ

## DÉFENSE

### UN SÉNÉGALAIS BLESSÉ À STRASBOURG

#### La chasse au colporteur

De notre correspondant

Strasbourg. — Un colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, vingt-six ans, vient d'être condamné à l'incarcération de quinze jours pour tentative d'assaut armé. Sa victime, M. Aladjé Gueye, vingt-cinq ans, se trouve encore dans un état grave à l'hôpital civil.

Lundi dernier, à 18 heures, le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### « Petite crapule algérienne »

Le 3 juin dernier, vers 16 heures, un garçon de quinze ans, M. Abdelkrim Z., rentre dans un magasin Monoprix de Nanterre (Seine-Saint-Denis). M. Abdelkrim Z. est un jeune homme d'origine algérienne, âgé de quinze ans, qui a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### Le « repas » de la vieille dame

Nous avons reçu le témoignage d'un de nos lecteurs, qui nous relate l'histoire d'une vieille dame, M. Abdelkrim Z., qui a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### L'ASSISTANCE PUBLIQUE : un problème difficile

Interrogée par nos soins, la direction de l'assistance publique nous a répondu que le problème de l'assistance publique est un problème difficile, qui nécessite une attention particulière. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### MÉDECINE

#### UN CENTRE DE FERTILITÉ EST INAUGURÉ À PARIS

C'est en l'honneur de M. Michel Bouillon, ministre délégué à l'Économie et aux Finances, de la Loire, qu'a été inauguré, le mercredi 15 juin, le Centre de fertilité qui dirige les docteurs Pierre Simon, Vincent Lottre et Bernard Achard. Les buts de ce centre, consacré à la recherche et à la pratique de la médecine de la fertilité, sont de permettre aux couples qui ont des difficultés de concevoir, de bénéficier d'une assistance médicale et d'un accompagnement psychologique.

### LISEZ

Le Monde des Philatélistes

### UN SILENCE MILITAIRE

Sanctionné par soixante jours d'absence, le capitaine M. Amar Benabdellah, commandant la 10<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de marine, a été condamné à l'incarcération de quinze jours pour tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### Une enquête du commandement

Dans une lettre en date du 10 juin, le capitaine Bouy, commandant la 10<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de marine, a été condamné à l'incarcération de quinze jours pour tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### Dans l'état actuel, un gouvernement de gauche ne pourrait réduire le service à six mois

estime M. Louis Baillet (P.C.)

Au cours d'un débat sur le service militaire, M. Louis Baillet, député communiste de Paris, l'un des principaux animateurs de la commission de la défense du P.C.F., a déclaré que dans l'état actuel, un gouvernement de gauche ne pourrait réduire le service à six mois.

## JUSTICE

### Non-lieu pour un pseudonyme

M. Emile Cabé, juge d'instruction à Paris, a rendu, le 10 juin, une ordonnance de non-lieu en faveur de M. Alain Bobbio, accusé de tentative d'assaut armé. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### Verneuil-sur-Seine : dix-sept manifestants au tribunal des référés

Dix-sept manifestants ont comparu au tribunal des référés de Verneuil-sur-Seine, le 10 juin, pour contester l'ordonnance de non-lieu en faveur de M. Alain Bobbio. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.

### LE PREMIER MINISTRE EN VISITE AU CAMP MILITAIRE DE MAILLY

M. Raymond Barre, premier ministre, a effectué, le 10 juin, une visite au camp militaire de Mailly, où il a rencontré les soldats et les officiers. L'original du crime a été commis dans un appartement du quartier de la gare, où le colporteur sénégalais, M. Didier Biepp, âgé de 26 ans, a été arrêté par la police de la ville pour tentative d'assaut armé.







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### Le rééquilibrage du commerce extérieur sera-t-il retardé par la stagnation des exportations ?

Le redressement du commerce extérieur est un élément déterminant pour la stabilisation du franc, et par conséquent pour la lutte contre l'inflation. Le résultat du mois de mai est à cet égard encourageant, a déclaré, jeudi 15 juin, M. André Rossi, ministre du Commerce extérieur, commentant les résultats de mai qui valaient d'être rendus publics : déficit de 441 millions de francs après correction des variations saisonnières (voir nos éditions d'hier).

« Les importations de pétrole brut restent très élevées. Ceci s'explique en partie par les stocks effectués vers la fin de l'année 1976. On peut donc s'attendre, ajoute M. Rossi, au cours des prochains mois, à des importations de produits pétroliers plus importantes qu'actuellement. » En fait, les chiffres de mai traduisent un plafonnement des ventes comme des achats. Pour les importations, cela s'explique : au-delà d'une conjoncture économique dépressive, qui ralentit les achats des entreprises françaises à l'étranger — par un net ralentissement des achats d'énergie. Ceux-ci ont représenté 5,3 milliards de francs en mai (dont 4 milliards de francs pour le seul pétrole) comme en avril dernier, contre plus de 6 milliards par mois de novembre 1976 à janvier 1977. Ce qui prouve que les achats de la fin de l'année dernière étaient excessifs par

rapport aux besoins et s'expliquaient notamment par le désir des importateurs de s'approvisionner en pétrole avant la hausse des prix de l'OPEP. Le niveau des importations actuelles est le même qu'au début de l'été 1976. En revanche, les importations de produits agricoles et alimentaires restent très élevées : 4,4 milliards de francs en mai contre 4,3 milliards de francs en avril et 4 milliards de francs seulement par mois au début de l'année 1976. Cette forte hausse des importations (47 %) s'explique beaucoup plus par une poussée des prix que par une croissance des volumes achetés. Ainsi, au début de 1976, le prix des produits agricoles achetés à l'étranger (céréales, légumes, fruits) représentait 480 millions de francs par mois contre maintenant 850 millions à 1 milliard mensuels.

Le bon résultat global du commerce extérieur en mai ne doit pas dissimuler un phénomène qui pourrait être inquiétant s'il se confirmait : celui d'un plafonnement des exportations aux alentours de 25 milliards de francs par mois. Celui-ci s'explique presque complètement par un recul des ventes françaises vers les pays de la C.E.E. : Belgique, Pays-Bas, Grande-Bretagne, Italie, rend qui confirme la médiocre conjoncture en Europe. Toutefois les exportations de la France continuent de progresser vers les autres pays industrialisés ainsi que vers les pays de l'Est et de l'Océf.

## ÉNERGIE

### Le cartel de l'uranium

(Suite de la première page.)

Il a affirmé que la création du cartel avait été une réponse aux tactiques « prédatrices » de l'industrie et du gouvernement américains, et il a demandé au président Carter de faire respecter l'entente de la sous-commission. L'existence de cartel n'est pas une nouveauté. Mais c'est la première fois, semble-t-il, qu'un des membres reconnait en avoir fait partie. L'entente aurait été conclue en 1972 entre la France (société Uranex), la Canada (Énergie Atomique), l'Australie (BHP), la Grande-Bretagne (Rio Tinto Zinc), les États-Unis (société Gulf Oil) et l'Allemagne. Plusieurs de ces pays auraient été représentés par des responsables officiels (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre 1976).

Les participants se seraient réunis pour se partager le marché et élever le prix (déjà très bas) de l'uranium naturel en hausse encore. Ce faisant, ils auraient voulu réagir contre la politique menée par l'Occident, qui veut que les producteurs américains de centrales nucléaires prennent commande de charges de combustibles pour des livraisons ultérieures, mais n'achètent pas l'uranium correspondant. Faute de acheter le prix de l'uranium ne cessait de baisser.

Westinghouse paie maintenant très cher cette politique. Le prix de l'uranium est passé depuis 1972 de 6 dollars la livre à une quarantaine de dollars. Westinghouse, qui avait passé commande, pour des centrales nucléaires, de 25 millions de dollars de combustible, se trouve maintenant obligé de payer 100 millions de dollars à Westinghouse. Les États-Unis, si des accords semblables intervenaient avec les autres producteurs d'électricité, il en coûterait quelque 700 millions de dollars à Westinghouse.

Westinghouse est directement intéressée par la mise en évidence d'un cartel de l'uranium dirigé contre elle. C'est, à ses yeux, une justification pour ne pas livrer des éléments combustibles au prix fixé et ne pas avoir trop à payer aux sociétés d'électricité, ses clients. — J.-L. L.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● La Société mécanique et textile de l'Arèche va déposer son bilan. — Cette société employait deux cent quatre-vingt salariés à Saint-Pierre-les-Autels, et appartient au même groupe que les Ateliers roannais de construction textile qui ont connu de graves difficultés (le Monde du 26 avril 1977). L'annonce de ce dépôt de bilan a soulevé une vive émotion dans la région, déjà très touchée par le chômage.

### Etranger

● Aux États-Unis, la production industrielle a augmenté de 1,1 % en mai, l'indice s'établissant à 137,8 (base 100 en 1967). En un an, par rapport à mai 1976, la hausse atteint 6,3 %. Après le recul de 0,8 % en janvier, la production avait progressé de 0,8 % en février, 1,5 % en mars et 0,8 % en août. — (A.F.P.)

### Tiers-monde

● Prêt international à la Côte d'Ivoire. — Un prêt de 140 millions de dollars, soit environ 35 milliards de francs C.F.A., a été accordé à la Côte d'Ivoire par un consortium bancaire international dont le chef de file est la Citibank américaine. Le prêt sera utilisé pour le financement partiel d'importants projets de développement économique.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Fr. suisses	Fr. français
1 semaine	4 7/8	3 1/4	4 1/4	1 5/8
1 mois	5 1/4	3 3/4	4 3/4	2 1/4
3 mois	5 1/2	3 1/2	4 1/2	2 1/2
6 mois	5 1/2	3 1/2	4 1/2	2 1/2

### EXPRESSION ORALE : PARLER NE SUFFIT PAS

Il faut, aussi, savoir écouter. Et regarder. Être à l'aise dans son corps. C'est tout cela aussi qu'on appelle « communication ». Mais ce n'est d'improvisation. Au contraire. Nos stages de formation vous en convaincront. INSTITUT D'EXPRESSION ORALE/Hubert Le Faal. 20, cité Trévise, PARIS — Tél. : 770-20-03. Nous recevons volontiers vos lettres, de 10 h à 21 h.

## SYNDICATS

### La plate-forme de la C.F.D.T. Un projet plus irréaliste que le programme commun déclare le R.P.R.

Le secrétariat du R.P.R. a publié le 15 juin une longue déclaration dans laquelle il dénonce les dangers de la « plate-forme de revendications et d'objectifs immédiats » que vient d'adopter le conseil national de la C.F.D.T. (le Monde des 14 et 15 juin). Cette plate-forme, estime le R.P.R., « témoigne à la fois de la volonté de surenchère [de la C.F.D.T.] et de sa tentation pour l'aveuglement ».

« Ignorant totalement les réalités d'une économie mondiale en crise, le R.P.R. ne peut que constater l'inefficacité de l'économie française. Mais ceci importe peu à une centrale syndicale qui veut étendre ses moyens de revendications et de contrôle, mais refuse d'assumer aucune responsabilité de gestion. Il n'est même pas sûr que la liberté individuelle des travailleurs y trouve son compte. Car tous les mécanismes émis seraient placés sous le contrôle direct ou indirect des organisations syndicales ».

Le R.P.R. conclut : « A ceux qui croient pouvoir espérer que la transition vers le socialisme se fera dans la paix sociale et l'unité de la coalition socialiste, la plate-forme de la C.F.D.T. apporte un démenti sévère. Cette centrale syndicale marque nettement qu'elle ne renonce pas à la lutte, mais à la surenchère revendicative. D'autre part, le conflit serait inévitable entre sa vision utopique et anarchique de la société et les conceptions centralisées et étatiques qui inspirent les communistes ».

échanges extérieurs, la multiplication des comités, la gestion des entreprises nationalisées par des conseils d'ateliers et d'entreprises, l'augmentation des moyens financiers et des compétences des comités d'entreprises, l'imputation sur le temps de travail des heures consacrées à la discussion au sein de l'entreprise, la création de comités locaux de l'emploi saisis de toutes les demandes de licenciement, ne pourraient que ruiner l'efficacité de l'économie française. Mais ceci importe peu à une centrale syndicale qui veut étendre ses moyens de revendications et de contrôle, mais refuse d'assumer aucune responsabilité de gestion. Il n'est même pas sûr que la liberté individuelle des travailleurs y trouve son compte. Car tous les mécanismes émis seraient placés sous le contrôle direct ou indirect des organisations syndicales ».

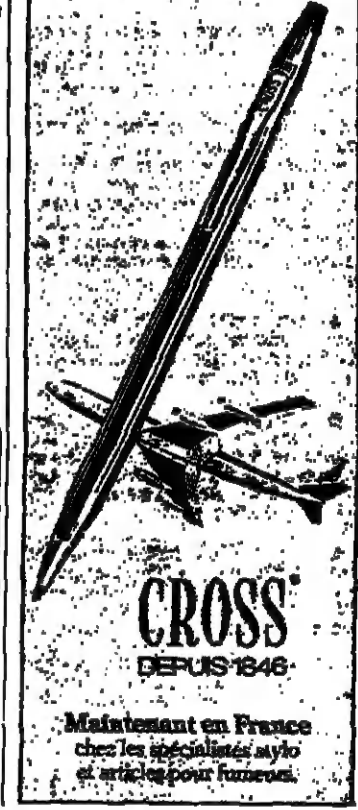
Le R.P.R. estime que la C.F.D.T., qui entend promouvoir l'augmentation du salaire, est en fait un courant de pensée : celui du syndicalisme anarchique qui, au siècle dernier, n'a jamais pu dépasser le stade de la théorie. A l'heure actuelle, dans une économie complexe, ouverte aux

## CONVENTIONS

### PRÉRETRAITE : L'ALLOCATION MINIMALE SERA DE 1.414,50 FRANCS

L'accord du 13 juin signé par le C.N.F.P. et les F.M.E. d'une part, et l'ensemble des organisations syndicales, d'autre part, qui permet aux salariés âgés de plus de cinquante ans, de cesser leur activité en recevant une indemnité équivalente à 70 % de leur salaire brut antérieur ne sera appliqué qu'après l'adoption définitive de la signature d'une convention entre l'UNEDIC et l'État. Le conseil d'administration de l'UNEDIC (caisses de chômage complémentaires) examinera, à la fin de ce mois, les conditions de l'équilibre financier du régime ; il ne semble pas que, dans l'immédiat, un relèvement des cotisations (2,20 % des salaires, payés à 88 % par les employeurs et 12 % par les salariés) soit nécessaire. L'allocation accordée aux salariés qui demanderont à bénéficier du nouvel accord sera au minimum de 1.414,50 francs par mois — et non 1.144,50 francs comme une erreur d'information nous l'a fait croire dans « le Monde » du 15 juin — et au maximum de 20.106 francs. Une fois connue la date réelle d'application, les salariés intéressés devront remettre leur démission à leur chef d'entreprise et adresser un dossier spécial, rempli conjointement avec l'employeur, à leur bureau local des ASSÉD (et non à l'UNEDIC).

### Une ligne... une classe internationale.



### M. SÉGY : un progrès.

La C.G.T., qui doit, à son tour, présenter lundi 20 juin son « programme d'action » pour les mois à venir a commenté, jeudi 15 juin, par la voix de son secrétaire général la plate-forme revendicative de la C.F.D.T. M. Georges Ségy a déclaré à France-Inter que cette plate-forme « constitue un progrès et se traduit par un rapprochement avec les positions que la C.G.T. a toujours défendues ».

### INTER-ARABE

Production turque et technique. Traduction assemblée. Interdiction, accompagnement photographique, dactylographie, calligraphie. INTER-ARABE 12, rue Vauveau, 75007 PARIS Tél. : 555-47-56 — 705-82-33 Téléc. 220044 P 77025

### MISE AU POINT

Les Agences de Recouvrement de Créances, sans aucune distinction, font l'objet depuis de nombreux mois, d'une campagne systématique de dénigrement, par voie de presse, écrite ou parlée.

La Chambre Syndicale Nationale des Agences de Renseignements Commerciaux et de Recouvrement de Créances, fondée en 1925, tient donc à préciser qu'elle regroupe les seules agences qui ont accepté de se soumettre aux strictes exigences de ses statuts — véritable code de déontologie de la profession — tant en ce qui concerne, l'honorabilité, la moralité, les compétences professionnelles que les garanties financières.

Ces Agences, qui emploient un nombreux personnel spécialisé (cadres de haut niveau) acceptent de recouvrer, notamment à « forfait », toutes les créances non contestées, même celles d'un faible montant, sans demander de provision. Le créancier n'a à payer, ni frais de justice, ni commission, ni honoraires d'avocat, en cas de non récupération, par suite de l'insolvabilité ou de la disparition du débiteur.

Par la formule dite de « Précontentieux » ou à « l'amiable », ces Agences donnent également aux créanciers une possibilité de recouvrer, moyennant une somme très modique, un nombre important de leurs impayés.

La CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES AGENCES DE RESEIGNEMENTS COMMERCIAUX ET DE CREANCES se doit de procéder à cette mise au point, en insistant sur l'importance du rôle de ses membres dans l'Economie Française — reconnue depuis des décennies — et se doit de conseiller aux créanciers de se montrer particulièrement vigilants dans le choix de leurs mandataires.

Elle confirme, condamner sans réserve, toutes pratiques illégales auxquelles peuvent se livrer, non seulement les individus ou officines qui s'occupent de recouvrement de créances sans offrir aucune garantie, mais également les personnes exerçant cette activité dans le cadre de professions strictement réglementées.

Communiqué de la Chambre Syndicale Nationale des Agences de Recouvrement de Créances, 32, rue Edmond-Muiron, 75001 Paris, 1977.

## AFFAIRES

### ISTHMO-ATLANTIQUE N'EST PAS SUR LA « LISTE NOIRE » IRANIANNE

L'Isthmo-Atlantique n'a pas été inscrit sur la liste noire des autorités iraniennes, a déclaré, jeudi 15 juin, le P.D.G. de ce groupe, M. Pierre Loygue, qui a effectué un voyage de trois jours à Téhéran. Le retard de deux ans dans la livraison de la centrale nucléaire de 1.000 MW du barrage Shah Kahriz est dû, selon M. Loygue, à une erreur d'appréciation de la qualité des sols par les ingénieurs-consultants étrangers. Le conseil d'administration de la société américaine, qui a été placée mercredi sur la liste noire iranienne, ne pourra pas poursuivre la construction de la centrale pendant quelques jours dans le système de paiement à l'achèvement des travaux livrés par Isthmo-Atlantique. Les travaux doivent être repris aussitôt que possible. Les ingénieurs iraniens demanderont toute la puissance demandée au début de juillet.

### LES ARTISANS DEMANDENT UN TEXTE COMPLÉMENTAIRE À LA LOI ROYER

Le nombre des entreprises d'artisans a augmenté l'an dernier de 770 000 en 1976 (796 000 (+ 3,4 %)) ; celui des artisans a atteint 80 000 contre 78 000 en 1975 (+ 2,6 %), a indiqué M. Francis Combe, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers, lors de la réunion de cet organisme le 15 juin. Pour autant que les professionnels estiment que la loi d'orientation « Royer » ne suffit plus, ils réclament une loi complémentaire visant notamment à faciliter l'accès à l'installation d'un artisan, à élaborer un statut des artisans agricoles, à diminuer les droits d'inscription sur les listes de fonds de commerce et à réduire les taux de T.V.A. M. Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, a annoncé à l'Assemblée que le projet de loi réformant l'apprentissage serait présenté au Parlement avant la fin de la session actuelle.

À propos de l'harmonisation des régimes fiscaux des artisans, M. Combe a précisé que les centres de gestion agréés qui versent aux artisans de bénéficiaire d'un abattement fiscal de 10 % se voient réduits à plus attractifs, et que les plafonds qui fixent les conditions d'adhésion à ces centres seraient portés de 300 000 F à 450 000 F pour les prestataires de services et de 1 million à 1 500 000 F pour le négoce, enfin le taux de l'abattement fiscal consenti aux adhérents de ces centres serait augmenté.

M. Pierre Weil a été élu, jeudi 15 juin, président du Conseil national de la publicité. L'assemblée générale avait précédemment élu les sept autres membres de ce conseil d'administration.

**SUISSE**  
VILLARS-SUR-OLLON  
altitude 1.300 m  
**A VENDRE**  
dans domaine privé avec environnement protégé  
**APPARTEMENTS DE LUXE**  
dans  
**CHALET TYPIQUE**  
de 5 à 10 appart. seulement  
**VUE PANORAMIQUE**  
Crédit 80 % sur 20 ans à taux fixe  
S'adresser au constructeur  
**IMMOBILIER DE VILLARS**  
Case postale 62  
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON  
Tél. 028/31039 et 32206



# ÉCONOMIE

## MARCHÉ COMMUN

Pour relancer l'investissement industriel

### La Commission européenne souhaite emprunter 5,6 milliards de francs

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Engager résolument la bataille de l'investissement productif en dotant la Communauté de moyens d'intervention plus puissants, telle est la politique que la Commission européenne invite les gouvernements membres à entreprendre. Cet appel fera sans doute l'objet d'un débat approfondi lors du prochain conseil européen, les 29 et 30 juin, à Londres.

La Communauté, sans prétendre se substituer aux entreprises et aux États, peut utilement prendre sa part de ce combat. Ainsi, la Commission voudrait être autorisée à émettre sur le marché des capitaux des emprunts à long terme dans la limite d'un plafond d'un milliard d'unités de compte (5,6 milliards de francs). Ces emprunts seraient placés sur le marché par tranches successives, au moment des plus propices en fonction des projets à financer. Une fois ces crédits ainsi rassemblés, la Commission souhaite concentrer ses interventions sur trois secteurs : l'énergie, en particulier les « énergies nouvelles », les industries en mutation (sidérurgie, textile...) et l'infrastructure régionale.

Le produit de ce nouvel emprunt communautaire viendrait s'ajouter aux autres moyens d'intervention dont dispose la Communauté pour contribuer à la modernisation de son appareil productif.

Les prêts de la Banque européenne d'investissement (B.E.I.), soit pour l'instant environ 1 milliard d'unités de compte par an (5,6 milliards de francs), M. Ortoli a noté que l'on pourrait également envisager un renforcement des moyens de la B.E.I. par exemple par une augmentation de son capital, de telle manière qu'elle puisse accroître ses interventions de quelques centaines de millions d'unités de compte par an.

Les prêts de la CECA, à savoir encore environ 1 milliard d'unités de compte par an (5,6 milliards de francs).

Les prêts qui seront fournis par les banques européennes de 500 millions d'unités de compte (2,8 milliards de francs), auquel les Neuf viennent de donner le feu vert.

Les crédits budgétaires qui sont distribués sous forme de subventions par l'intermédiaire du Fonds régional, du Fonds social ou du Fonds agricole.

Au total, ce sont donc environ 5 milliards d'unités de compte (28 milliards de francs), qui, sous des formes diverses, pourraient être affectés chaque année à cet effort d'investissement que la Commission veut susciter et coordonner.

En admettant qu'elle réussisse à convaincre les gouvernements membres, s'en suit-il une chance d'obtenir l'adhésion des syndicats ? Ceux-ci, qui vont avoir

l'occasion de s'exprimer sur ce thème lors de la prochaine conférence tripartite (gouvernements, employeurs et travailleurs), le 27 juin à Luxembourg, ne lui reprocheront-ils pas de réserver ses faveurs, et son argent, à l'industrie, mais de négliger ce qu'ils considèrent comme l'essentiel, à savoir la réduction du chômage ? M. Ortoli a écarté cette critique. Il est vrai, a-t-il admis, que l'investissement industriel ne crée pas forcément beaucoup d'emplois, mais « il ne faut pas s'arrêter à la pure apparence ; c'est à côté de l'industrie et par elle que se créent les emplois ».

PHILIPPE LEMAITRE

## A L'ÉTRANGER

### LE CONSEIL DU GATT DONNE RAISON AU JAPON DANS L'« AFFAIRE ZENITH »

(De notre correspondant.)

Genève. — Convoqué d'urgence pour examiner les conséquences possibles de l'affaire Zenith, le conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a approuvé les conclusions du groupe spécial de travail qui avait donné raison au Japon. À la suite d'une plainte de la firme américaine Zenith Radio Corporation, le tribunal des douanes américain avait frappé de droits compensateurs le matériel électronique japonais importé aux États-Unis (le Monde des 8 et 11 juin). Le gouvernement américain a fait appel, et a demandé une procédure d'urgence contre l'arrêt du tribunal des douanes. Dans un communiqué publié le 16 juin à Genève, le conseil du GATT s'est déclaré « profondément préoccupé par les lourdes implications de la décision du tribunal américain et par ses conséquences sur les négociations commerciales multilatérales, et le système de l'accord général lui-même ». Le conseil a décidé de suivre la question de très près et de la maintenir à son ordre du jour, dans l'attente des suites qui seront données à l'appel du gouvernement américain. Il n'est pas exclu que le GATT envisage des sanctions. Les Communautés européennes, solidaires du Japon, ont fait savoir au conseil du GATT que si leurs exportations étaient à leur tour frappées de droits compensateurs, elles ne résisteraient pas passives et feraient appel à d'autres procédures.

L.V.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## COMPAGNIE NAVALE WORMS

50, boulevard Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>

### EMPRUNT DE 60 000 000 DE FRANCS en 400 000 obligations à taux progressif de 125 F convertibles en actions

Prêt d'urgence : le prêt, soit 125 F par obligation.  
Jouissance : 1<sup>er</sup> juillet 1977.  
Intérêt annuel : 10 % du 1<sup>er</sup> juillet 1977 au 30 juin 1981, 10,50 % du 1<sup>er</sup> juillet 1981 au 30 juin 1985, 11 % du 1<sup>er</sup> juillet 1985 au 30 juin 1989.  
Taux de rendement actuariel brut au 15 juin 1977 : 11,30 % (en cas de non-conversion).  
Amortissement : En sept ans au maximum, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1982, soit par tirage au sort, à des prix progressifs chaque année de 130 F à 134,75 F, soit par rachat au Soudeur.  
Conversion en actions : A tout moment, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1978, à raison d'une action de 100 F nominal pour une obligation.  
Souscription des obligations : 1) Réserve par priorité aux actionnaires, du 15 au 25 juin 1977 inclus, à raison de trois obligations pour quatre actions possédées, quelle que soit la date d'acquisition de ces actions ; 2) à quatre ou au multiple de quatre immédiatement après ; 3) ouverte au public à partir du 29 juin 1977 pour toutes les obligations non souscrites par les actionnaires.  
Lieux de souscription : Banques Worms et Banque nationale de Paris, ainsi que Banque de Madagascar, des Comores, B.M.D.I., océan indien, Banque de l'Indonésie, Banque Demachy S.A., Banque générale du Bénin, Société africainne de banque, Société financière des mutualités du Mali - SOFIMAM.  
B.A.L.O. : du 15 juin 1977.  
Note d'information : Visa OOB n° 77-75 du 7 juin 1977.



## COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Les actionnaires, réunis en assemblée générale ordinaire, le mercredi 15 juin 1977, sous la présidence de M. Ambroise Roux, ont approuvé les comptes de l'exercice 1976.  
Le résultat net des opérations courantes s'établit à 115 535 147 F, contre 103 400 000 F pour l'exercice 1975. L'essentiel de ce résultat est constitué par les revenus du portefeuille, qui interviennent pour 103 600 000 F contre 100 810 000 F en 1975.  
Il a été décidé, après affectation à la réserve spéciale de plus-values à long terme d'une somme de 1 million 300 344 F :  
— De limiter l'accroissement de la distribution, conformément aux recommandations des pouvoirs publics, en fixant le dividende unitaire de l'exercice 1976, non pas à 30 F, montant supérieur de 15,5 % à celui de l'exercice précédent correspondant à une distribution globale de 100 850 500 F, que les résultats auraient permis d'effectuer, mais à 26,40 F, montant supérieur de seulement 8,25 % à celui de l'exercice précédent ;  
— De mettre en report à nouveau la différence de 1,60 F en vue de l'ajuster au dividende de l'exercice, qui pourra être mis en distribution, au titre de l'exercice 1977.  
Pour les actionnaires bénéficiaires de l'avoir fiscal, le revenu global correspondant au dividende à effectuer en 1977, s'établit ainsi à 27,00 F, soit 18,40 F pour le dividende proprement dit, et 8,60 F au titre de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal).  
Le coupon n° 23, correspondant au 23 sera payable à compter du 30 juin prochain.  
Dans son allocution, le président Ambroise Roux a tout d'abord donné connaissance des résultats consolidés du groupe C.G.E. pour l'exercice 1976, qui ont plus que doublé d'une année à l'autre.  
Globalement, ils s'établissent, en effet, à un peu plus de 300 millions de francs contre 141 millions de francs pour 1975, la part du groupe étant de 109 à 228 millions de francs.  
Le cash-flow, qui est également en fort accroissement à 805 millions de francs contre 686 millions de francs, a permis d'autoriser les investissements à hauteur de 80 % contre 58 % en 1975, en dépit du niveau record de ceux-ci en 1976.  
En ce qui concerne l'exercice en cours, le président Ambroise Roux a tout d'abord indiqué que le chiffre d'affaires réalisé et les commandes enregistrées par les sociétés contrôlées du groupe étaient en progres-



## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

### ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

Cotée depuis le 28 juin 1976 à la Bourse de Paris, la Société Générale procédera prochainement à une nouvelle attribution d'actions gratuites, la deuxième en moins de quatorze mois.

Conformément aux propositions du conseil d'administration, le collège des actionnaires a décidé de donner à la répartition aux actionnaires, au titre de l'exercice 1976, la forme d'une attribution d'actions gratuites (2 actions nouvelles, jouissance 1-1-1977 pour 25 actions anciennes) destinée à renforcer le capital de la banque. Cette attribution porte sur un montant correspondant à la somme distribuée comme dividende au titre de l'exercice 1975.

L'opération ainsi réalisée répond à la nécessité, dans la conjoncture actuelle, de renforcer les moyens d'action de la Société Générale afin de maintenir son potentiel de croissance, mais tout en poursuivant une politique favorable aux actionnaires.

Le public trouvera dans l'action Société Générale une valeur boursière sûre lui offrant l'occasion de participer au développement d'une entreprise nationale dynamique. Sur la base du cours actuel de 200 F, l'action capitalise moins de 3,5 fois le bénéfice net estimé consolidé du groupe Société Générale en 1976, hors intérêts minoritaires.

À la suite d'une prochaine réunion d'information, destinée à la presse et aux analystes financiers, M. Maurice Laure, président du conseil d'administration, fera le point sur les résultats 1976 et les perspectives de la Société Générale.

## BANQUE NATIONALE DE PARIS AUGMENTATION DE CAPITAL

Dans sa séance, du 31 mai 1977, le collège représentant les actionnaires de la Banque nationale de Paris, après avoir approuvé les comptes et le bilan arrêtés au 31 décembre 1976, a décidé d'affecter une somme de 322 500 000 F aux réserves, portant ainsi à un total de 1 383 582 500 F. Le montant des fonds propres de la B.N.P., y compris la provision pour inversions, s'élève de ce fait à 2 020 millions de francs en progression de 336 millions de francs.  
Le collège a ensuite décidé de porter le capital social de 500 millions de francs à 822 500 000 F par l'incorporation d'un montant de 322 500 000 F prélevé sur les réserves et correspondant à la distribution de dividendes, qui auront pu être versés au titre de l'exercice 1976.  
Cette augmentation de capital sera réalisée par la création de 645 000 actions nouvelles de 100 F nominal, portant l'augmentation du 1<sup>er</sup> janvier 1977, qui seront attribuées gratuitement aux actionnaires — ou aux cessionnaires de leurs droits — à raison de 3 actions nouvelles pour 25 anciennes.  
Les opérations matérielles d'attribution de ces actions débiteront des la première quinzaine de juillet, date à laquelle seront cotées les actions existantes ainsi que les actions nouvelles.

Dans sa séance du 31 mai 1977, le collège a par ailleurs autorisé le conseil d'administration de la B.N.P. à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la limite d'un montant maximum de 1 milliard 300 millions de francs à prélever sur la réserve de réévaluation qui sera constituée en application de l'article 61 de la loi du 29 décembre 1976 et du décret du 1<sup>er</sup> juin 1977 relatifs à la réévaluation des immobilisations non amortissables, et complémentarément sur les réserves actuelles.



## FACTOFRANCE HELLER

L'assemblée générale ordinaire de Factofrance Heller, convoquée le 6 juin 1977, a approuvé les comptes de l'exercice 1976, qui se soldent par un bénéfice net après impôts de 4 256 253 F, contre 3 331 055 F pour l'exercice précédent.  
Tenant compte des recommandations gouvernementales, elle a décidé la distribution d'un dividende net de 5,90 F, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 3,40 F, soit un revenu global de 9,30 F par action (9,75 F en 1975).

Le rapport du conseil fait apparaître que, poursuivant sa progression, le chiffre d'affaires net de l'exercice 1976 est en hausse de 20 % par rapport à l'exercice précédent et s'est élevé à 1 231 000 000 F, contre 1 021 000 000 F en 1975.

Factofrance Heller est un établissement financier spécialisé dans l'affacturage (factoring) et la confirmation de commande (confirming). Son capital est de 15 millions de francs, réparti entre la Compagnie Financière Suez (33 %), la Crédit Industriel et Commercial (17 %) et Walter E. Heller Overseas Corporation (50 %).

## S.I.M.N.O.R.

L'assemblée générale, tenue le 10 juin, sous la présidence de M. Hervé Deryn, a approuvé les comptes de l'exercice 1976 et décidé la distribution, à compter du 1<sup>er</sup> août, de 10 500 000 F aux 1 500 000 actions, soit : coupon 34 E 2 F escompté, il est distribué 10 500 000 F à la réserve légale et 1 497 120 F à la réserve des plus-values à long terme. Il est reporté à nouveau 221 000 F. L'assemblée générale a renouvelé les mandats d'administration de M. Paul Desmasure et de la Compagnie d'Assurances La Mondiale.  
Dans son allocution, le président a souligné l'excellent taux d'occupation des appartements (98 %) et a rappelé que 23 appartements de Tournefort et Boulaux avaient été vendus en 1976 à des prix largement supérieurs à leur valeur comptable. Il a déploré par contre la situation préoccupante des bureaux et commerces situés en région parisienne, qui ne représentent heureusement que 3,3 % de l'actif de la société et a affirmé sa volonté de poursuivre sans relâche les efforts entrepris pour aboutir à une évolution favorable de cette situation qui conduirait inévitablement à une amélioration sensible du dividende. Le président a insisté enfin sur les aspects positifs de la situation financière : une dette obligataire n'excédant pas 35 millions de francs, un total d'immobilisations inscrit au bilan pour 211 millions de francs, mais dont la valeur réelle est largement supérieure.

## legrand

Pour les cinq premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est élevé à 458 millions de francs, en augmentation de 30 %, à structure comparable, sur celui de l'exercice précédent.  
Pour la même période, les exportations consolidées ont progressé de près de 80 %.  
Au total, les ventes des deux derniers mois de l'année et de ses filiales ont dépassé pour la première fois, le milliard de francs. L'objectif que la direction générale avait prévu pour 1976, au cours d'un colloque financier tenu à Paris, sera ainsi atteint dès 1977.  
C'est donc en un peu plus de dix ans que le groupe aura quintuplé son chiffre d'affaires avec, il est vrai, l'appoint de nouvelles filiales.

desirez-vous recevoir gratuitement les Rapports Annuels des sociétés françaises cotées en Bourse parmi les plus dynamiques ?

retournez le bon ci-dessous à la

**cedif**  
19, av. Victor-Hugo  
75116 Paris

M. ....  
Adresse .....

est intéressé par la proposition de la Cedif.

Le présent avis est publié uniquement à titre d'information

Mai 1977

## ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO

Turin (Italie)

Institution de droit public fondée en 1563

US-\$ 30 000 000

Crédit financier international à moyen terme

organisé par

Singer & Friedlander AG

Crédit Agricole (CNCA)

Nagrafin Bank Limited

Nederlandsche Middenstandsbank N.V.

et accordé par

Crédit Agricole (CNCA)  
Hungarian International Bank Limited  
Landesbank Schleswig-Holstein Girozentrale  
Nederlandsche Middenstandsbank N.V.

F. van Lanchoet Bankiers (Curacao) N.V.  
Landesbank Rheinland-Pfalz Girozentrale  
Nagrafin Bank Limited  
Oesterreichische Volksbanken-Aktiengesellschaft

Singer & Friedlander AG

Agent

SINGER & FRIEDLANDER AG



## lordex SDR de Lorraine

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 25 MAI 1977

Le bilan au 31 décembre 1976 totalise 887 millions de F contre 880 millions de F au 31 décembre 1975, soit une progression de plus de 0,8 %.  
Les produits bruts sont passés de 8,9 millions de F à 11,1 millions de F, soit une augmentation de 24,7 %. Après amortissements, provisions et impôts, le résultat net s'établit à 2 390 millions de F contre 1 543 millions de F en 1975. Bien que ce résultat soit en augmentation de 54 %, le conseil a proposé de maintenir le dividende au montant de 1975.  
Cet accord a été motivé d'une part par la conjoncture, qui implique la mise en réserve de sommes importantes, et par l'augmentation de 25 % du capital social à des deux tiers du capital social qui passe (le 15 juin 1977) de 25 à 31 millions de F.  
En conséquence, le dividende global distribué est de 12 F. Il est mis en paiement depuis le 6 juin 1977 contre remise du coupon n° 23.



Orly Sud : 13.30 H.

PARIS-LE CAIRE-TEHERAN.

Lundi - Vendredi.

Reservation : 225.99.06+

Orly Sud : 13.30 H.

PARIS-LE CAIRE-TEHERAN.

Lundi - Vendredi.

Orly Sud : 13.30 H.

PARIS-LE CAIRE-TEHERAN.

Lundi - Vendredi.



LES MARCHÉS FINANCIERS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTION

Le 26 juin 1976 à la Bourse de Paris, la Société Générale procédera prochainement à la distribution d'actions gratuites, la dernière année de quatorze mois.

PARIS

Nouvelle avance

La séance de jeudi n'a pas été beaucoup plus active que les précédentes. Le marché a toutefois poursuivi son avance, confirmant ainsi les meilleures dispositions qu'il a eues depuis plusieurs jours. Bien que la progression des cours se soit un peu ralentie, le nombre de hausses a encore été deux fois supérieur à celui des baisses. L'indice des opérateurs s'est principalement concentré sur la construction électrique, où la vedette a été tenue par la C.O.E. L.M.T. et surtout les Téléphones Éricsson, dont la cotation a dû être retardée en raison du déséquilibre entre l'offre et la demande. Par ailleurs, les valeurs de bâtiment et d'alimentation. Ailleurs, la tendance a été plus irrégulière. Bref, les différents indices ont encore gagné d'un peu plus de 0,50 %, ce qui, d'un mois à l'autre, porte la hausse moyenne des valeurs françaises à près de 8 %.

LONDRES

Calme

Après les vifs replis des deux séances précédentes, le cours du marché a été très calme.

NEW-YORK

Légère reprise

Le flot des ventes bénéficiaires qui a été pesant sur le cours mercredi s'est quelque peu assoupli.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**C.A.F. - CHIMIE - AMERICAN CYANAMID.** — La filiale des Charbonnages de France vient de conclure un accord avec la C.A.F. pour la distribution exclusive d'une nouvelle production de charbonnage synthétique de sa fabrication en Amérique du Nord (Canada, Mexique). La commercialisation de ce produit, un distillat polymérique, se fera sous la marque *Monocarb* et sera destinée aux usages industriels.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 166 17/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

100 yens 60 1/8

BOURSE DE PARIS - 16 JUIN - COMPTANT

VALEURS	% du coupon	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
100	100	100	100	100	100	100	100	100			



## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. LES ELECTIONS EN ESPAGNE

4. AFRIQUE  
— RÉPUBLIQUE SUD-AFRI-CAINE : anniversaire à Soweto.

4 à 6. DIPLOMATIE  
— La visite de M. Brejnev en France.  
— La conférence de Belgrade.

### 6. ASIE

8 à 11. POLITIQUE  
— Les travaux parlementaires.  
— M. Chirac veut intensifier la préparation des élections.

11. ÉQUIPEMENT  
— AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : M. Fourcade précise sa politique dans les villes nouvelles.

12. ÉDUCATION  
— Les paradoxes de la querelle scolaire.

### LE MONDE DES LIVRES

PAGES 15 à 22

— Questions d'aujourd'hui : vols, notre ami...  
— Finistère de la table : la grande cuisine.  
— Jardinage, clin d'œil à Hippocrate : Jous : Philatélie.  
— Modes du temps : Y a-t-il de vrais costumes lavables ?

### 25 à 28. ARTS ET SPECTACLES

— MUSIQUE : les débuts d'Alban Berg.  
— FORMES : lieux peu communs.

### 31. JUSTICE

— Les auteurs d'un double meurtre devant les assises de l'Yonne.

### 31. SOCIÉTÉ

### 31. DÉFENSE

### 32 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE

### ET SOCIALE

— Les immigrés victimes de la crise - (III), par Jean Benoît.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)

— Annuaire classé (29-30) : Aujourd'hui (28) ; Carrel (14) ; « Journal officiel » (28) ; L'Espresso (28) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (28) ; Bourse (28).

## L'AFFAIRE REVELLI-BEAUMONT

### Les policiers qui enquêtent sur le rapt du directeur général de Fiat-France semblent optimistes

M. Charles Franceschi, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé de l'enquête sur le rapt de M. Revelli-Beaumont, a entendu, à titre de témoin, pendant près de six heures, M. Miguel Garrido Alvarez, au terme de sa garde à vue de quarante-huit heures. En sortant, l'ami de M. Aristy, qui est domicilié à New-York, n'a fait aucun commentaire sur son interrogatoire. Il a

seulement dit qu'il était persuadé de l'innocence de son compatriote.

Le magistrat instructeur a également entendu l'épouse de M. Aristy, qui était accompagnée du défenseur de son mari, M. Pierre-André Renaud. M. Franceschi lui a refusé le permis de visite qu'elle demandait au motif que M. Aristy n'avait pas encore été entendu. À sa sortie du palais de justice, elle a déclaré : « Je ne comprends pas l'inculpation de mon mari. J'ai l'impression qu'on cherche à toute force un bon délinquant. Récemment, un ami très intime de Luciano Revelli-Beaumont... Il s'est borné à conseiller la famille de son mieux pour l'avenir... »

Quelques heures ont été retenues contre M. Aristy. Au quel des Orfèvres, on indique que tant que M. Revelli-Beaumont ne sera pas retrouvé, la police judiciaire ne fera aucune déclaration. Il semble bien cependant qu'un élément déterminant a joué contre M. Aristy. Celui-ci aurait, en effet, affirmé que le

montant de la rançon avait été ramené de 150 millions à 40 millions de francs alors que les ravisseurs n'ont jamais fait part de leur intention de réduire leurs exigences.

De toute façon, les policiers semblent persuadés que l'arrestation de celui-ci, qui est maintenant considéré comme le suspect numéro 1 dans l'enlèvement du directeur général de Fiat-France, ne pouvait pas mettre en danger la vie de ce dernier. Le chef de la brigade criminelle a d'ailleurs affirmé qu'il avait la preuve que M. Revelli-Beaumont était vivant mardi 14 juin. Quelle preuve ? Mme Revelli-Beaumont aurait en effet reçu une photographie de son mari lisant un journal du soir dont on aperçoit la date : mercredi 15 juin. Mais Mme Revelli-Beaumont a démenti « de la façon la plus catégorique » qu'une photographie de son mari lui ait été envoyée.

L'audition et l'arrestation de M. Aristy ont-elles permis aux policiers de clarifier les choses et d'avancer dans l'enquête ? La phrase syllabée de l'un d'eux, qui a indiqué que « tout le monde sera surpris quand on connaîtra la vérité », laisse supposer en tout cas que les enquêteurs savent dans quelle direction orienter leurs efforts. « C'est aussi simple que l'eau de Christophe Colomb, mais il fallait y penser », a même précisé un autre policier.

### QUI EST M. ARISTY ?

Le halo de mystère qui entoure les activités passées du politicien et ressemblant à une « a » de la famille Revelli-Beaumont ne se dissipe pas. Mais les protestations d'intention politique et progressistes de M. Hector Aristy et son odieuse de chevalier avant dans les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine sont battues en brèche par un certain nombre de déclarations.

De passage à Paris, M. Franceschi Vaca Narvaja, l'un des dirigeants du mouvement péroniste monténéro, a démenti que l'ex-président Juan Peron ait entretenu des relations amicales avec M. Aristy. Ce dernier n'avait aucun contact avec le mouvement monténéro, indique M. Vaca Narvaja.

M. Régis Debray nous a d'autre part déclaré : « M. Salvador Allende avait personnellement exprimé, en ma présence, le désir de voir M. Aristy, alors présent au Chili, quitter ce pays dans un délai de quarante-huit heures. Il m'avait personnellement chargé de transmettre à l'intéressé ce message. »

Mme Carmen Castillo, responsable en exil du MTR, nous a rapporté que, au cours de la réunion des responsables chiliens à laquelle fait allusion M. Régis Debray, l'appartenance indubitable de M. Aristy à la C.E.A. aurait été établie. M. Aristy aurait été recruté après son passage dans le gouvernement de M. Juan Bosch.

« Saint-Domingue, M. Emilian Ludovino Fernandez, secrétaire du Parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.), a démenti que M. Aristy ait « quelque lien que ce soit avec cette formation » et assuré qu'il n'en avait jamais été membre.

Que conclure pour le moment de toutes ces indications si plus souvent négatives, sinon que M. Aristy a bien été ce qu'un journaliste du « New York Times », M. Tad Szulc, a appelé (1) « une personnalité influente et très mystérieuse », et pour les milieux de la gauche, dont il cultivait « à quelques fins ? — la fréquentation, un « personnage touché » ?

(1) In « Dominican Diary Journal », Delacorte Press, New-York, 1965.

● Le président Sadate rencontrera M. Giscard d'Estaing au début de juillet en France, à son retour du sommet de l'O.A.U. au Gabon. apprend-on vendredi 17 juin au Caire, de source égyptienne informée.

### DÉCORATION

### LES TISSUS D'AMEUBLEMENT EN VOGUE :

- Velours contemporains à dessins « patchwork » et « design ».
- Nouveaux tissus Jacquard.
- Toiles et chinés, imprimés anglais, américains, suédois, italiens.
- Tweeds et tissus spéciaux écus - blancs - beige.
- Nouveaux lampas et tapisseries de style.

de 28<sup>e</sup> à 175<sup>e</sup> le mètre (tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

### M. FRANÇOIS DE ZIEGLER

### EST NOMMÉ AMBASSADEUR DE SUISSE A PARIS

Le gouvernement helvétique a confirmé, jeudi 16 juin, la nomination de M. François de Ziegler, actuellement directeur des organisations internationales du département politique (ministère des affaires étrangères) au poste d'ambassadeur de Suisse à Paris, en remplacement de M. Pierre Dupont, qui prend sa retraite.

Avant leur départ, qui aura lieu le 30 juin, M. et Mme Pierre Dupont ont offert, jeudi 16 juin, une réception dans leur résidence, 14 rue de Grenelle. Les très nombreux amis qu'ils s'étaient faits à Paris pendant un séjour de plus de dix ans, ainsi que de nombreuses personnalités de tous les milieux de la capitale, sont venus les saluer à cette occasion.

M. de Ziegler est né en 1922 à Genève, où son père était professeur de littérature italienne à l'université. Après des études de droit, il entre, en 1945, au département politique fédéral. En poste à Marseille, Nice et Paris, il retourne à Berne en 1955. De 1958 à 1962, il occupe différentes fonctions à Moscou, à Belgrade et au Caire. Conseiller d'ambassade, il devient, en 1964,

collaborateur de l'observateur suisse auprès des Nations unies, à New-York, jusqu'à son transfert à Paris, en 1966, comme conseiller culturel et délégué auprès de l'UNESCO. Revenu au département politique en 1973, il est d'abord chef de cabinet, puis, en 1976, directeur des organisations internationales. Il est un des plus proches collaborateurs de M. Pierre Graber, chef de la diplomatie helvétique.

### NOUVELLES BRÈVES

#### ● Grâce au Palais des congrès.

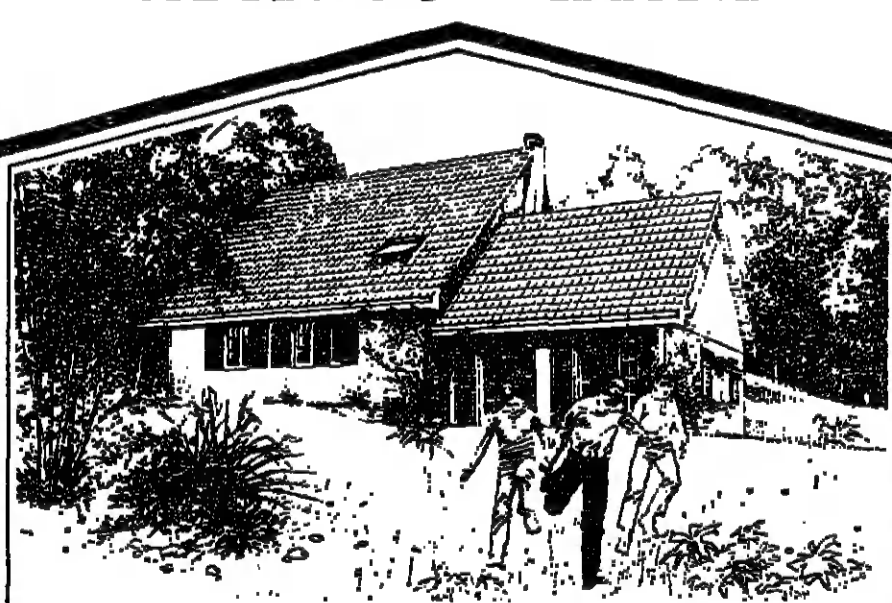
Le concert de l'Orchestre de Paris a commencé, jeudi 16 juin, avec une demi-heure de retard en raison d'une grève du personnel du Palais des congrès. Celui-ci s'agitait des menaces de licenciement dues, dit-il, « à une trop faible programmation des spectacles », et protestait contre l'utilisation de personnel intérimaire pour autoriser ces licenciements. M. François Castex, directeur général, nous a déclaré que cinq licenciements étaient effectivement projetés, à la billetterie du Palais, mais qu'aucune autre mesure de réduction des effectifs n'était en préparation en raison

#### du remplissage satisfaisant de l'établissement.

● L'expulsion d'un travailleur algérien à Lyon : arrêt de la procédure. — A propos de l'arrêt d'expulsion signifié treize années après sa signature à M. Mohamed Makhlouf, quarante-trois ans, ouvrier algérien (le Monde du 16 juin), M. Roger Chaux, préfet délégué pour la police de Lyon, précise qu'il est intervenu pour faire cesser les poursuites des qu'il a eu connaissance de cet incident. Par ailleurs, l'employeur de M. Makhlouf a confirmé qu'il le maintiendrait à son poste, bien qu'il soit délégué C.G.T. depuis quatre années. — (Corresp. rég.)

## Breguet

### CONSTRUIT DES MAISONS A ST-WITZ ET A BOUFFEMONT

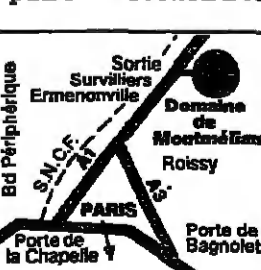


\*Frêne, 184 m<sup>2</sup>, 6 pièces, à St-Witz. Autres modèles (de 121 à 278 m<sup>2</sup>).

A 2 KM de la sortie Ermenonville de l'A. 1.  
Et à 21 KM de Paris, en lisière de la forêt de Montmorency.

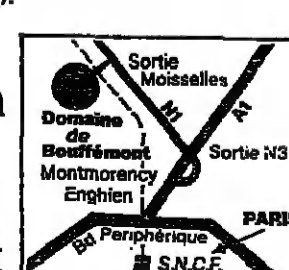
Les Maisons du Domaine de Montmélian ont de 135 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces, des garages 1 et 2 voitures, des jardins de 700 à 2.800 m<sup>2</sup>. Sur le Domaine, piscine chauffée, tennis, écoles. Environnement prestigieux (forêts de Chantilly et d'Ermenonville). Accès rapide par l'A1.

Les maisons individuelles du Domaine de Bouffémont, sont en lisière de la plus belle forêt proche de Paris, celle de Montmorency. Elles ont de 121 à 156 m<sup>2</sup>, 5 à 7 pièces, des garages 1 voiture, de grands jardins. Gare à 1 km. Ecoles sur place. Accès depuis Paris : A1 (sortie N°3), puis N1 direction Beauvais (sortie Moisselles).



Domaine de Montmélian

Domaine de Bouffémont



VISITE DES MAISONS MODÈLES, TOUS LES JOURS DE 10 H à 19 H.  
DOMAINE DE MONTMÉLIAN 95470 ST WITZ (TEL. 471.56.55)  
DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)

### EPARGNE SOBI

un bon placement commence toujours par une bonne information



Depuis 20 ans, la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.

8,25 à 11,60%

taux actuariel annuel brut

Sur simple demande de votre part - et cela sans engagement - nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

### SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 701 A / B.P. 31

MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM7



A B C D E F G

Le numéro du « Monde », daté 17 juin 1977 a été tiré à 582 068 exemplaires.

مكتبة الامم المتحدة